

# Tableau de bord économique de la Seine-Saint-Denis

## Avril 2017

Analyse des données du second semestre 2016  
première tendance premier semestre 2017

# CLUB CONJONCTURE 93

Le Club Conjoncture 93 est une structure informelle qui réunit les principaux acteurs économiques de la Seine-Saint-Denis : la Préfecture de la Seine-Saint-Denis, le Conseil Départemental de Seine-Saint-Denis, la Chambre de commerce et d'industrie départementale de Seine-Saint-Denis, la DIRECCTE Île-de-France, la Banque de France de Seine-Saint-Denis, la Direction Départementale des Finances Publiques, le Comité départemental de tourisme de la Seine-Saint-Denis, le Pôle Emploi Seine-Saint-Denis, l'Unité Territoriale de Seine-Saint-Denis de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Équipement et de l'Aménagement, la Chambre de métiers et de l'artisanat de la Seine-Saint-Denis, le Tribunal de commerce de Seine-Saint-Denis, la Direction régionale des douanes de Paris-Est et l'URSSAF de Paris- Région Parisienne.

Il a pour objet l'analyse et le suivi de la conjoncture économique du département, et s'organise autour de deux aspects différents : le suivi régulier d'indicateurs en premier lieu, et l'examen plus structuré par thématique de certains aspects de l'économie départementale, en second lieu.

Dans cette perspective, le Club 93 Conjoncture réalise semestriellement un Tableau de Bord Économique de la Seine-Saint-Denis qui regroupe des séries chronologiques économiques collectées auprès des différents partenaires et tente de faire l'analyse d'indicateurs départementaux relatifs aux ménages, aux entreprises, au tourisme et aux événements d'affaires, à l'emploi et à la construction et au marché de l'immobilier.

Ces documents sont consultables sur les sites internet des partenaires du Club 93 Conjoncture suivants :

- Préfecture de la Seine-Saint-Denis : [www.seine-saint-denis.pref.gouv.fr](http://www.seine-saint-denis.pref.gouv.fr)
- Conseil Départemental de la Seine-Saint-Denis : [www.seine-saint-denis.fr](http://www.seine-saint-denis.fr)
- Chambre de commerce et d'industrie départementale de Seine-Saint-Denis : [www.cci93-idf.fr](http://www.cci93-idf.fr)
- Chambre de métiers et de l'artisanat de Seine-Saint-Denis : [www.cma93.fr](http://www.cma93.fr)
- Comité départemental du tourisme : [www.tourisme93.com](http://www.tourisme93.com)

## **SOMMAIRE**

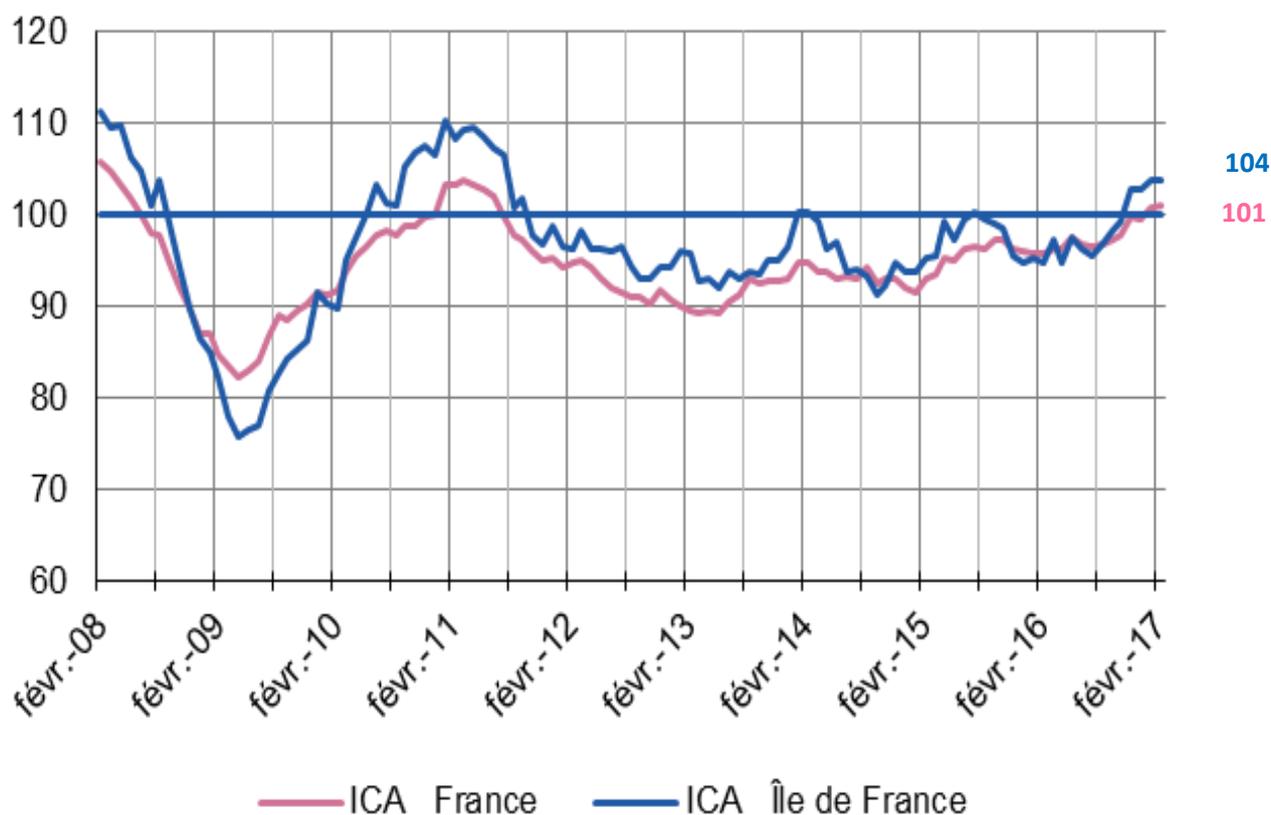
- **TENDANCES FRANCILIENNES**
- **LES ENTREPRISES**
- **LA VIE DES ENTREPRISES EN SEINE-SAINT-DENIS**
- **LA TVA ET L'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS**
- **LES ENTREPRISES : INNOVATION**
- **LE TOURISME ET LES ÉVÉNEMENTS D'AFFAIRES**
- **LE CHÔMAGE ET L'EMPLOI**
- **LA CONSTRUCTION ET LE MARCHÉ IMMOBILIER**

# TENDANCES FRANCILIENNES



# 1- Conjoncture Économique

## Indicateur du climat des affaires dans les services marchands



indice 100 = moyenne de longue période depuis début 1989 au niveau national et début 2002 au niveau régional

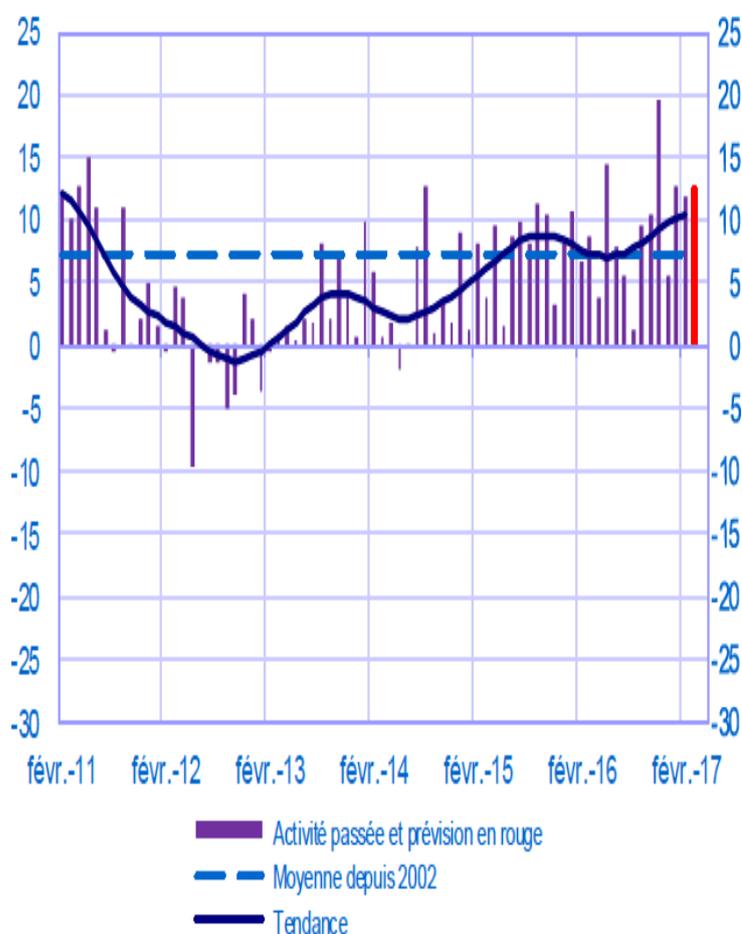
416 informateurs en février  
69 % de l'emploi salarié francilien

Source : Tendances Régionales

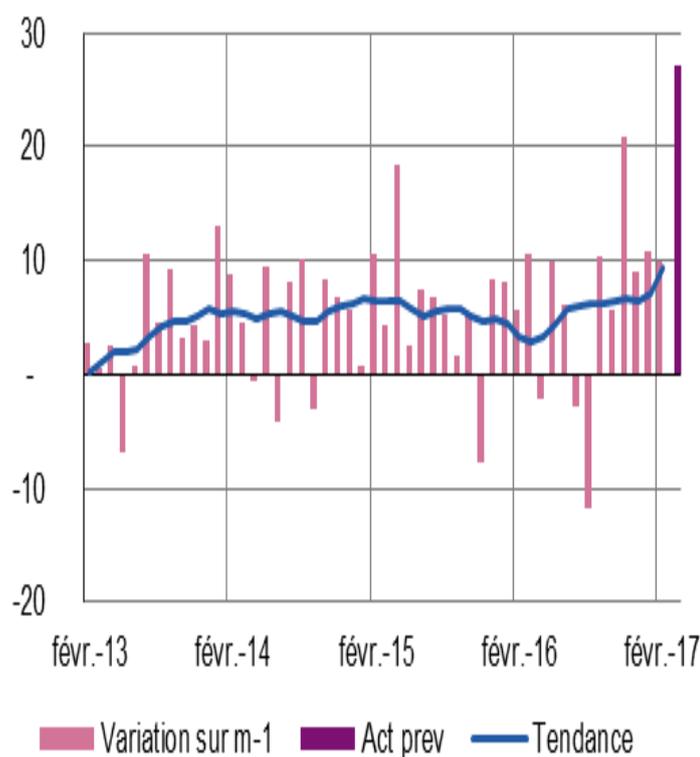
# 1- Conjoncture Économique

## Activité passée et prévision dans les services marchands (en solde d'opinion cvs\*).

France



Ile de France



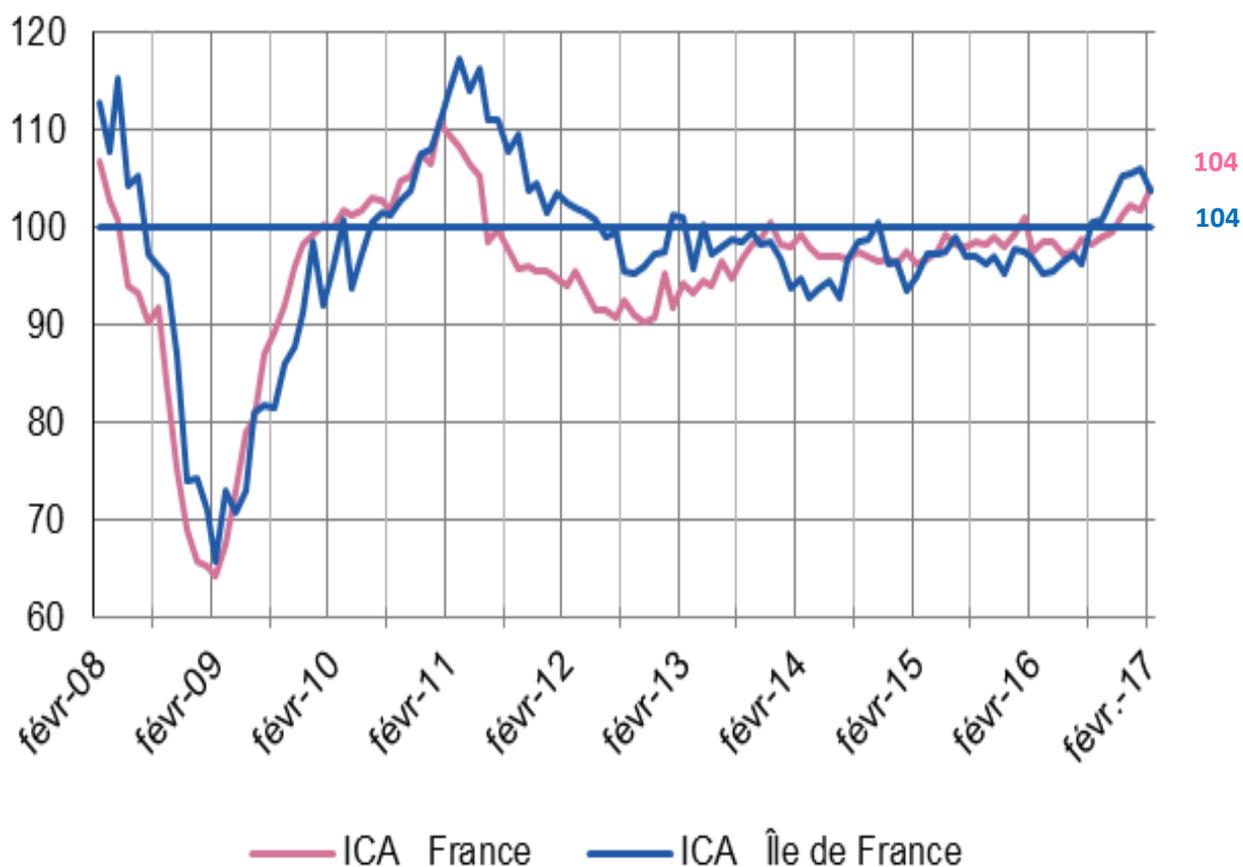
416 informateurs en février

Cvs : corrigé des variations saisonnières

Source : BDF / DGS pour la France ;  
Tendances régionales pour l'Ile de France

# 1- Conjoncture Économique

## Indicateur du climat des affaires dans l'industrie



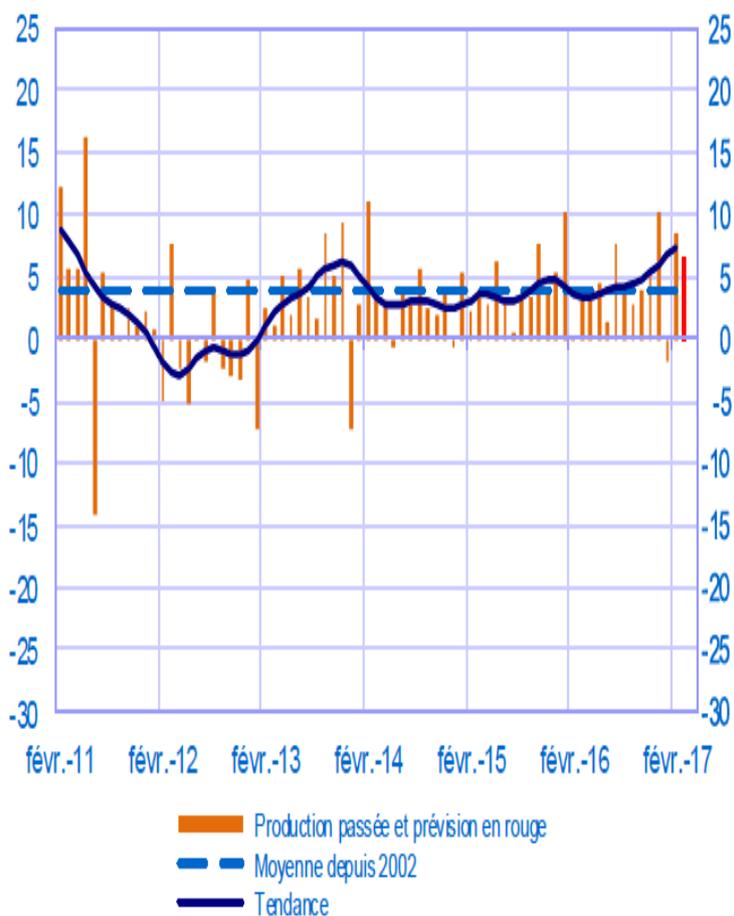
indice 100 = moyenne de longue période depuis début 1981 au niveau national et début 1996 au niveau régional

328 informateurs en février  
8 % de l'emploi salarié francilien

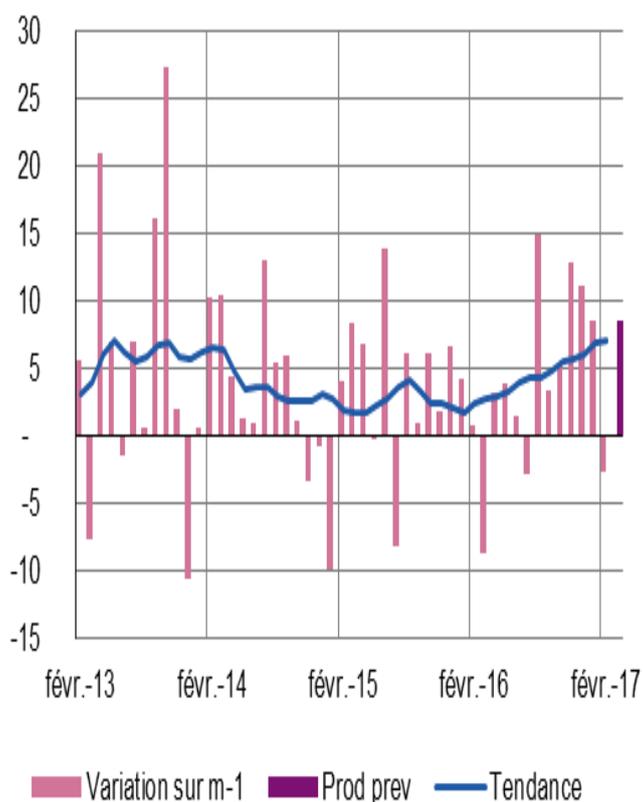
# 1- Conjoncture Économique

## Production passée et prévision dans l'industrie (en solde d'opinion cvs\*)

### France



### Ile de France



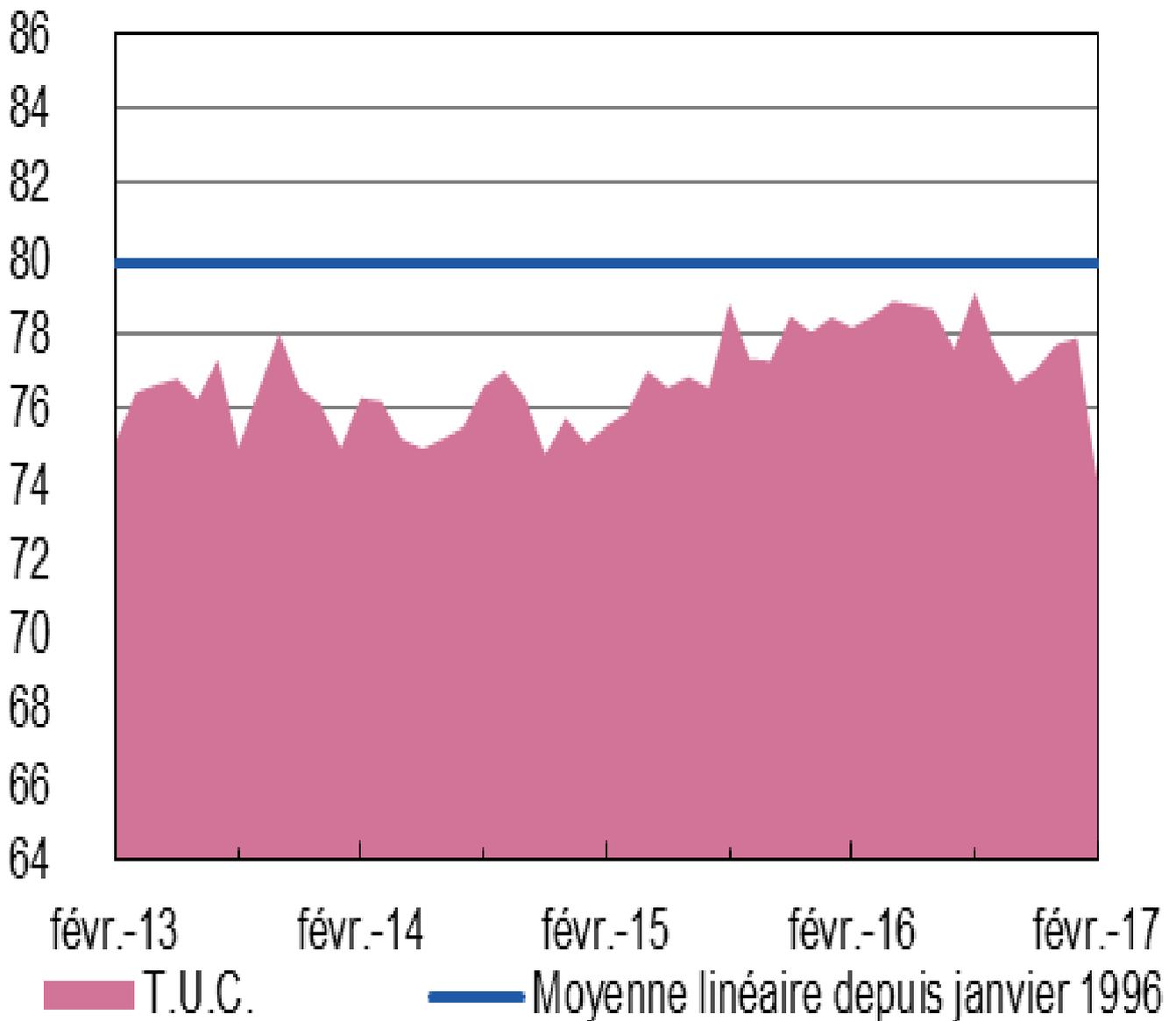
328 informateurs en février

Cvs : corrigé des variations saisonnières

Source : BDF / DGS pour la France ;  
Tendances régionales pour l'Ile de France

# 1- Conjoncture Économique

## Taux d'utilisation des capacités de production dans l'industrie en Île-de-France

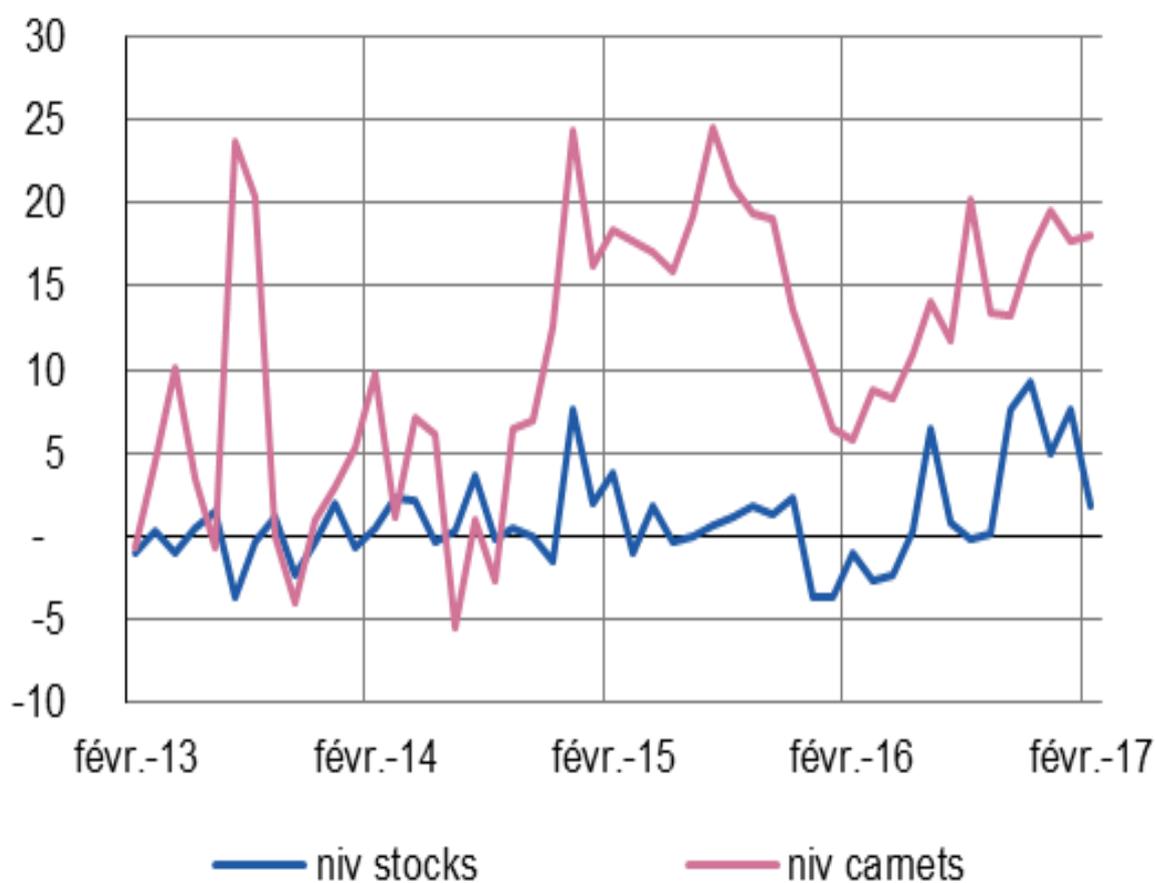


328 informateurs en février

Source : Tendances Régionales

# 1- Conjoncture Économique

## Stocks et carnets de commandes dans l'industrie en Ile-de-France



328 informateurs en février

## 2- Entreprises

### Financement des entreprises

Crédits aux sociétés non financières en **France**

#### Encours et taux de croissance annuel (données non cvs)

(Encours en milliards d'euros, taux de croissance en %)

	Encours brut	Taux de croissance annuel brut		
	janv.-17	nov.-16	déc.-16	janv.-17
<b>Total</b>	<b>917</b>	<b>4,8</b>	<b>5,0</b>	<b>4,8</b>
<b>Investissement</b>	641	4,1	4,4	4,7
<i>Équipement</i>	379	4,4	5,0	5,5
<i>Immobilier</i>	263	3,7	3,6	3,6
<b>Trésorerie</b>	218	6,5	7,7	6,2
<b>Autres</b>	57	5,0	2,1	1,0

Source : Stat-info crédits aux sociétés non financières – BDF / DGS

## 2- Entreprises

### Financement des entreprises

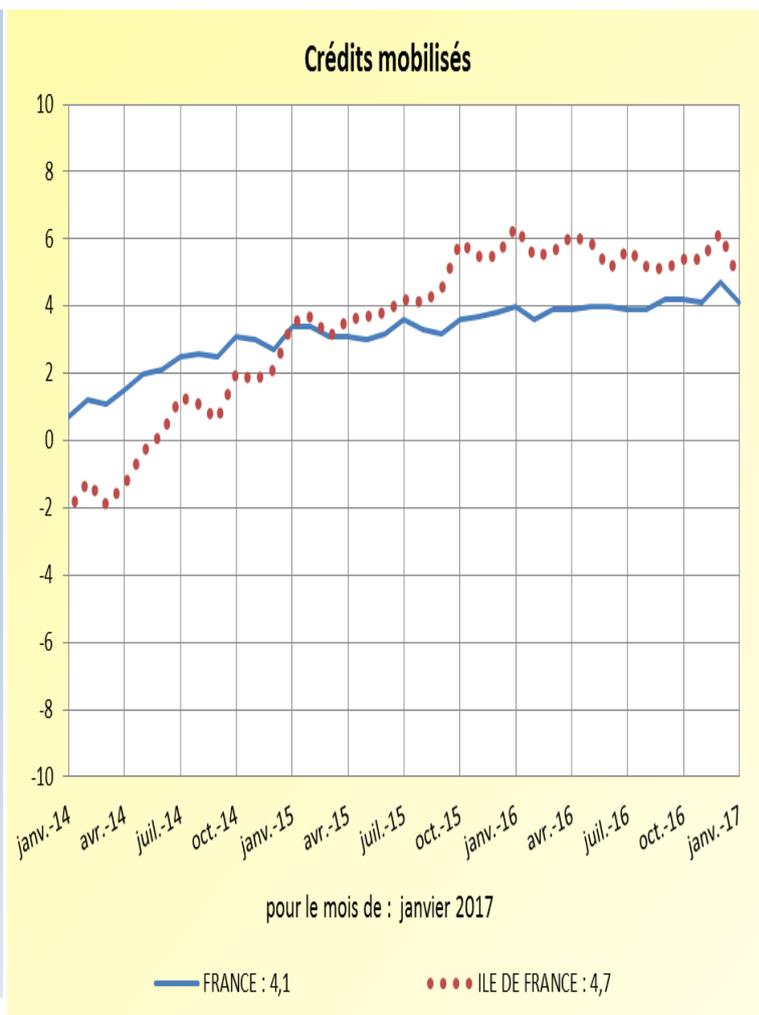
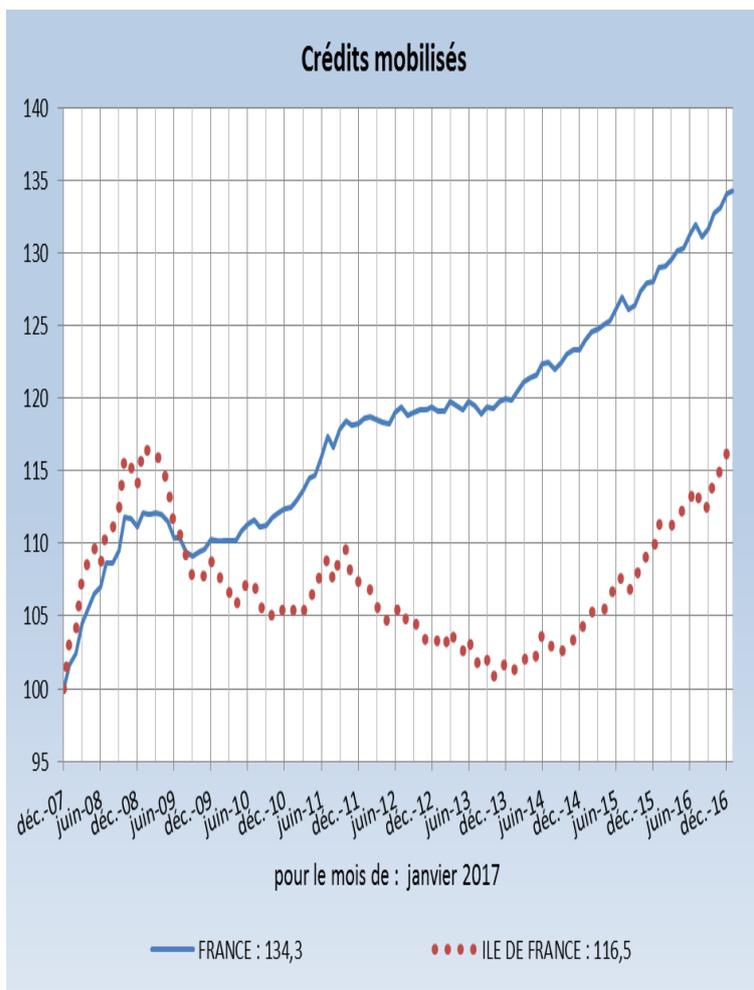
#### Crédits mobilisés

INDICES

(Base 100 à partir de décembre 2007)

Taux de croissance annuel

À fin janvier



Seuil de recensement : 25 000 €

Source : Service central des risques

## 2- Entreprises

### Financement des entreprises

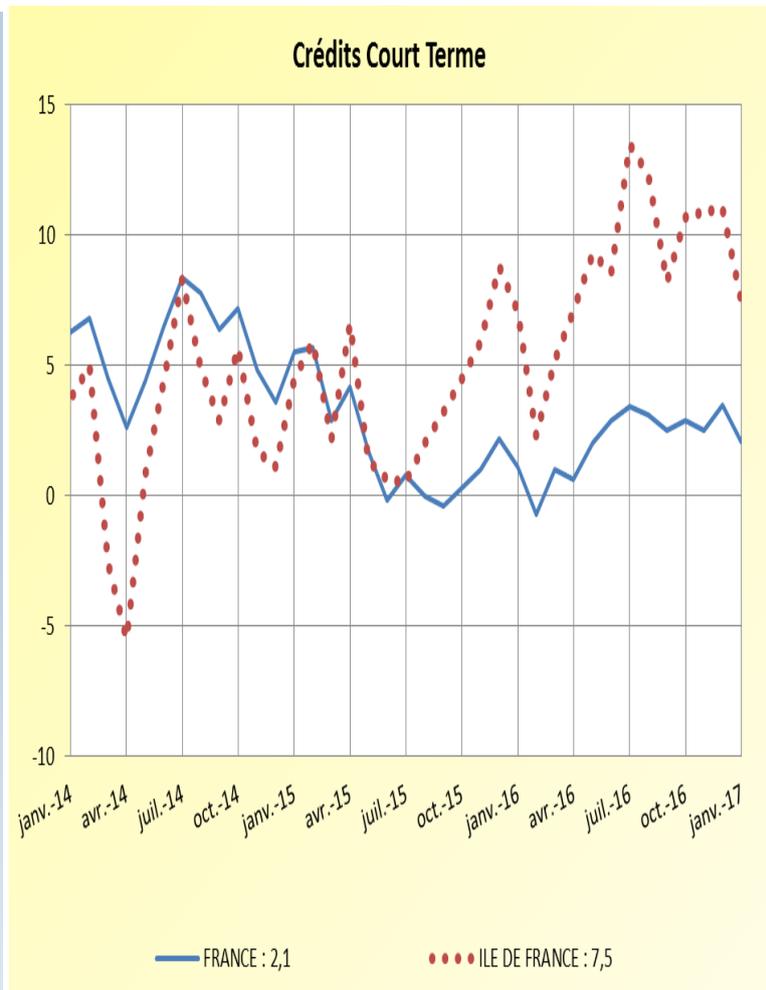
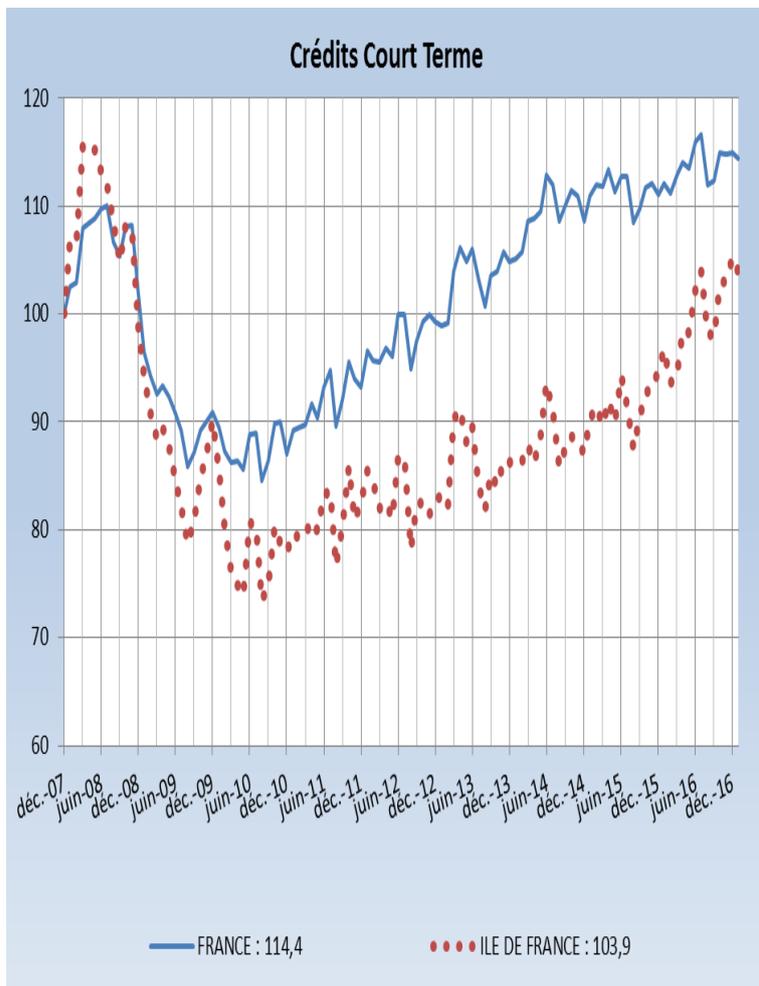
#### Crédits court terme

##### INDICES

(Base 100 à partir de décembre 2007)

##### Taux de croissance annuel

À fin janvier



Seuil de recensement : 25 000 €

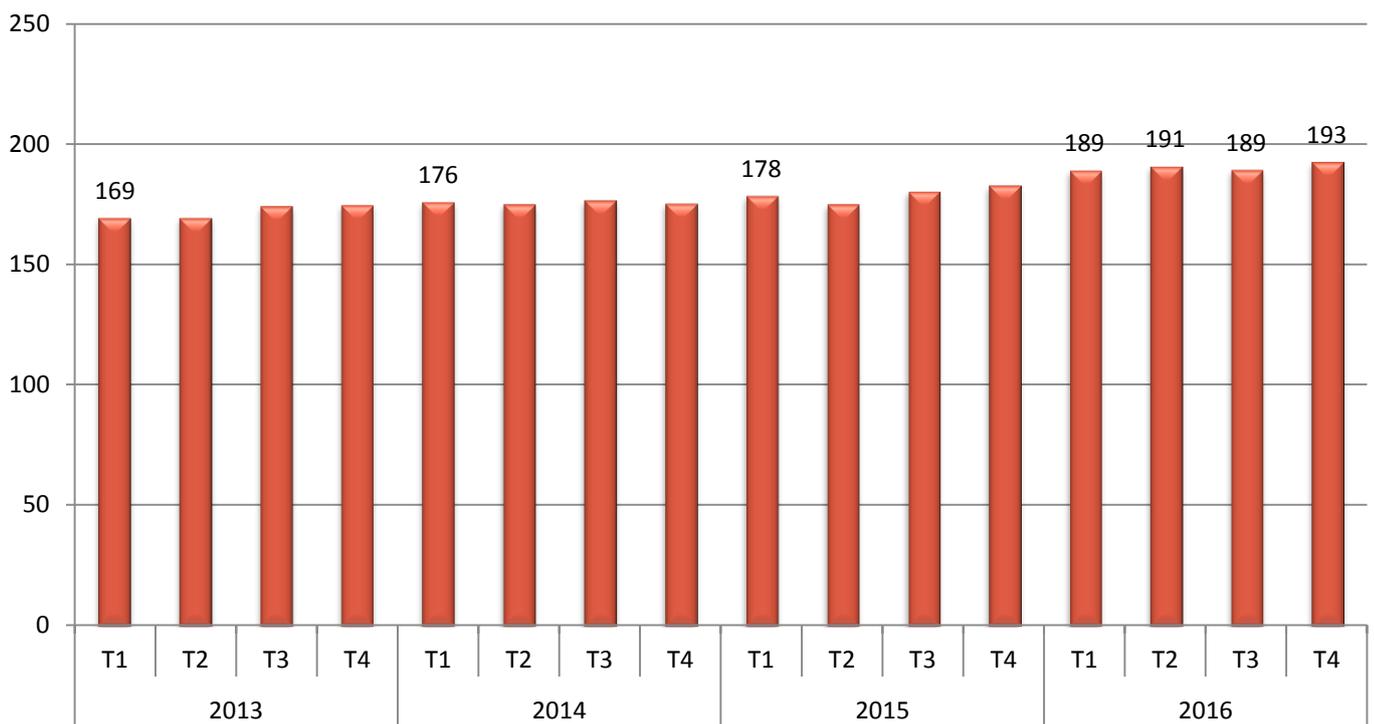
Source : Service central des risques

## 2- Entreprises

### Financement des entreprises

Crédits d'équipement aux sociétés non financières  
en **Seine Saint-Denis**

SEINE SAINT DENIS  
EVOLUTION CREDITS A L'EQUIPEMENT  
(base 100 - 1er trimestre 2001)



## 2- Entreprises

### Financement des entreprises

#### Crédits mobilisés ventilés par type d'entreprise et par département

À fin janvier

		France	IDF	Paris	Seine et Marne	Yvelines	Essonne	Hauts de Seine	Seine St Denis	Val de Marne	Val d'Oise
Encours (en millions d'€)	Micro	80 249	9 403	3 815	974	825	702	1 087	679	874	847
	PME	122 847	24 164	10 888	1 981	1 827	1 817	3 892	1 603	1 589	1 588
	GE+ holdings	264 918	131 761	88 181	1 948	8 047	2 129	40 119	7 470	3 459	2 808
	Immobilier	405 550	133 057	83 860	4 889	8 092	3 754	19 185	4 769	7 198	3 530
	Total	873 164	298 385	184 843	9 351	18 591	8 205	84 083	14 522	12 720	8 374
Taux de croissance annuel (en %)	Micro	3,5	5,5	4,0	2,8	3,0	8,3	3,1	12,1	3,2	12,2
	PME	3,1	4,0	3,3	3,4	3,5	3,8	4,7	4,6	3,3	3,0
	GE+ holdings	3,2	5,5	8,0	-11,9	3,9	10,7	4,3	12,1	8,8	4,8
	Immobilier	3,9	3,9	4,3	3,8	-2,9	4,3	3,4	1,6	2,4	10,8
	Total	4,1	4,7	3,0	0,9	1,3	3,7	4,2	7,6	4,0	7,8

Seuil de recensement : 25 000 €

Source : Service central des risques

## 2- Entreprises

### Entreprises en difficulté

#### Médiation du crédit

##### Nombre de dossiers reçus à fin février 2017 en cumul depuis le début de la procédure :

France	50 567
Île-de-France	8 464

##### Nombre de dossiers reçus en Île-de-France :

De novembre 2008 à fin 2009	3 321
en 2010	1 265
en 2011	732
en 2012	668
en 2013	731
en 2014	557
en 2015	523
en 2016	577
en 2017	90

##### Nombre de dossiers acceptés en Île-de-France à fin février 2017 :

	En cumul depuis le début de la procédure		En cumul depuis le début de l'année	
	Île-de-France	%	Île-de-France	%
<b>Nombre de dossiers acceptés :</b>	<b>6 784</b>	<b>100</b>	<b>467</b>	<b>100</b>
dont TPE (eff < 11) :	4 574	67	323	69
dont faibles encours (< 10 k€) :	1 079	16	65	14

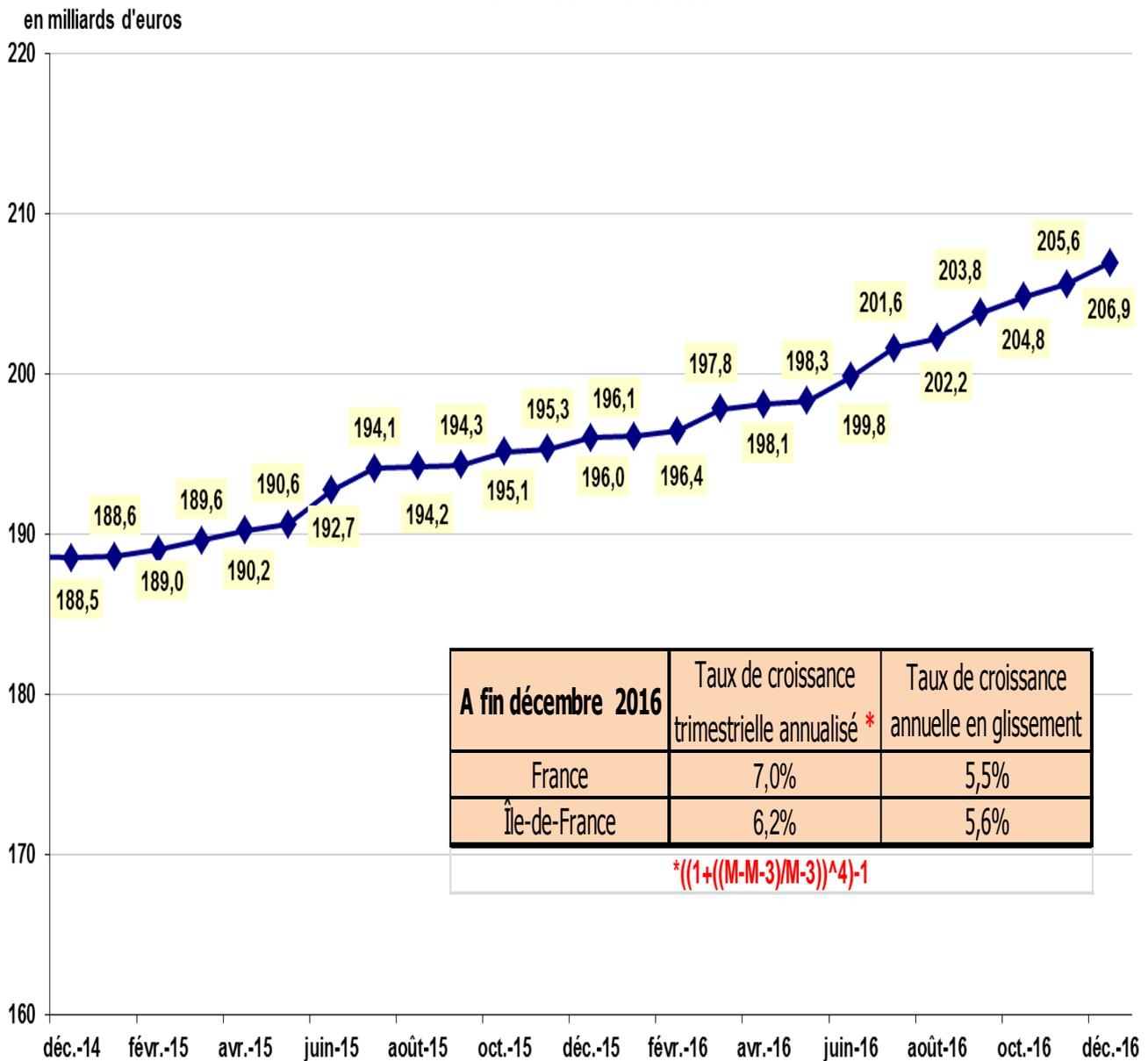
##### Nombre de dossiers acceptés à fin février 2017 :

	En cumul depuis le début de la procédure		En cumul depuis le début de l'année	
	Île-de-France	France	Île-de-France	France
<b>Nombre de dossiers acceptés</b>	<b>6 784</b>	<b>39 807</b>	<b>467</b>	<b>2 135</b>
-dont dossiers instruits	5 806	34 721	385	1 867
en % des dossiers acceptés	<b>86%</b>	<b>87%</b>	<b>82%</b>	<b>87%</b>
-dont dossiers clôturés positivement	3 562	21 397	289	1 204
en % des dossiers instruits	<b>61%</b>	<b>62%</b>	<b>75%</b>	<b>64%</b>
Nombre de dossiers actuellement en instance	68	374		

# 3- Ménages

## Crédits aux ménages

### Encours des crédits à l'habitat consentis aux ménages en Île-de-France à fin décembre 2016

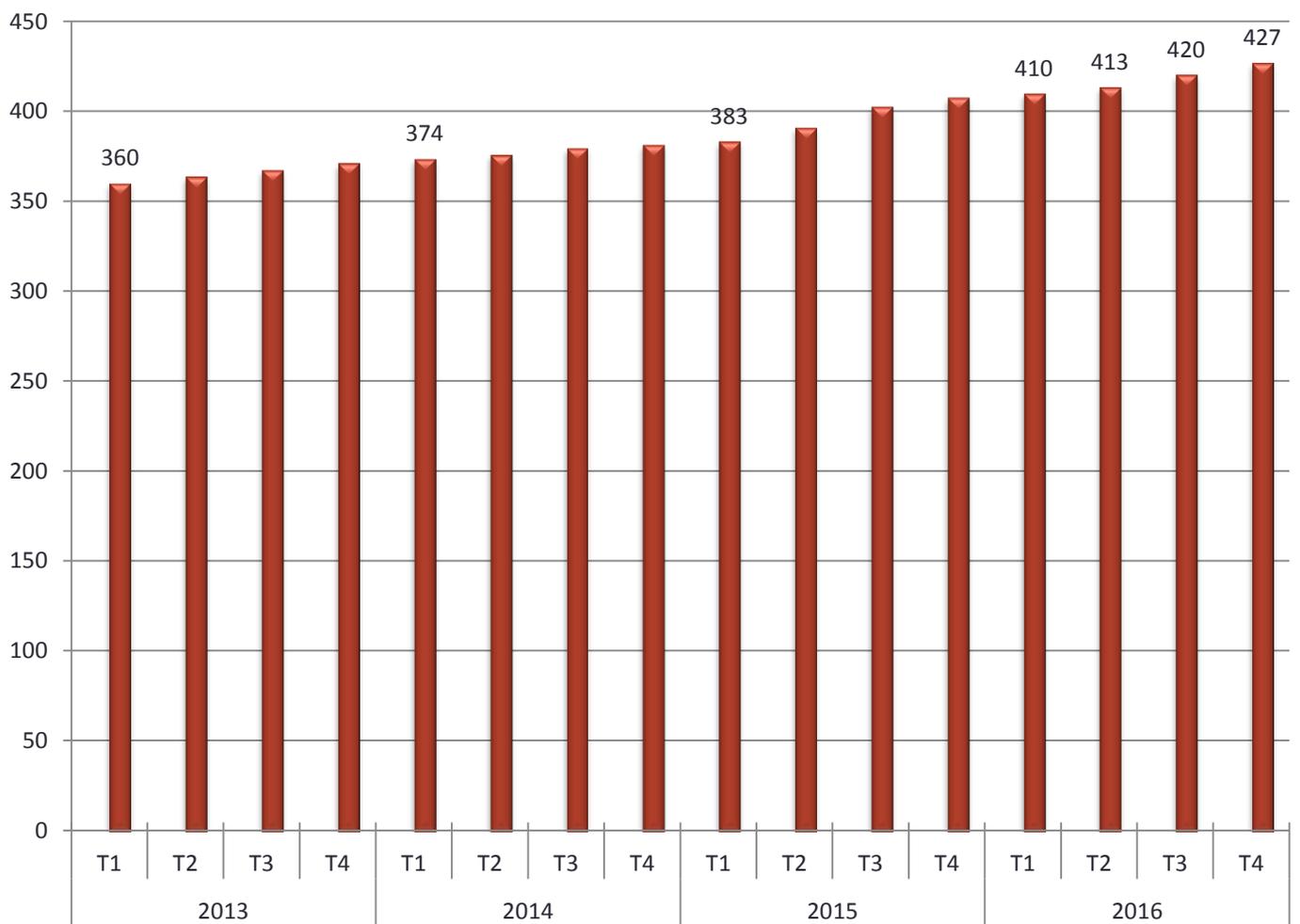


Source : Service central des risques

# 3- Ménages

## Crédits aux ménages

SEINE SAINT DENIS  
EVOLUTION DES CREDITS A L'HABITAT  
(base 100 - 1er trimestre 2001)

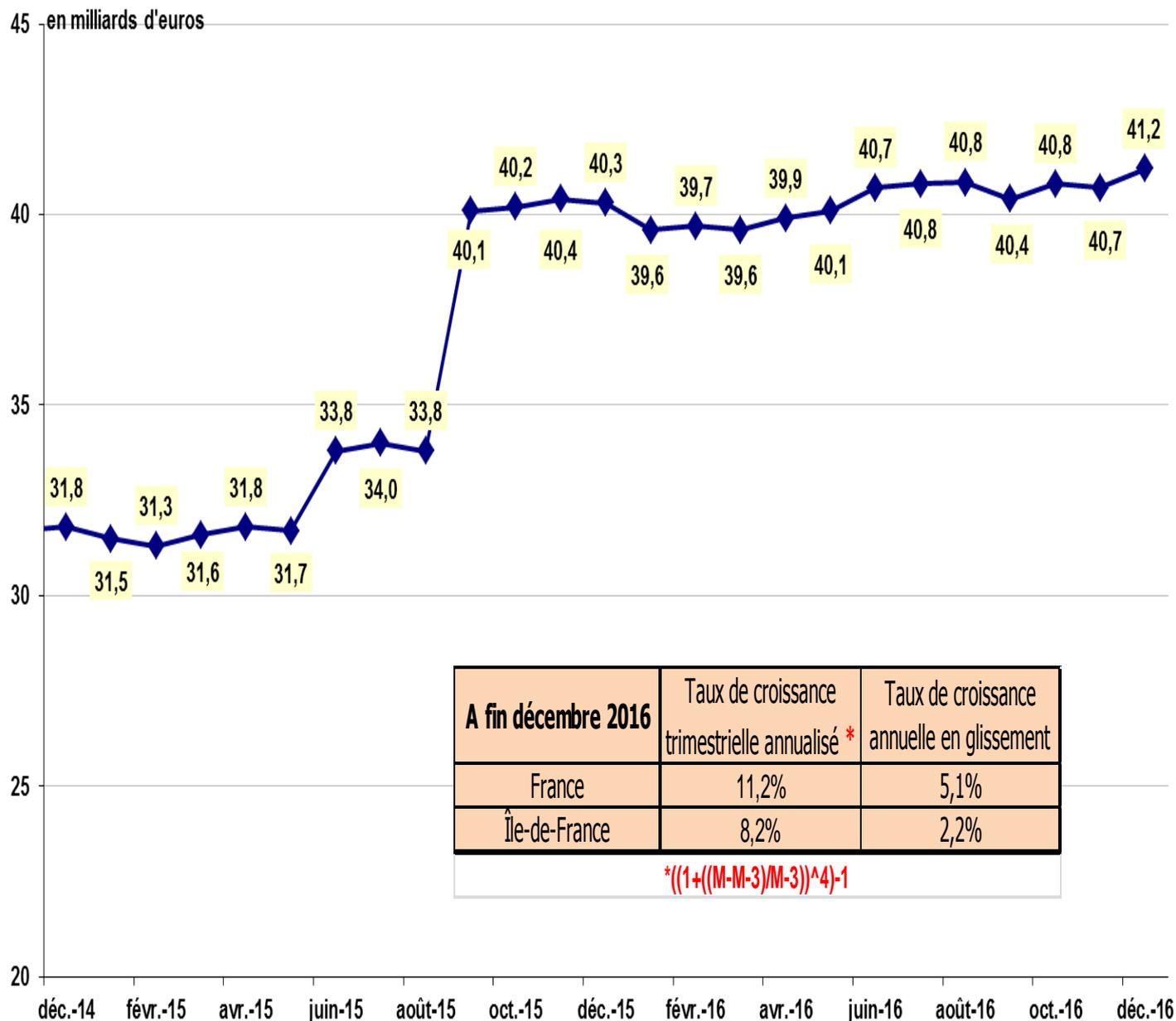


Source : Service central des risques

# 3- Ménages

## Crédits aux ménages

### Encours des crédits à la consommation consentis aux ménages en Ile de France à fin décembre 2016

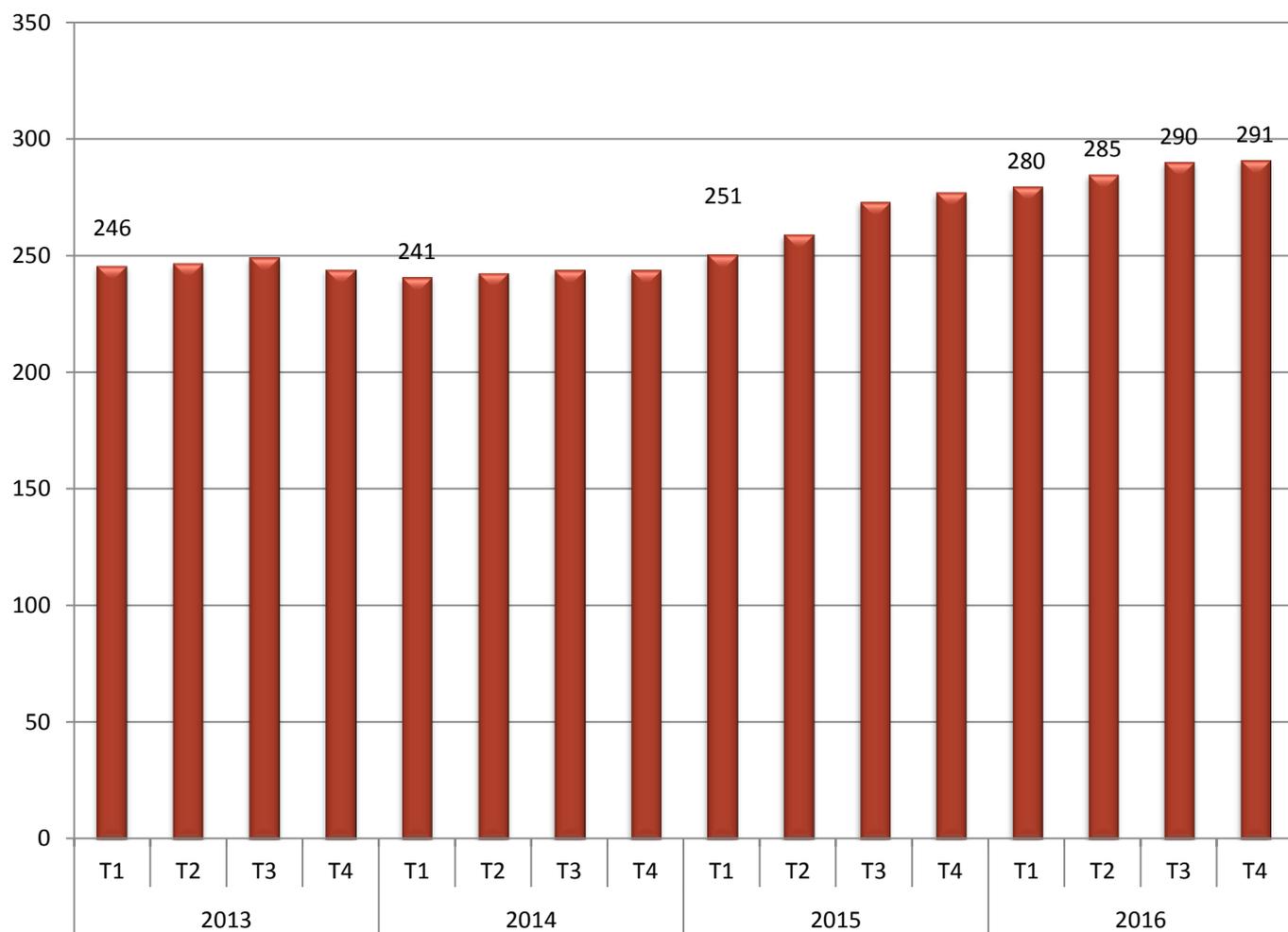


Les augmentations d'encours visibles en juin et en septembre 2015 ne correspondent pas à une hausse du crédit à la consommation mais à la prise en compte de nouvelles entités parmi les déclarants ainsi qu'à des déclarations d'encours titrisés.

# 3- Ménages

## Crédits aux ménages

SEINE SAINT DENIS  
EVOLUTION CREDITS DE TRESORERIE  
(base 100 - 1er trimestre 2001)



Source : Service central des risques

### 3- Ménages

#### Surendettement des ménages

Saisines des commissions	Île-de-France		France	
	Cumul	Taux de croissance annuel	Cumul	Taux de croissance annuel
<b>2017 (à fin février)</b>	4 110	-9,6%	31 957	-6,4%
<b>2016</b>	25 954	-12,1%	196 484	-10,5%
<b>2015</b>	29 541	-9,6%	219 579	-5,9%
<b>2014</b>	32 691	-4,0%	233 315	-1,3%
<b>2013</b>	34 068	-7,0%	236 456	-1,2%
<b>2012</b>	36 630	-7,4%	239 217	-3,4%

Source : Direction du réseau



# **LES ENTREPRISES**

---

# DÉMOGRAPHIE DES ENTREPRISES

---

---

# LES ENTREPRISES

---

Procédures de redressements, jugements et affaires contentieuses au  
**Tribunal de commerce de Bobigny**



La prévention traitement joue un rôle essentiel et efficace pour traiter les difficultés des grandes entreprises.

ANNEE	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Demande de mandat ad hoc	32	20	18	16	19	18	24
Conciliation	16	12	17	6	18	23	28
Convocation en prévention détection	65	22	68	93	64	191	610

Une forte augmentation des entretiens : + 219 %

Les assignations représentent 55 % des saisines de la juridiction.

	Total enrôlement 2016	Sauvegarde	RJ	LJ	Résolution Plan	Résolution Plan sauv	Total ouverture 2016	N'y a lieu à ouverture à statuer, radiation, désistement	Stock non encore jugé
				Ou RP	& LJ	& RJ/LJ			
DCP & demande de sauvegarde	870	8	75	736	5	1	825	23	29
Assignation	1 532	0	63	1 027	2	0	1 092	272	436
Saisine par le Ministère Public	277	0	15	205	0	0	220	66	65
demande de rétablissement professionnel	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Par le Commissaire à l'Exécution du Plan	44	0	0	0	33	1	34	12	7
Suite à délocalisation-incompétence-remise au rôle	38	0	1	18	0	0	19	0	7
<b>Total</b>	<b>2 761</b>	<b>8</b>	<b>154</b>	<b>1 986</b>	<b>40</b>	<b>2</b>	<b>2 190</b>	<b>373</b>	<b>544</b>

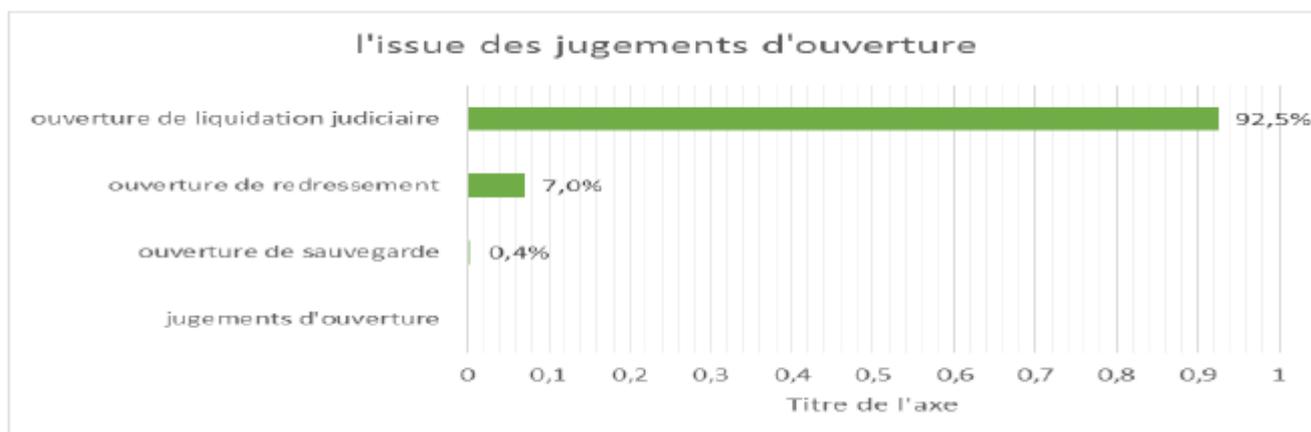
SCP Marc DOUCEDE - Jean-François DOUCEDE - Anne Sophie DOUCEDE - Vincent DOUCEDE, Greffiers associés de Tribunal de Commerce 450 994 603 RCS BOBIGNY

Une augmentation de 14 % des assignations en procédures collectives. 85 % des assignations sont placées par les organismes sociaux et fiscaux.

Répartition des placements pour les ouvertures de Procédures collectives	2012	2013	2014	2015	2016
Saisine d'office de la Procureure de la République	115	8	177	331	277
Déclaration de cessation des paiements	831	877	896	873	848
Demande d'ouverture de sauvegarde	24	20	15	15	22
Assignation	1 034	905	1 085	1 366	1 560
Assignation à jour fixe	0	0	1	0	1
Demande de rétablissement professionnel			1	7	0
<b>Total</b>	<b>2 004</b>	<b>1 810</b>	<b>2 175</b>	<b>2 592</b>	<b>2 708</b>

Une stabilisation des ouvertures de procédures collectives en 2016.

PROCEDURES COLLECTIVES OUVERTES	2012	2013	2014	2015	2016
jugements d'ouverture	1 630	1 565	1 568	2 173	2 190
dont : ouverture sauvegarde	12	10	9	11	8
dont : ouverture redressement	186	183	154	161	154
dont : ouverture de liquidation judiciaire immédiate et résolution de plan	1 432	1 366	1 404	1 994	2 026
Rétablissement professionnel			1	3	0
Ouverture suite à délocalisation	NC	6	1	4	2
Conversion de sauvegarde en RJ	2	4	0	2	3
Conversion de sauvegarde en LJ	1	4	1	2	0
Conversion de RJ en LJ	159	144	100	132	123



L'activité de la juridiction du juge commissaire et de celle du Président

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Décisions de la juridiction du Juge-commissaire	7 886	7 151	7 094	5 934	7 261	7 042	7 131
Décisions du Président	6 445	6 508	4 944	5 342	5 257	5 829	9 833*
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Dépôts effectués par les organes de la procédure collective	13 525	12 063	15 164	12 143	12 878	14 745	16 453

\*Y sont intégrés les 4 837 injonctions liquidation d'astreinte pour non dépôt des comptes annuels

Un nombre faible de jugements de plans arrêtés

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Jugements arrêtant un plan	75	132	64	81	72	86	70
Plan de redressement	41	68	43	42	55	52	45
Plan de cession	26	61	21	27	14	27	19
Plan de sauvegarde	8	3	13	12	3	7	6
Résolution de plan	45	31	34	41	27	38	40
dont redressement	NC	31	30	33	26	34	37
dont cession	0	0	0	0	0	0	0
dont sauvegarde	0	0	4	8	1	4	3

# LE TISSU ECONOMIQUE ARTISANAL DE LA SEINE-SAINT-DENIS



*Deux critères définissent l'entreprise artisanale :*

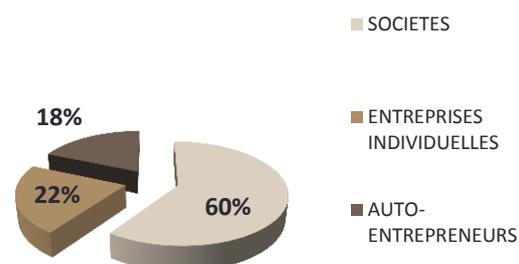
- **La nature de son activité** : l'entreprise doit exercer une activité professionnelle de production, de réparation, de transformation ou de prestation de services qui figure sur une liste établie par le décret d'avril 1998.  
*Il y a quatre grandes catégories d'activités : l'alimentation, le bâtiment, la fabrication et les services.*
- **Sa taille** : l'entreprise doit employer moins de 10 salariés au moment de sa création. Le droit de suite lui permet, toutefois, de garder son rattachement au secteur des métiers au-delà du seuil de 10 salariés.

*Toute entreprise de moins de 10 salariés dont l'activité relève du champ de l'artisanat doit être immatriculée au Répertoire des Métiers tenu par la Chambre de Métiers et de l'Artisanat.*

## L'ARTISANAT en Seine-Saint-Denis

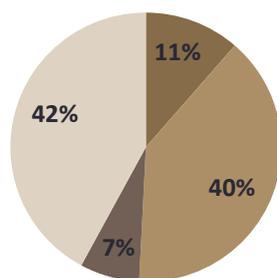
Au 31 décembre 2016, l'Artisanat en Seine-Saint-Denis représente 25 775 entreprises.

### Répartition par statut

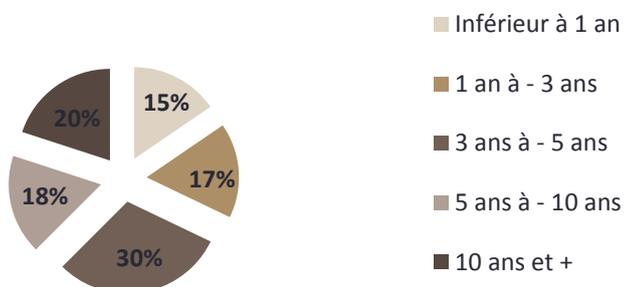


### Répartition par secteurs professionnels

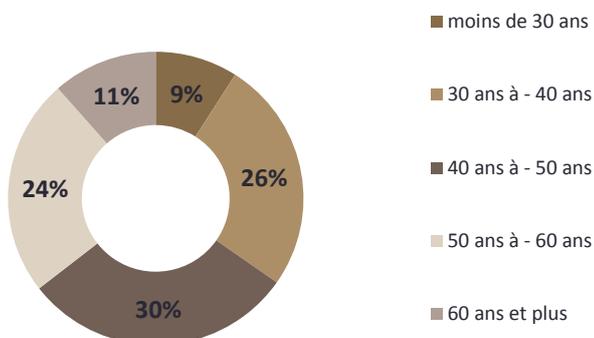
- ALIMENTATION
- BATIMENT
- FABRICATION
- SERVICES



### Antériorités des entreprises



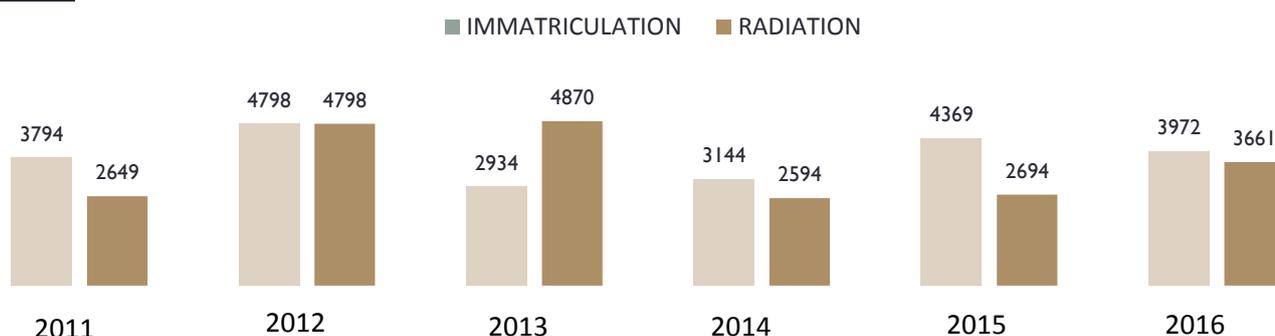
### Age des dirigeants



## Evolution du Répertoire des Métiers

Secteurs professionnels	2011	2012	2013	2014	2015	2016	Progression 2014/2015
Alimentation	2415	2706	2 568	2 817	2 906	2934	0,03%
Bâtiment	9845	11430	10 848	10 399	10 531	10160	3,5%
Fabrication	2194	2200	2 014	1 925	1 945	1832	1%
Services	7758	8371	8 332	8 874	9 731	10849	11,4%
<b>Total</b>	<b>22 212</b>	<b>24 707</b>	<b>23 762</b>	<b>24 015</b>	<b>25 113</b>	<b>25775</b>	<b>2,6%</b>

## Evolution des créations et des radiations d'entreprises au Répertoire des Métiers



### A retenir

- 6 entreprises sur 10 ont moins de 5 ans et 3/10 n'ont pas encore atteint les 3 années d'existence.
- Seulement 38 % du tissu artisanal est constitué par des entreprises consolidées par 5 années d'antériorité.
- Sur 2016 le réservoir des entreprises inscrites au Répertoire des métiers a peu progressé (2,6%) malgré un volume de création toujours très élevé, la balance création radiation s'équilibre.
- Avec plus de 8 000 entreprises de - 3 ans, 4 900 auto-entrepreneurs et près de 40 % de création en 2016 sous la forme de la micro-entreprise, le secteur des métiers de l'artisanat demeure porteur d'espoir pour ceux qui choisissent l'entrepreneuriat pour réaliser leurs projets professionnels.
- La création d'entreprise malgré un léger fléchissement se maintient à un niveau très élevé.
- Les métiers des services ont supplantés ceux du Bâtiment comme premier secteur d'activité en création d'entreprise. L'effet HUBER pour les transports de personnes s'estompe, toutefois les services aux personnes et aux entreprises sont en nette progression.

## LES CREATIONS : 3 972

### Les immatriculations par secteurs

	2014	2015	2016	Tendance
<b>Immatriculations</b>	3144	4222	3972	-6 %
<b>Alimentation</b>	396	465	390 (10 %)	-16 %
<b>Bâtiment</b>	1368	1707	1224 (31 %)	-28 %
<b>Fabrication</b>	162	245	213 (5 %)	-13 %
<b>Services</b>	1218	1805	2145 (54 %)	-19 %

### Répartition des immatriculations par statut



Micro-entrepreneurs (auto entrepreneurs) : 39 % des créations soit 1622 nouvelles activités

### Evolution des formes juridiques choisies par les créateurs

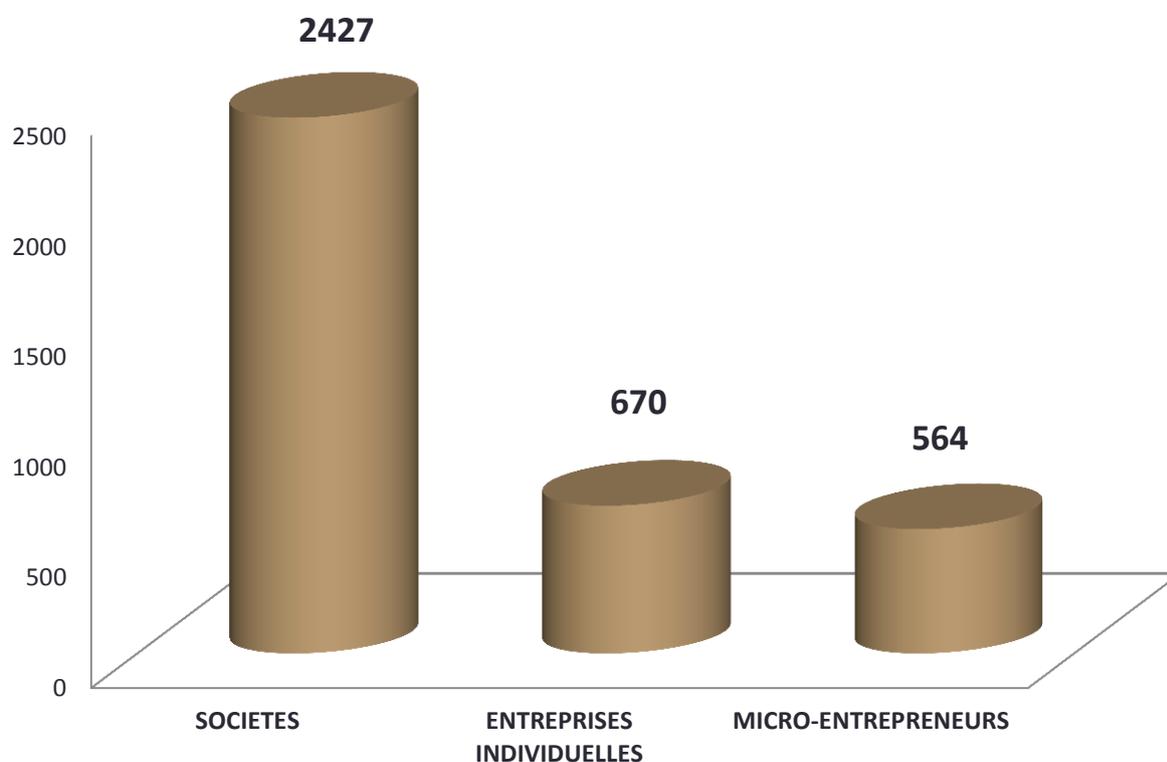
	2011	2012	2013	2014	2015	2016
<b>IMMATRICULATIONS</b>	3 784	4 769	2 934	3 144	4 222	3972
<b>Sociétés</b>	2359	3329	1743	2006	2410	1959 (49 %)
<b>Entreprise individuelles</b>	511	475	407	385	472	468 (12%)
<b>Auto-entrepreneurs Micro-entrepreneurs</b>	914	965	784	753	1340	1545 (39 %)

## Radiations d'entreprises : 3 661

### Les radiations par secteurs

CATEGORIE	NOMBRE D'ENTREPRISES	%
ALIMENTATION	357	9,70 %
BATIMENT	1821	49,7 %
FABRICATION	274	7,50 %
SERVICES	1209	33 %
TOTAL	3661	

### Les radiations par formes juridiques



---

# **LA CREATION D'ENTREPRISES**

---



Source APCE – création et reprise

Création d'entreprise	2015	2016	Evolution
Ile-de-France	143 627	162 153	+ 12,9 %
Seine-Saint-Denis	17 415	19 424	+ 11,5 %

- Une très forte croissance des immatriculations d'entreprises en Région IDF en 2016.
- La Seine-Saint-Denis caracole derrière Paris et les Hauts de Seine, mais aussi le Val d'Oise et le Val de Marne.

Création d'entreprise	Novembre-février 2016	Novembre-février 2017	Evolution
Ile-de-France	52 636	58 487	+ 11,1%
Seine-Saint-Denis	6 449	7 241	+ 12,3%

---

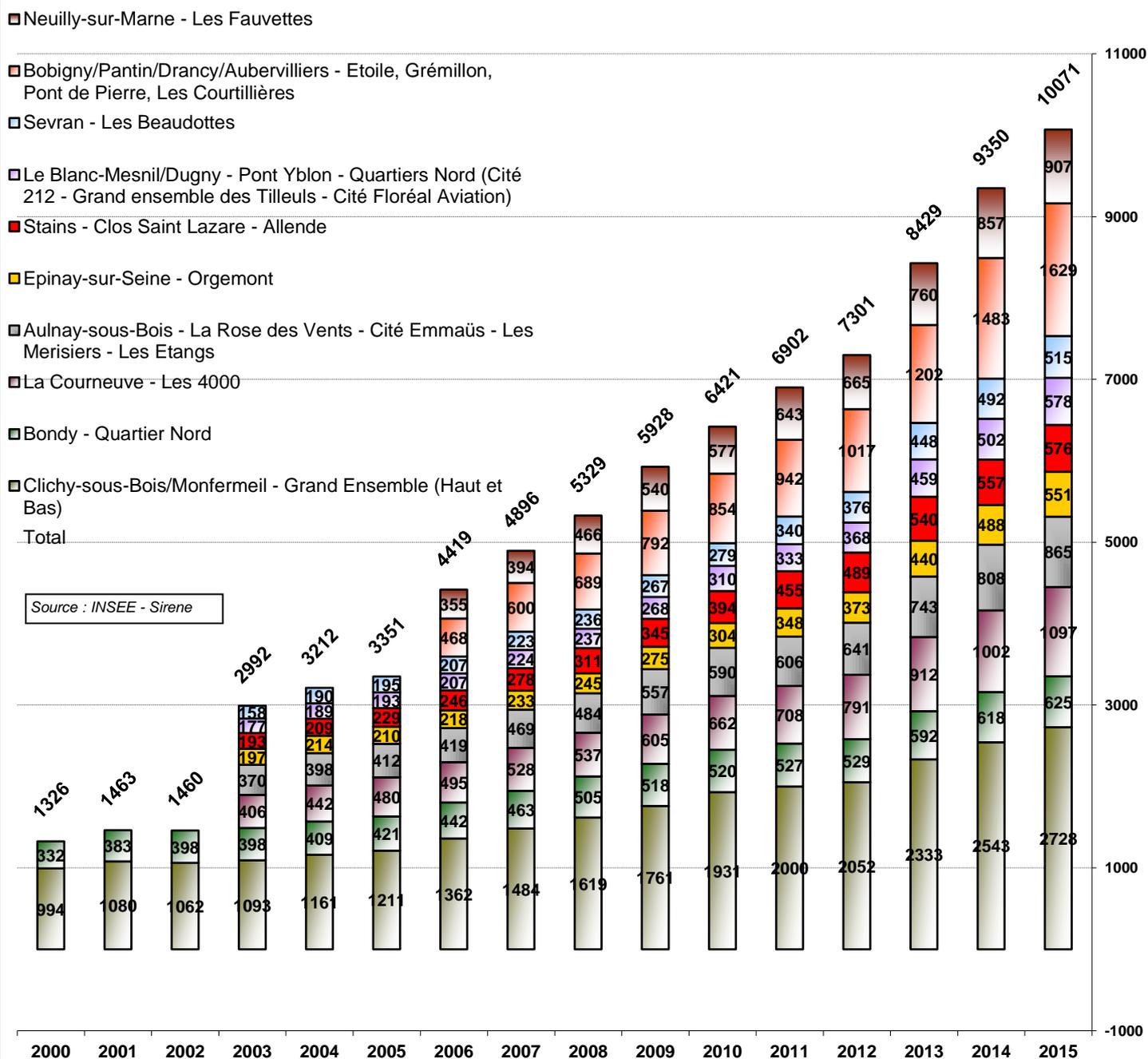
## Les « ZFU – territoires entrepreneurs »

---



## Année 2016/2017

### Evolution et répartition du nombre d'établissements en ZFU



## 1<sup>er</sup> semestre 2016

---

- Les ZFU de Seine-Saint-Denis confirment leur dynamisme économique. Pour autant, ce constat doit être nuancé.

▷ Le nombre total d'établissements privés est de 10 071, soit une progression de 7,7 % sur un an.

Un ralentissement de progression par rapport à 2014 où elle était de 10,9 %.

En 2014, la tendance s'était inversée et un rebond du nombre d'installations s'était fait jour :

2014 (+ 10,9 %), 2013 (+ 5,1 %), 2012 (+ 6,2 %), 2011 (+ 7,1 %).

Force est de constater un retour à la baisse sur ces territoires : en 2015 c'est + 7,7 % en nombre d'installations.

- La ZFU du Blanc-Mesnil a concouru, le plus fortement, à cette croissance, avec une hausse de 15,13 %. Ce chiffre est à mettre en rapport avec l'étroitesse territoriale de la ZFU.
- Clichy-sous-Bois/Montfermeil reste la ZFU comptant le plus grand nombre d'entreprises implantées (2 728 établissements soit 27,1 % des établissements), même si le taux de croissance est plus modéré.

## 2<sup>ème</sup> semestre 2016

---

En 2016, les dix zones franches urbaines de Seine-Saint-Denis représentent un vivier de **10 426 établissements**, soit une augmentation de 7,5 % par rapport à l'année 2015.

Les ZFU-Territoires Entrepreneurs de Seine-Saint-Denis, malgré un taux de croissance inférieur à celui enregistré l'année dernière (10,5 %), ont enregistré une progression du stock d'établissements de 7,5 %, confirmant ainsi leur dynamisme économique.

Les ZFU-Territoires Entrepreneurs du Blanc-Mesnil / Dugny et d'Epinay-sur-Seine sont les territoires ayant le plus fortement contribué à cette forte croissance du stock d'établissements comptabilisés sur les 10 ZFU-Territoires Entrepreneurs de notre département avec des hausses respectives de 14,8 % et 12,5 %.

En termes d'effectifs, les données chiffrées mettent en exergue un nombre faible de salariés par établissement, comme en atteste le tableau ci-dessus.

**83 % des établissements situés en ZFU de Seine-Saint-Denis comptent moins de 9 salariés**

# LA VIE DES ENTREPRISES EN SEINE-SAINT-DENIS

Le commerce extérieur de la Seine-Saint-Denis

Le chiffre d'affaires des entreprises

Les recettes de TVA

Les recettes d'Impôt sur les sociétés

Le CICE millésime 2015

---

# LE COMMERCE EXTERIEUR DE LA SEINE-SAINT-DENIS

---

*source: "Le Kiosque" Douanes*

## STATISTIQUES DU COMMERCE EXTERIEUR SEINE-SAINT-DENIS période 2<sup>ème</sup> semestre 2016

Poids du département dans les échanges commerciaux de la région Île-de-France pendant la période S2 2016 :

### Ile-de-France – 2<sup>ème</sup> semestre

#### EXPORTATIONS %

Paris	14,7
Seine-et-Marne	16,3
Yvelines	9,8
Essonne	5,2
Hauts-de-Seine	23,8
Seine-Saint-Denis	7,9
Val-deMarne	4,8
Val d'Oise	17,6

#### IMPORTATIONS %

Paris	17,5
Seine-et-Marne	16,9
Yvelines	13,7
Essonne	7,9
Hauts-de-Seine	13,5
Seine-Saint-Denis	9,1
Val-de-Marne	8,2
Val d'Oise	13,2

**Part du département dans le commerce global de la région** : 7,9 % à l'export et 9,1 % à l'import. - Chiffres en légère hausse par rapport à l'année 2015. (7,3 % à l'export et 8,7 % à l'import),

Globalement, constance de la part du département dans les échanges de la région. Pour mémoire la région Ile-de-France réalise 19 % des exportations et 27,3 % des importations de la France,

**Effets de structure :**

Dans certains cas, le département indiqué sur les documents douaniers reprend celui de **stockage** et non forcément celui d'expédition (à l'exportation), de consommation ou d'utilisation (à l'importation). Ainsi, sans en être originaires ou à destination, des flux sont attribués aux régions possédant d'importantes plates-formes logistiques d'échanges commerciaux (aéroports, ports, entrepôts) : c'est notamment le cas pour les produits pétroliers.

**Cas particulier de l'électricité et du gaz naturel :**

A compter de janvier 2005 (janvier 2006 dans le cas précis des échanges avec la Suisse), l'évolution de la législation communautaire du marché de l'énergie entraîne des conséquences pour la comptabilisation des échanges d'électricité (par ligne haute-tension) et de gaz naturel (par gazoduc) : ces flux sont attribués au département de PARIS (75), et non aux départements effectivement producteurs (à l'exportation) ou aux départements consommateurs / frontaliers (à l'importation). L'attention est donc appelée sur la spécificité des échanges de produits énergétiques de la région Ile-de-France et du département de Paris.

**EVOLUTION DES ECHANGES SUR 3 ANS**

*Seine-Saint-Denis : Echanges CAF-FAB hors matériel militaire*  
Données de collecte, brutes en millions d'euros:

Date	Export	Import	Solde
2016	6 687	12 657	- 5 970
2015	6 073	11 906	- 5 833
2014	5 778	11 977	- 6 259

**EXPORTATIONS (millions d'€)**

	2014	2015	2016
<b>TOTAL</b>	5 778	6 073	6 687
Pdts agricoles, sylvicoles, pêche et aquaculture	3	3	3
Hydrocarbures, industrie extractives, électricité, déchets	99	97	106
Industrie agroalimentaire	66	74	73
Prdts pétroliers raffinés et coke	57	19	16
Equip.mécaniques, mat électrique,électronique, informatique.	1 282	1 215	1 208
Matériels de transport	1282	1 278	1 655
Autres prdts industriels	2 815	3 288	3 537
Produits divers	114	99	89

**NB** "Autres produits industriels" = Textile, habillement, cuir, chaussures + Bois, papier, carton + Pdts chimiques, parfums, cosmétiques + Pdts pharmaceutiques + Pdts caoutchouc et plastique, pdts minéraux divers + Pdts métallurgiques et métalliques + Pdts manufacturés divers.

**L'ensemble des industries manufacturières** représente **97 % des exportations totales (6 687 millions €) hors matériel militaire.**

**IMPORTATIONS (millions d'€)**

	2014	2015	2016
<b>TOTAL</b>	11 977	11 905	12 657
Pdts agricoles, sylvicoles, pêche et aquaculture	43	63	68
Hydrocarbures, industries extractives, électricité, déchets	15	10	11
Industrie agroalimentaire	387	412	445
Prdts pétroliers raffinés et coke	5	4	4
Equip. mécaniques, mat électrique, électronique, informatique.	3 421	3 100	2 981
Matériels de transport	2 668	2 667	3 373
Autres prdts industriels	5 331	5 548	5 661
Produits divers	107	101	114

L'ensemble des industries manufacturières  représente 98,5 % des importations totales ( 12 567 millions €) hors matériel militaire.

*On constate une hausse des exportations et des importations en 2016 qui se traduit toujours par un solde nettement négatif des échanges mais qui est le reflet d'échanges actifs dans le département.*

*- A l'exportation, 3 secteurs se détachent : Equipements Mécaniques, matériels de transport, et autres produits industriels (textile-habillement-cuir-chaussures... ce dernier étant en progression).*

*- A l'importation, on retrouve les 3 mêmes secteurs, auxquels il faut ajouter au sein du groupe "autres produits industriels", le secteur produits pharmaceutiques.*

**Comme précisé ci-dessus, les chiffres correspondent à des échanges.** On se situe dans une approche logistique plus que de production. Beaucoup de lieux de stockage, notamment de déchets de toutes sortes (métalliques, recyclables, papiers, pneus, caoutchouc, textiles,...) se situent en Seine-Saint-Denis à partir desquels se réalisent les exportations ou les importations.

Le département est celui de départ ou de destination des marchandises

Ainsi que les opérateurs qui effectuent leur dédouanement auprès du bureau principal d'Aulnay-sous-Bois, ils contribuent à l'établissement des données (ex: gros opérateurs en électro-ménager-équipement informatique et téléphonie ou en produits textiles et habillement,...) sans pour autant que les produits soient destinés au département.

Cette tendance devrait se poursuivre depuis l'entrée en application du Code des Douanes de l'Union le 1<sup>er</sup> mai 2016 qui autorise la procédure du Dédouanement Centralisé National – dissociation du flux déclaratif et du flux physique des marchandises.

## STRUCTURE DES ECHANGES PAR ZONE (millions d'euros) :

ZONES % import et % export sur 2016	Année 2015			Année 2016		
	export	import	solde	export %	import %	solde %
UE export=39,60% import=47,25%	2280 37,6 %	5622 47,4 %	-3342	2648	5945	- 3 297
AMERIQUE export=15,61% import=9,26%	1072 17,7 %	1058 8,9 %	15	1044	1166	- 122
EUROPE hors UE export=11% import = 7,8%	666 11,0 %	1008 8,5 %	-342	741	983	- 242
ASIE export=21,21% import=30,15%	1251 20,6 %	3606 30,4 %	-2355	1419	3794	- 2 375
AFRIQUE export=7,80% import =1,32%	533 8,8 %	178 1,5 %	355	521	166	+ 355
PROCHE ET MOYEN ORIENT export=3,77% import =0,30%	206 3,4 %	33 0,3 %	173	252	38	214

**Globalement, en 2016, on reste sur des niveaux d'échanges avec les grandes zones économiques identiques à ceux de 2015.**

Les importations d'Asie proviennent essentiellement de la Chine : 83 % du volume total Asie.

Prédominance des importations de textiles avec le quartier de la Haie Coq à Aubervilliers mais également articles d'équipement électro-ménager, articles de sport et plein air, informatique et téléphonie.

L'Europe – UE et autres pays – reste toujours le premier partenaire en matière d'échanges aussi bien à l'importation qu'à l'exportation. Aux premiers rangs on retrouve des "Etats-Membres historiques" de l'UE : Allemagne, Royaume Uni, Belgique, Italie, Espagne, Pays-Bas et Portugal.

**La zone Asie telle que précisée est à la 2<sup>ème</sup> place du palmarès, devant la zone Amérique en raison, de la nature des marchandises échangées, notamment à l'importation.**

---

# LA TVA ET L'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS

---

Les données relatives au chiffre d'affaires sont celles que les entreprises portent sur les déclarations de TVA qu'elles sont tenues de déposer. Elles intègrent les entreprises implantées en Seine-Saint-Denis gérées par la Direction des Grandes Entreprises (DGE).

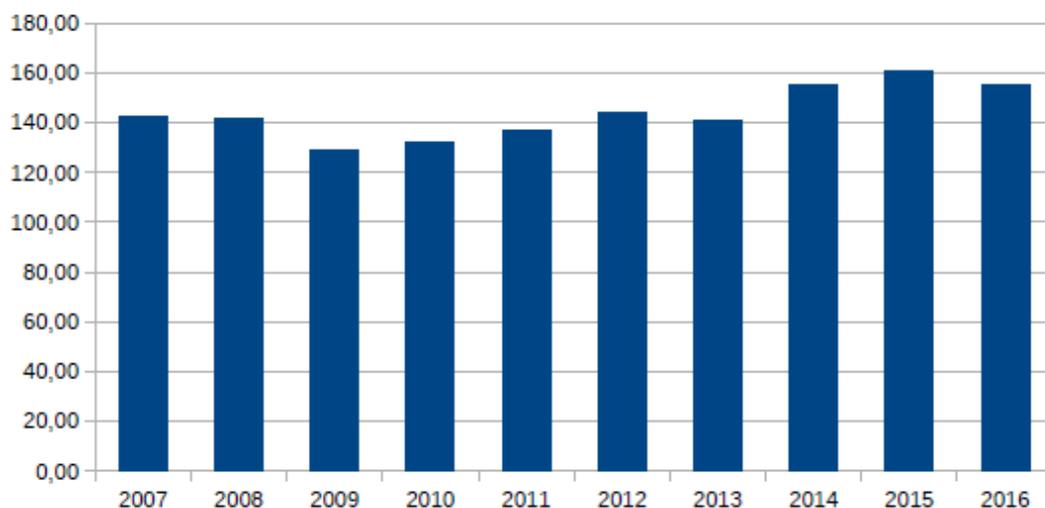
### Évolution du chiffre d'affaires déclaré en Seine-Saint-Denis

Au cours de l'année 2016, le chiffre d'affaires déclaré par les entreprises implantées en Seine-Saint-Denis a reculé de 3,67 % par rapport à l'année précédente, pour s'établir à 154,97 milliards d'euros.

Après deux exercices de croissance (+10,1 % en 2014 et + 3,5 % en 2015), le chiffre d'affaires enregistré par les entreprises du département retrouve son niveau de 2014.

Toutefois, le chiffre d'affaires déclaré en Seine-Saint-Denis depuis 2008, dernier exercice avant que n'apparaisse pleinement le recul d'activité lié à la crise économique, progresse globalement de 9,3 %.

CA déclaré - Seine-Saint-Denis (M€)



### Comparaison régionale

Au niveau départemental comme au niveau régional, la baisse est particulièrement observable au cours du deuxième semestre.

Chiffre d'affaires déclaré – Seine-Saint-Denis et Région Île-de-France				
Période	Seine-Saint-Denis		Région IDF	
Cumul 12 mois glissant 31/12/2014	155 392 899 019 €	10,14%	2 228 913 342 888 €	-3,16%
Cumul 12 mois glissant 31/12/2015	160 882 370 027 €	3,53%	2 258 258 128 647 €	1,41%
Cumul 12 mois glissant 31/12/2016	154 978 389 112 €	-3,67%	2 241 899 638 702 €	-0,73%
2 <sup>e</sup> semestre 2015	79 059 798 237 €	-4,13%	1 129 355 308 044 €	-3,48%
2 <sup>e</sup> semestre 2016	75 793 125 435 €		1 090 049 035 251 €	
1 <sup>er</sup> semestre 2016	79 183 263 677 €	-4,28%	1 151 650 603 451 €	-5,35%
2 <sup>e</sup> semestre 2016	75 793 125 435 €		1 090 049 035 251 €	

## Répartition du chiffre d'affaires par secteurs d'activité

En 2016, les principaux secteurs en terme de chiffre d'affaires sont :

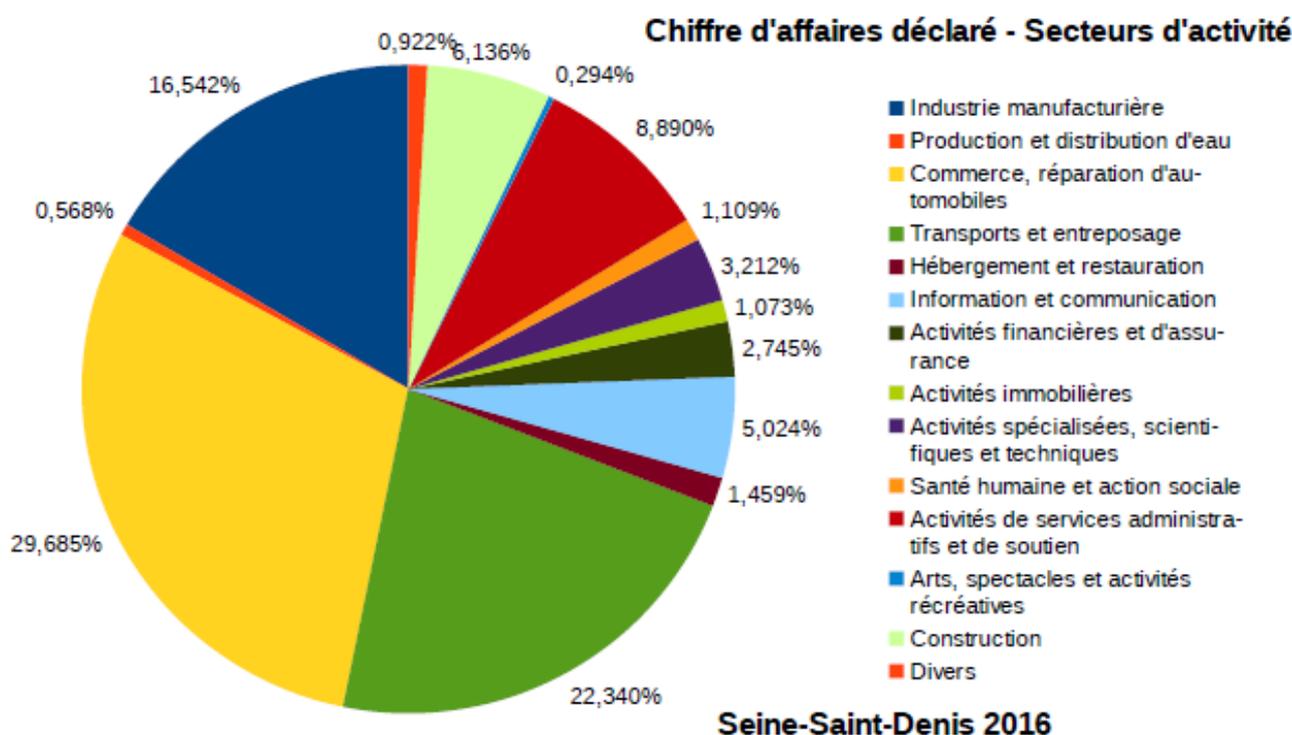
Secteur d'activité	Poids relatif	Evolution 2015/2016
Commerce et réparation d'automobiles	29,70 %	-0,1 %
Transport et entreposage	22,34 %	-21,3 %
Industrie manufacturière	16,54 %	6,66 %
Activités de services administratifs et de soutien	8,90 %	32,40 %
Construction	6,14 %	-3,2 %

Depuis 2013, ces cinq secteurs d'activité représentent, dans des proportions stables, 83 % du chiffre d'affaires annuel déclaré par les entreprises implantées dans le département.

Le secteur du transport et de l'entreposage connaît cependant une évolution plus contrastée passant de 18,2 % à 27,6 % entre 2013 et 2015 mais perdant plus de cinq points pour s'établir à 22,3 % en 2016. La chute de chiffre d'affaires de ce secteur au cours de l'année 2016 (-21,3%) représente 9,3M€.

La construction connaît également une baisse d'activité (-3,2%) observable par ailleurs au niveau régional (-2,5%).

A l'opposé, le secteur des services administratifs et de soutien voit son chiffre d'affaires progresser de 3,37M€, confirmant la hausse constatée au 1er semestre.



## Les recettes de TVA

Ces données n'intègrent pas le recouvrement de la TVA due par les entreprises gérées par la Direction des Grandes Entreprises (DGE).

TVA – Recouvrement – Seine-Saint-Denis et Région Île-de-France (hors DGE)				
Période	Seine-Saint-Denis		Région IDF	
Cumul annuel 31/12/2014	3 083 707 439 €	4,94%	37 773 733 981 €	7,45%
Cumul annuel 31/12/2015	3 184 232 281 €	3,26%	39 026 305 360 €	3,32%
Cumul annuel 31/12/2016	3 186 268 989 €	0,06%	40 673 949 382 €	4,22%
2 <sup>e</sup> semestre 2015	1 692 137 624 €	-5,94%	20 131 407 123 €	-0,15%
2 <sup>e</sup> semestre 2016	1 591 699 052 €		20 101 872 544 €	
1 <sup>er</sup> semestre 2016	1 594 569 937 €	-0,18%	20 572 076 838 €	-2,29%
2 <sup>e</sup> semestre 2016	1 591 699 052 €		20 101 872 544 €	

En Seine-Saint-Denis, au cours de l'année 2016, le montant des recouvrements de TVA a atteint 3,19M€, représentant un niveau équivalent à celui relevé en 2015.

La baisse relevée au premier semestre 2016, après un deuxième semestre 2015 de forte progression (+13,4%), a été contenue.

Au niveau régional, les recettes de TVA progressent sur 12 mois de 4,2 % malgré un deuxième semestre 2016 marqué par le recul (-2,3%).

### Comparaison régionale sur douze mois glissants.

Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) – Recouvrement au 30/06 sur 12 mois glissants – Région Île-de-France (hors DGE)						
	31/12/2013	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016	Evolution 2013/2016	Evolution 2015/2016
Paris	13 209 518 350 €	14 430 708 387 €	14 833 907 710 €	15 551 074 250 €	17,73%	4,83%
Seine-et-Marne	2 134 284 219 €	2 300 559 215 €	2 370 080 602 €	2 324 377 947 €	8,91%	-1,93%
Yvelines	2 847 984 862 €	3 112 277 154 €	3 082 417 403 €	3 242 543 198 €	13,85%	5,19%
Essonne	2 309 254 848 €	2 444 673 853 €	2 666 492 279 €	2 901 328 038 €	25,64%	8,81%
Hauts-de-Seine	7 398 978 985 €	7 772 158 976 €	8 194 575 779 €	8 573 549 429 €	15,91%	4,62%
Seine-Saint-Denis	2 938 540 655 €	3 083 707 439 €	3 184 232 281 €	3 186 268 989 €	8,43%	0,06%
Val-de-Marne	2 390 458 395 €	2 525 633 748 €	2 536 178 805 €	2 694 700 399 €	12,73%	6,25%
Val d'Oise	1 928 333 198 €	2 104 017 228 €	2 158 420 501 €	2 200 107 132 €	14,09%	1,93%
RIF	35 155 333 290 €	37 773 733 981 €	39 026 305 360 €	40 673 949 382 €	15,70%	4,22%

## Les recettes d'impôts sur les sociétés

*Ces données n'intègrent pas le recouvrement de l'impôt sur les sociétés dû par les entreprises gérées par la Direction des Grandes Entreprises (DGE).*

Au 31 décembre 2016, les recouvrements d'Impôt sur les sociétés (IS) en Seine-Saint-Denis affichent une baisse de 2 % par rapport à l'exercice 2015 pour atteindre près de 606 millions d'euros.

La tendance, observable depuis plusieurs exercices, à l'érosion de cette recette fiscale dans le département est poursuivie, au rebours de presque tous les départements franciliens.

L'IS recouvré en Seine-Saint-Denis (hors DGE) représente 5,6 % d'un ensemble régional dont Paris et les Hauts-de-Seine constituent l'essentiel (70%).

Impôts sur les sociétés (IS) – Recouvrement au 31/12 sur 12 mois glissant – Région Île-de-France (hors DGE)						
	31/12/13	31/12/14	31/12/15	31/12/16	Evolution 2013/2016	Evolution 2015/2016
<b>Paris</b>	5 290 872 891	5 076 798 092	5 485 039 802	5 633 976 602	6,48%	2,72%
<b>Seine-et-Marne</b>	478 815 648	516 874 660	462 833 859	467 721 716	-2,32%	1,06%
<b>Yvelines</b>	636 255 679	661 433 475	633 579 293	642 690 186	1,01%	1,44%
<b>Essonne</b>	452 175 871	450 676 818	485 607 495	503 662 017	11,39%	3,72%
<b>Hauts-de-Seine</b>	1 908 024 576	2 022 048 435	1 773 015 250	1 927 664 773	1,03%	8,72%
<b>Seine-Saint-Denis</b>	<b>681 470 650</b>	<b>644 909 402</b>	<b>618 881 430</b>	<b>605 942 813</b>	<b>-11,08%</b>	<b>-2,09%</b>
<b>Val-de-Marne</b>	570 827 811	576 068 281	511 271 018	561 427 761	-1,65%	9,81%
<b>Val d'Oise</b>	408 491 766	403 651 324	387 740 354	416 115 596	1,87%	7,32%
<b>RIF</b>	10 426 934 892	10 352 460 487	10 357 968 501	10 759 201 463	3,19%	3,87%

---

# Le Crédit d'Impôts Compétitivité-Emploi (CICE)

---

En 2016, le nombre de dossiers d'entreprises implantées dans le département et ayant déposé une demande de remboursement ou d'imputation (sur IS) de crédit d'impôt Compétitivité Emploi (CICE) au titre de l'année 2015 traités par l'administration des Finances publiques s'élevait à 13 270 pour un total de 178 millions d'euros.

Le nombre de dossiers traités connaît une progression de 4,3 % par rapport à la même date en 2015 (pour le CICE 2014) pour un montant total d'imputations et de restitutions stable (+0,95%).

CICE – Seine-Saint-Denis		
	2015	2016
Nb bénéficiaires *	12 716	13 270
Restitution	7 830	8 351
Imputation	7 464	7 728
Moyenne par demande		
Restitution (€)	8 320,00 €	7 680,00 €
Restitution et imputation (€)	14 990,00 €	14 825,00 €

\* Ce dénombrement est différent de la somme des entreprises ayant bénéficié d'une imputation et de celles ayant bénéficié d'une restitution. Certaines entreprises peuvent bénéficier à la fois d'une imputation et d'une restitution dans le total.

En raison de l'accroissement du nombre de bénéficiaires, le délai moyen de traitement par les services départementaux est passé de 27,2 jours en 2015 à 28 jours en 2016.

Au niveau régional, le nombre de dossiers connaît également une croissance marquée (+5,5%) du nombre de dossiers traités par rapport à la même date en 2015 pour des volumes financiers qui progressent de près 4 %.

CICE au 31/12/2016 – Seine-Saint-Denis (dont entreprises relevant de la DGE)						
	2015 (CICE 2014)		2016 (CICE 2015)		Evolution 2015/2016	
	Nb bénéficiaires	Montant (M€)	Nb bénéficiaires	Montant (M€)	Nombre	Montant
PARIS	51 779	1 339,2	55 232	1 625,5	6,67%	21,38%
SEINE-ET-MARNE	11 350	154,9	12 027	161,8	5,96%	4,43%
YVELINES	12 247	182,9	12 652	206,7	3,31%	13,00%
ESSONNE	10 475	127,9	11 032	134,1	5,32%	4,85%
HAUTS-DE-SEINE	16 782	904,5	17 308	682,5	3,13%	-24,55%
<b>SEINE-SAINT-DENIS</b>	<b>12 716</b>	<b>177,0</b>	<b>13 270</b>	<b>178,7</b>	<b>4,36%</b>	<b>0,95%</b>
VAL-DE-MARNE	11 638	138,8	12 561	157,7	7,93%	13,60%
VAL-D'OISE	9 587	108,3	9 998	109,3	4,29%	0,96%
<b>TOTAL</b>	<b>136 574</b>	<b>3 133,5</b>	<b>144 080</b>	<b>3 256,3</b>	<b>5,50%</b>	<b>3,92%</b>

---

# **Commission des Chefs des services financiers et des représentants des organismes de Sécurité Sociale et de l'Assurance-chômage (CCSF)**

---

La Commission des Chefs des services financiers et des représentants des organismes de Sécurité Sociale et de l'Assurance-chômage (CCSF), réunit, sous la présidence du Directeur départemental des Finances Publiques, les créanciers publics et la Banque de France.

Elle a pour objet d'examiner les demandes des usagers professionnels de toute nature de règlements échelonnés de leurs dettes publiques

<b>CCSF de Seine-Saint-Denis – Bilan d'activité 2016</b>			
	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>VAR.</b>
Nombre de dossiers reçus	63	51	-19,05%
Dossiers irrecevables	10	8	90,00%
Demandes refusées		11	
Plans accordés	53	32	-39,62%
Taux d'octroi	84,13%	74,42%	-11,54%
Emplois directs concernés	2400	783	-67,38%
Durée moyenne	23,7	22,5	-5,06%
Durée médiane	24	24	-
Nombre de dossiers en stock au 31/12	67	56	-16,42%
RAR au 31/1	14,7M€	8,55M€	-41,80%
Passif public traité au cours de l'année (principal)	16M€	6,5M€	-59,38%
Passif moyen des plans acceptés	327k€	188k€	-42,51%
Passif médian des plans acceptés	110k€	110k€	-

On relève une baisse significative du nombre de dossiers reçus au cours de l'année 2016, de l'ordre de 31 %.

Au cours de l'année 2016, 32 plans de règlement ont été accordés pour l'apurement d'un passif de 6,5M€, contre 53 plans en 2015 pour un passif de 16M€.

La diminution s'explique par la moindre occurrence de dossiers exceptionnels en 2016 : 1 seul dossier supérieur à 1M€ contre 4 en 2015.

Le montant moyen des dettes par dossiers s'élevait à 327k€ en 2015, contre 188k€ en 2016 alors que le montant médian est stable aux alentours de 110k€. La raréfaction de dossiers exceptionnels explique par ailleurs la forte baisse des emplois directs concernés recensés dans les dossiers traités en 2016.

Le solde au 31/12/2016 des créances publiques à recouvrer dans le cadre d'un plan de règlement CCSF, tous exercices confondus, s'élève à 8,55M€ (14,7M€ au 31/12/15). Outre les dossiers des sociétés étant entrées dans une procédure collective et la baisse de dossiers à fort enjeu, la dénonciation de certains plans de règlements explique cette baisse marquée.

**Composition du passif des sociétés ayant bénéficié d'un plan millésime 2016 :**

**Passif total (en principal) : 6,5M€**

- dettes fiscales : 75 %
- dettes URSSAF : 24,4 %
- dettes PÔLE EMPLOI SERVICES : 0,40 %
- dettes RSI : 0,2 %

**Sur 32 plans accordés en 2016 :**

- 14 micro-entreprises
- 18 PME

**Nature juridique :**

- 29 sociétés commerciales
- 1 artisan
- 1 association
- 1 profession libérale

**Secteurs d'activité :**

	NB DOSSIERS *	EMPLOIS DIRECTS
CONSTRUCTION	9	235
INFORMATION ET COMMUNICATION	4	64
ACTIVITES SPECIALISEES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES	7	58
AUTRES ACTIVITES DE SERVICE	5	52
INDUSTRIE MANUFACTURIERE	4	48

**\* Recensement sur plans accordés en 2016.**

Les secteurs du transport et de l'entreposage et des activités automobiles (construction et réparation) qui représentaient 30 % des dossiers et près de 60 % des emplois des dossiers traités en 2015 n'ont qu'un poids marginal en 2016.

**Dossiers sortis du périmètre de la CCSF :**

**Dénonciations**

14 dénonciations ont été prononcées au cours de l'année 2016.

**Ouverture d'une procédure collective**

8 sociétés bénéficiant d'un plan de règlement ont été orientées vers une procédure collective.

**Dossiers soldés par règlement :**

21 dossiers ont été réexaminés par la Commission pour examen des remises de majorations et pénalités suite au règlement du principal.

**Dossiers en stock au 31/12/2016 : 56 dont 51 postérieurs au 01/01/2015.**

---

# L'INNOVATION

---



## Les pôles de compétitivité franciliens



- **Les performances des pôles franciliens**

Aujourd'hui les 7 pôles franciliens recensent 3 300 adhérents dont plus de 2 530 PME & ETI. Ce nombre confirme une consolidation de la nette croissance déjà constatée l'année précédente (3 100 adhérents en 2016) ce qui témoigne de la satisfaction vis-à-vis des services proposés par les pôles. La diversité de l'écosystème visé par les pôles se retrouve avec la diversité des adhérents : CAP DIGITAL mobilise une très forte proportion de start-up, et est en conséquence le pôle le plus représenté au salon CES de Las Vegas par ses représentantes de la French Tech adhérentes.

La politique nationale d'accompagnement des PME se traduit chez nos pôles franciliens : 76 % des adhérents sont justement dans ce cœur de cible qui doit bénéficier des subventions de consortium de R&D et des plans d'actions « filières » sur lesquels les pôles se sont positionnés ces dernières années. Les secteurs numérique et santé sont les plus porteurs de PME, comme le montrent les très bons taux d'adhésion de PME chez CAP DIGITAL (très forte présence de startup) et MEDICEN. FINANCE INNOVATION, avec plus de 80 % de PME/ETI chez ses adhérents, a également récolté les fruits du succès de ses trophées annuels des meilleures FINTECH.

La mission bien connue et historique des pôles, celle de « l'usine à produits », via notamment le fonds unique interministériel (FUI), a connu un léger ralentissement en Ile-de-France. Ce sont ainsi 44 dossiers franciliens (contre 50 en 2015) qui ont été financés par les appels à projet du FUI (appels à projets n° 21 et 22) sur les 144 dossiers nationaux. Le champion demeure loin devant SYSTEMATIC, avec 19 projets financés.

L'Ile-de-France avec ses pôles de compétitivité concentre ainsi 41 % des dossiers lauréats des appels à projets FUI, ce qui correspond à 74,3 M€ de financement public en R&D&I appliquée (43 % des 170 M€ de subvention à l'échelle nationale) dont 21 M€ de la part de l'Etat est directement fléché vers des partenaires impliqués en Ile-de-France.

Les pôles permettent par ailleurs pour leurs adhérents un accès à de multiples solutions de financement outre le FUI : financement par les appels à projet ANR, ceux du PIA (PSPC, concours d'innovation numérique...), européens et surtout privés.

## Quelques faits marquants

- Les pôles franciliens CAP DIGITAL, FINANCE INNOVATION, SYSTEMATIC et MEDICEN ont été labellisés « réseau thématique » de la French Tech. L'écosystème de startups parisien est la locomotive internationale de la French Tech, un des écosystèmes de référence dans le monde et les pôles de compétitivité occupent une bonne place dans cette effervescence.
- Le pôle ASTECH a déménagé au Bourget, au cœur de la plateforme à vocation aéronautique.
- Avec l'ambition de favoriser et stimuler l'innovation au sein du secteur financier, le pôle de compétitivité FINANCE INNOVATION accompagne, depuis sa labellisation en 2007, la création et le développement de centaines de startups Fintech à travers la France.

Lancé il y a deux ans, le concours « Fintech de l'année », en partenariat avec Bpifrance, contribue à mettre en avant les Fintech de l'hexagone les plus prometteuses.

Après réception de plus d'une centaine de candidatures, le jury avait auditionné 8 finalistes pour aboutir au choix du lauréat

- CAP DIGITAL a inauguré son EDFAB à St-Denis, lieu de rencontre, de formation et d'expérimentation autour des enjeux de la formation aux usages numériques et aux métiers associés ; CAP DIGITAL se positionne ainsi au cœur de la Grande Ecole du Numérique.

## Les situations de crise

La Direccte s'est fortement impliquée sur 2016 pour répondre à des situations de crise économique ponctuelle, afin de pouvoir apporter un accompagnement d'urgence à des entreprises confrontées à ces difficultés : dans le cadre des attentats de novembre 2015 et de la situation des taxis depuis mars 2016.

- **Les attentats de novembre 2015 :**

Les évènements des 13 et 18 novembre 2015 ont eu un impact économique direct ou indirect sur de nombreux commerces et entreprises. Un guichet unique (téléphone et mail) a été mis en place au sein de la Direccte et a permis d'aider 325 entreprises, dont une majorité dans les 10<sup>ème</sup> et 11<sup>ème</sup> arrondissements parisiens. Pour la Seine-Saint-Denis, 35 sollicitations ont été reçues dont 66 % émanant de commerce de proximité. 86 % de sollicitations ont été traitées.

- **L'accompagnement des taxis :**

La mise en place de mesures d'urgence pour les professionnels taxis en difficulté financière a été demandée en février 2016 par le ministre de l'Intérieur et le secrétaire d'Etat au budget, suite aux conclusions d'une rencontre du Premier ministre avec les acteurs de la profession de taxis le 28 janvier 2016.

En Ile-de-France, la Direccte a été chargée du pilotage de ces mesures et a mis en place, dans des délais courts, un guichet unique par internet, qui a été mis en ligne le 2 mars sur le site internet de la Direccte.

Ce portail internet fournit aux professionnels taxis un formulaire unique de demande d'accompagnement. Ces demandes sont relayées automatiquement vers les correspondants désignés au sein de la DRFiP et du RSI, qui établissent ensuite le contact avec le professionnel taxi afin d'examiner son dossier. Pour la Seine-Saint-Denis, 175 sollicitations ont été reçues dont 78 % traitées.

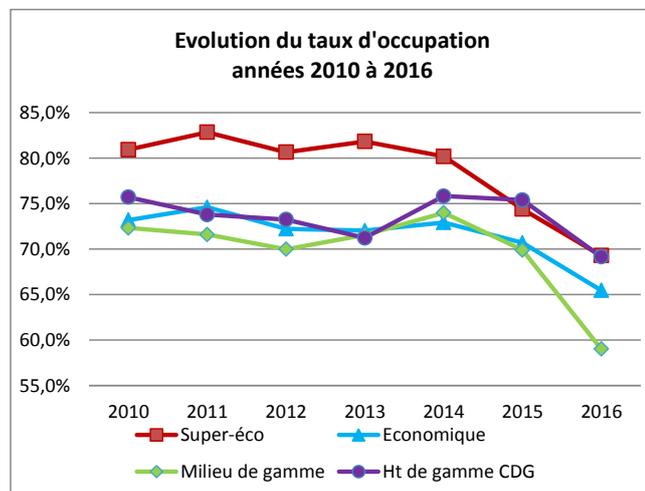


# LE TOURISME ET LES EVENEMENTS D'AFFAIRES

## Une mauvaise année 2016 pour l'activité hôtelière

Le net recul des taux d'occupation se confirme au second semestre mais il ralentit en fin d'année.

La forte baisse de la fréquentation constatée au premier semestre s'est poursuivie au second dans toutes les catégories, sans exception, y compris dans les établissements haut de gamme de la plate-forme aéroportuaire qui avaient été relativement épargnés en 2015. Sur les deux dernières années, le recul est sévère puisqu'il s'échelonne de 6 à 15 points selon les catégories. On observe cette même tendance à l'échelle du Grand Paris tout comme on constate des signes de stabilisation au dernier trimestre qui peuvent augurer d'une remontée.

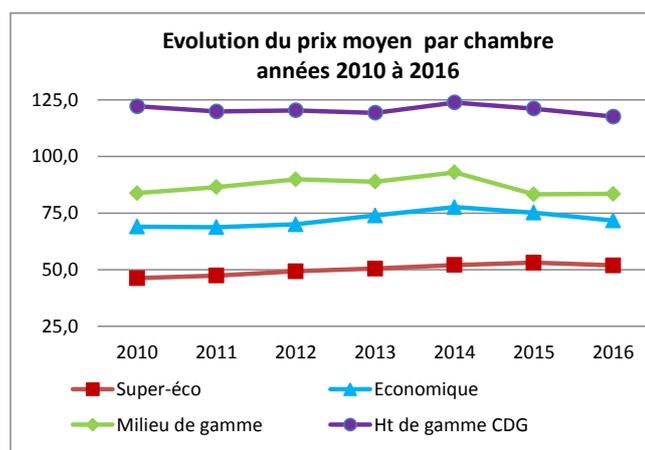


Taux d'occupation	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Super-éco	80,9%	82,9%	80,7%	81,8%	80,2%	74,4%	69,3%
Economique	73,2%	74,6%	72,2%	72,0%	72,9%	70,7%	65,5%
Milieu de gamme	72,3%	71,6%	70,0%	71,6%	74,0%	69,9%	59,0%
Ht de gamme CDG	75,7%	73,8%	73,3%	71,2%	75,8%	75,4%	69,2%

## Les prix moyens sont orientés à la baisse

Les prix moyens sont désormais orientés à la baisse, sans doute sous la pression du recul de la fréquentation et pour faire face à la concurrence. Cette baisse concerne toutes les catégories en 2016 à l'exception des établissements de milieu de gamme qui avaient connu une forte chute en 2015.

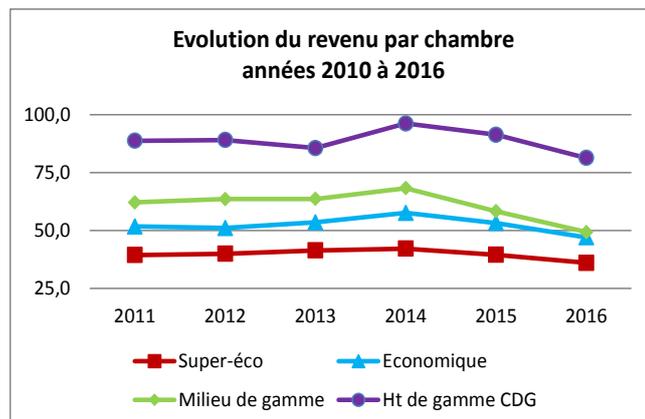
On observe que, sur une période plus longue, la séquence 2015 – 2016 restera celle du retournement d'une tendance qui restait, de longue date, orientée à la hausse



Prix moyen par chambre	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Super-éco	46,3	47,4	49,3	50,5	52,1	53,1	51,9
Economique	69,0	68,8	70,0	73,9	77,7	75,2	71,7
Milieu de gamme	83,8	86,5	89,9	88,9	93,0	83,3	83,5
Ht de gamme CDG	122,2	119,9	120,4	119,3	123,9	121,1	117,6

### Le revenu par chambre, indicateur synthétique de la santé économique de l'hôtellerie, continue de reculer fortement

Conséquence du double recul du taux d'occupation et du prix moyen, le revenu par chambre recule fortement dans toutes les catégories. Sur le 2ème semestre comme sur toute l'année 2016, le recul s'échelonne de 10 à 15 % en un an. Sur deux années, de 2014 à 2016, le recul s'établit, selon les catégories de 15 à 28 %.

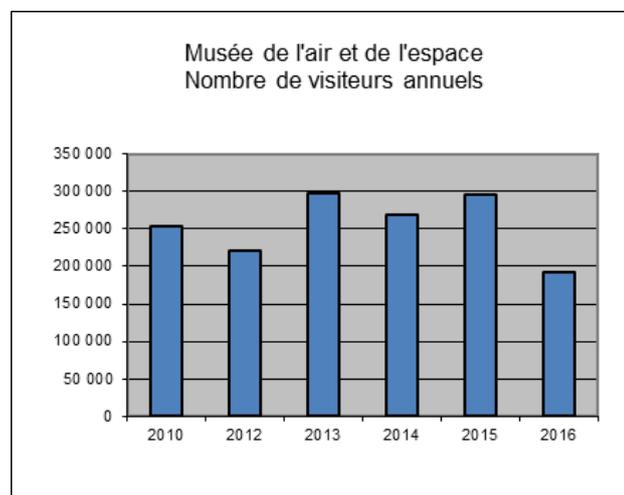


Revenu par chambre	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Super-éco	37,6	39,4	39,9	41,4	42,1	39,5	36,0
Economique	51,1	51,7	51,0	53,5	57,6	53,2	47,0
Milieu de gamme	61,2	62,1	63,5	63,6	68,3	58,3	49,3
Ht de gamme CDG	93,5	88,7	89,0	85,6	96,2	91,3	81,3

## La fréquentation des sites touristiques de Seine-Saint-Denis en fort recul en 2016

### Le Musée de l'air et de l'espace

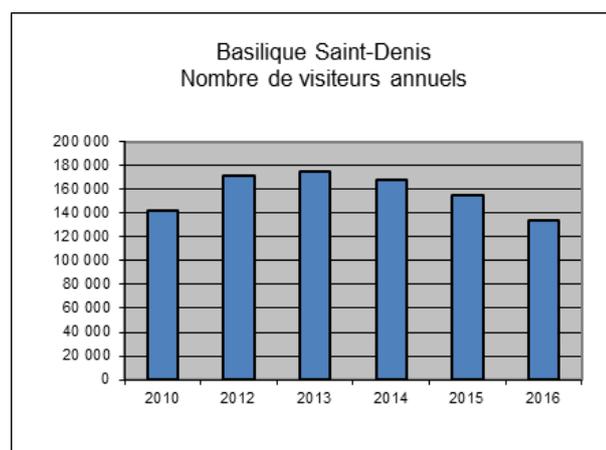
En 2015, une fois déduite les visites liées au salon de l'aéronautique, la fréquentation du Musée avait reculé de près de 30 %. Elle s'est stabilisée en 2016, avec 192 000 visiteurs, à un niveau historiquement bas puisqu'il faut remonter à 2006 pour trouver une fréquentation inférieure. Il faut toutefois tenir compte de l'impact négatif de la fermeture au public de la grande galerie qui expose les plus belles pièces du musée. Les très importants travaux en cours sur l'aérogare historique, qui abrite ces pièces majeures des collections du Musée, ne s'achèveront qu'en 2019, pénalisant durablement la fréquentation du Musée.



Musée de l'air et de l'espace	2010	2012	2013	2014	2015	2016
Nombre de visiteurs annuels	253 007	221 882	297 785	268 059	295 412	191 963

### La Basilique de Saint-Denis

La fréquentation de la Basilique a connu un nouveau repli en 2016 avec 134 000 visiteurs. Il faut remonter à 2006 pour trouver une fréquentation inférieure. Le fléchissement est particulièrement sensible en juillet-août où il atteint 33 % : c'est une période où les touristes étrangers sont habituellement particulièrement nombreux. Sur l'ensemble du second semestre, il atteint 13 % contre 4 % dans la première moitié de l'année. Les perspectives à moyen terme s'annoncent meilleures avec la confirmation du lancement de l'opération de remontage de la flèche qui changera la donne en matière de rayonnement touristique de la Basilique.

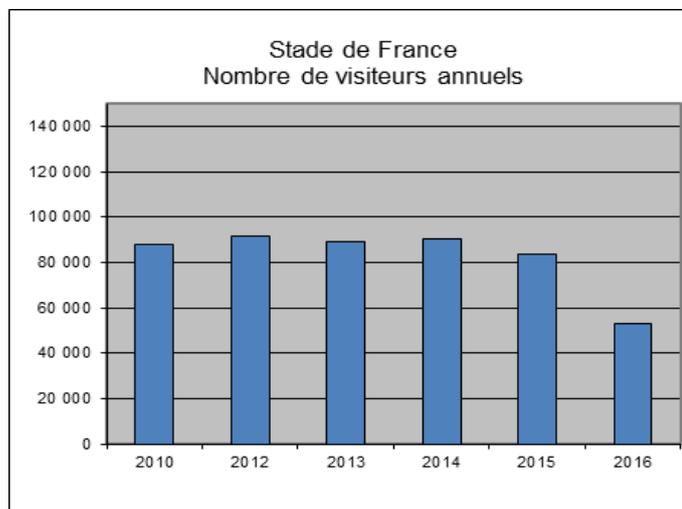


Basilique Saint-Denis	2010	2012	2013	2014	2015	2016
Nombre de visiteurs annuels	142 140	172 121	174 612	168 437	155 461	133 755

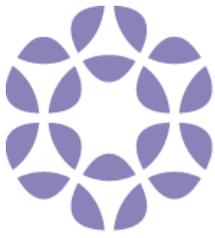
## Le Stade de France

Le nombre de visiteurs du Stade de France en 2016 dépasse à peine la barre des 50 000 contre 80 à 90 000 ces dernières années. Il est vrai que la fermeture des visites de mi-mai à fin juillet du fait de l’Euro de football puis de plusieurs concerts pèse lourdement sur ce décompte. Mais les données du second semestre confirment une tendance à la baisse, indépendamment de ces faits.

Il convient de signaler que le Stade de France a décidé de confier ses visites à une agence spécialisée depuis début août et que ce nouveau mode de gestion devrait produire des effets positifs dans les prochains mois.



Stade de France	2010	2012	2013	2014	2015	2016
Nombre de visiteurs annuels	87 634	91 529	89 284	90 538	83 465	52 775



Paris Nord  
Villepinte  
Un site VIPARIS



**88 manifestations** ont été accueillies , du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2016 :

- **19 salons** : 17 salons professionnels et 2 salons grand public
- **19 événements d'entreprises** (séminaires, conventions, colloques...)
- **50 autres types d'événements** essentiellement les examens et les concours

**1 210 241 visiteurs** ou participants (estimation)

Salons (estimation) :

- 838 548 visiteurs dont 247 757 visiteurs étrangers
- 24 937 exposants dont 16 149 exposants étrangers

Corporate (estimation) :

- 180 170 participants

Examens-concours (estimation) :

- 191 523 participants

PREMIÈREVISION  
PARIS

MAISON  
& OBJET  
PARIS





Paris  
Le Bourget  
Un site VIPARIS



**28 manifestations** ont été accueillies , du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2016 :

- **13 salons** : 8 salons professionnels et 5 salons grand public
- **14 événements d'entreprises** (séminaires, conventions, colloques...)
- **1 spectacle**

**482 653 visiteurs ou participants (estimation)**

Salons (estimation):

- 289 418 visiteurs dont 23 692 visiteurs étrangers
- 4 832 exposants dont 3 032 exposants étrangers

Corporate (estimation):

- 143 235 participants

Spectacles (estimation):

- 50 000 participants





**LE CHOMAGE  
ET  
L'EMPLOI**

---

# Le Chômage

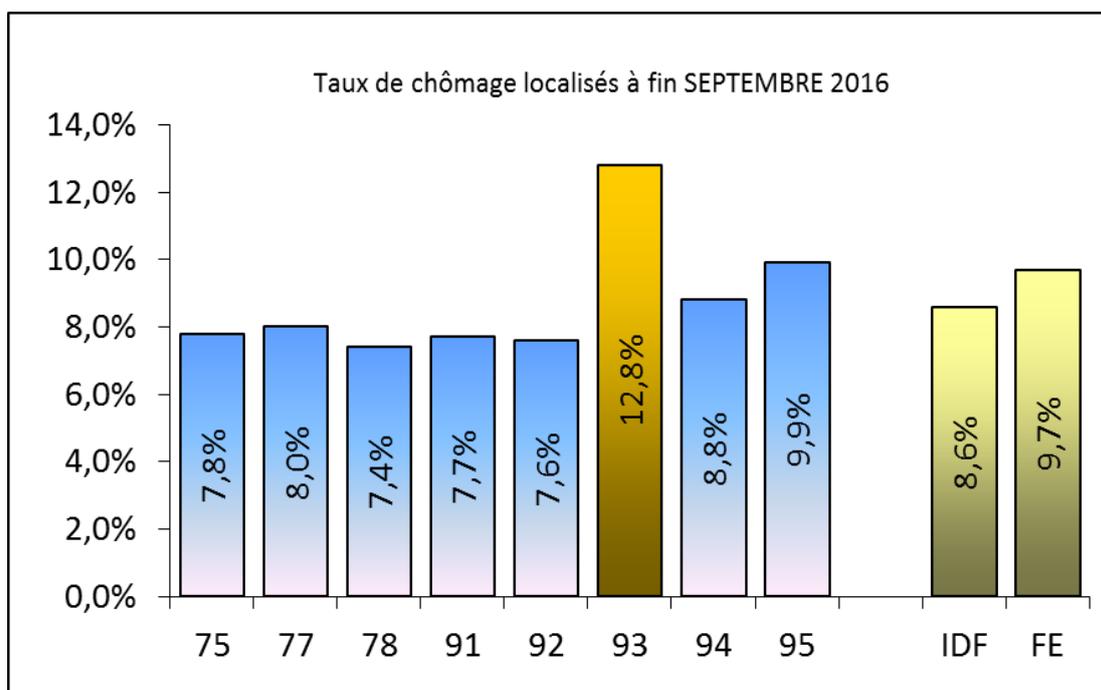
---

## Le chômage

### Les taux de chômage en Ile-de-France :

A la fin du mois de septembre 2016, le taux de chômage s'élève en Seine-Saint-Denis à **12,8 %<sup>(1)</sup>**, contre 8,6 % en Ile-de-France et 9,7 % pour la France entière.

**Ce taux est le plus élevé de la région Ile-de-France.** Il augmente de + 0,2 point sur un trimestre et enregistre une baisse de -0,5 point sur un an.



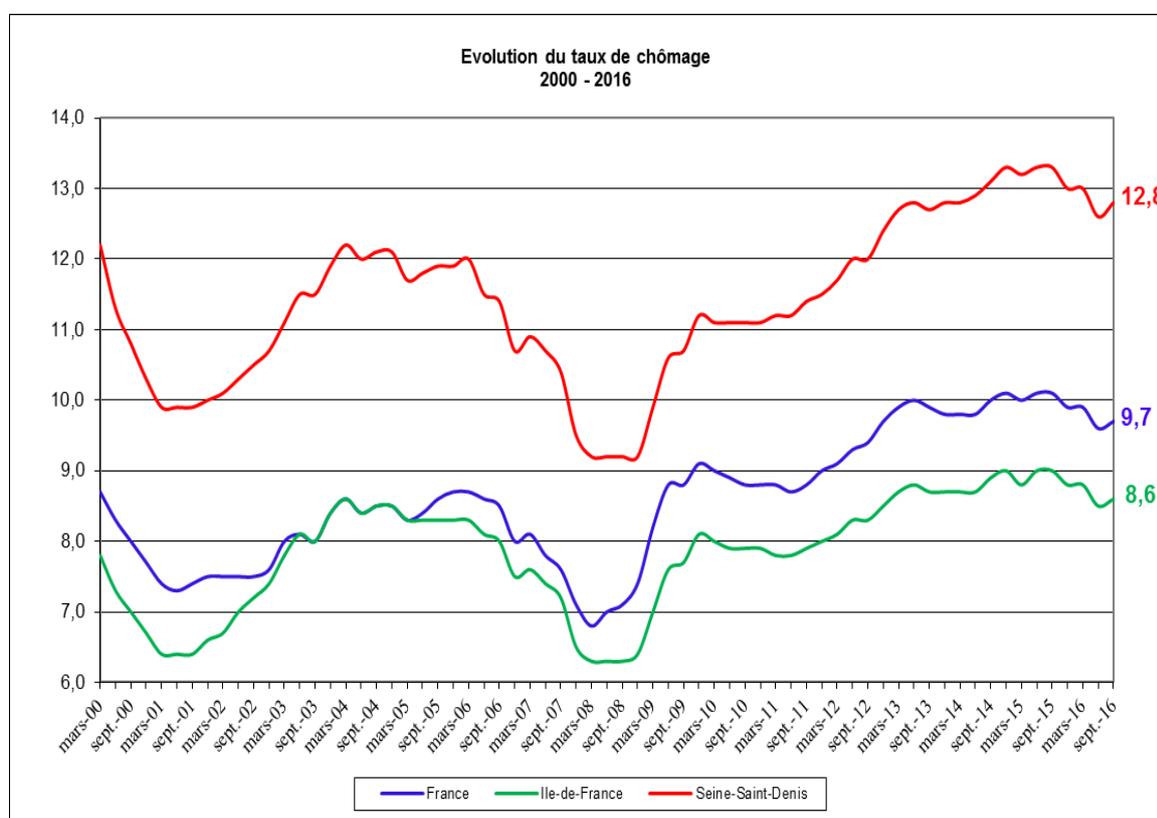
Source : INSEE (traitement Direccte IDF/UD 93)

<sup>(1)</sup> A tout niveau géographique, l'estimation des taux de chômage localisés trimestriels fait l'objet d'une révision régulière, pour tenir compte des résultats de la dernière enquête sur l'emploi de l'Insee et des sources administratives les plus récentes. Les séries sont alors rétropolées sur plusieurs trimestres.

## Evolution comparée des taux de chômage de la Seine-Saint-Denis, de l’Ile-de-France et de la France entière (de 2000 à 2013) :

Fin septembre 2016, après un trimestre de baisse et une stabilisation au premier trimestre 2016, le taux de chômage augmente en Seine-Saint-Denis.

La courbe de l’évolution du taux de chômage en Seine-Saint-Denis suit celles de la région d’Ile-de-France et de la France métropolitaine mais à un niveau plus élevé.



Source : INSEE (traitement Directe IDF/UD 93)

## Le marché du travail

### La demande d'emploi à fin décembre 2016 :

- Fin décembre 2016, après sept années consécutives de hausse, le nombre de demandeurs d'emploi (164 930 DEFM de catégories A, B, C), recule en Seine-Saint-Denis (-0,4 % sur un an).
- Ce recul concerne principalement les jeunes (-4,4 % sur un an) et les demandeurs d'emploi de longue durée (-4,3 % sur un an) ; le nombre de demandeurs d'emploi de 50 ans ou plus enregistre une augmentation de + 4,6 % sur un an.
- Le nombre de demandeurs d'emploi hommes diminue de -0,7 % et celui des femmes de -0,2 % sur un an.
- Les hommes représentent 53,5 % des demandeurs d'emploi.

Situation à fin décembre 2016	Valeur	Évolution annuelle
a) Demande d'emploi fin de mois cat. A,B,C <sup>(1)</sup> (données CVS), dont :	164 930	-0,4 %
– femmes	76 750	-0,2 %
– hommes	88 180	-0,7 %
– DELD	69 700	-4,3 %
– moins de 25 ans	16 530	-4,4 %
– 50 ans et plus	41 370	+ 4,6 %
a) Demande d'emploi enregistrée, catégorie A,B,C données brutes (cumul annuel), dont :	215 880	+ 7,1 %
– jeunes de moins de 25 ans	47 892	+ 7,7 %
– femmes	101 513	+ 6,8 %

Sources : STMT-Pôle Emploi, DARES, Cvs : Direccte Ile-de-France (traitement Direccte IDF/UD 93)

<sup>(1)</sup> Les différentes catégories de demandeurs d'emploi :

**catégorie A** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;

**catégorie B** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (78 heures ou moins au cours du mois) ;

**catégorie C** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (plus de 78 heures au cours du mois) ;

**catégorie D** : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi ;

**catégorie E** : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).

---

# L'emploi

---

## L'emploi

- Les offres d'emploi enregistrées (OEE) et satisfaites (OES) :

**Le cumul des offres collectées au cours des douze derniers mois (soit 50 616) augmente de + 15,3 % sur un an.**

Les offres d'emploi durable (soit 32 289) représentent 63,8 % des offres et enregistrent une forte hausse sur un an (+ 15,9 %). Les offres d'emploi temporaire (soit 15 385), représentent 30,4% des offres et progressent de + 16,9 % sur un an. Les offres d'emploi occasionnel (soit 2 942), représentent 5,8 % des offres et enregistrent une hausse de + 2,1 % sur un an.

**Le cumul des offres d'emploi satisfaites au cours des douze derniers mois (soit 42 481 offres tous types) augmentent de + 8,8 % sur un an.**

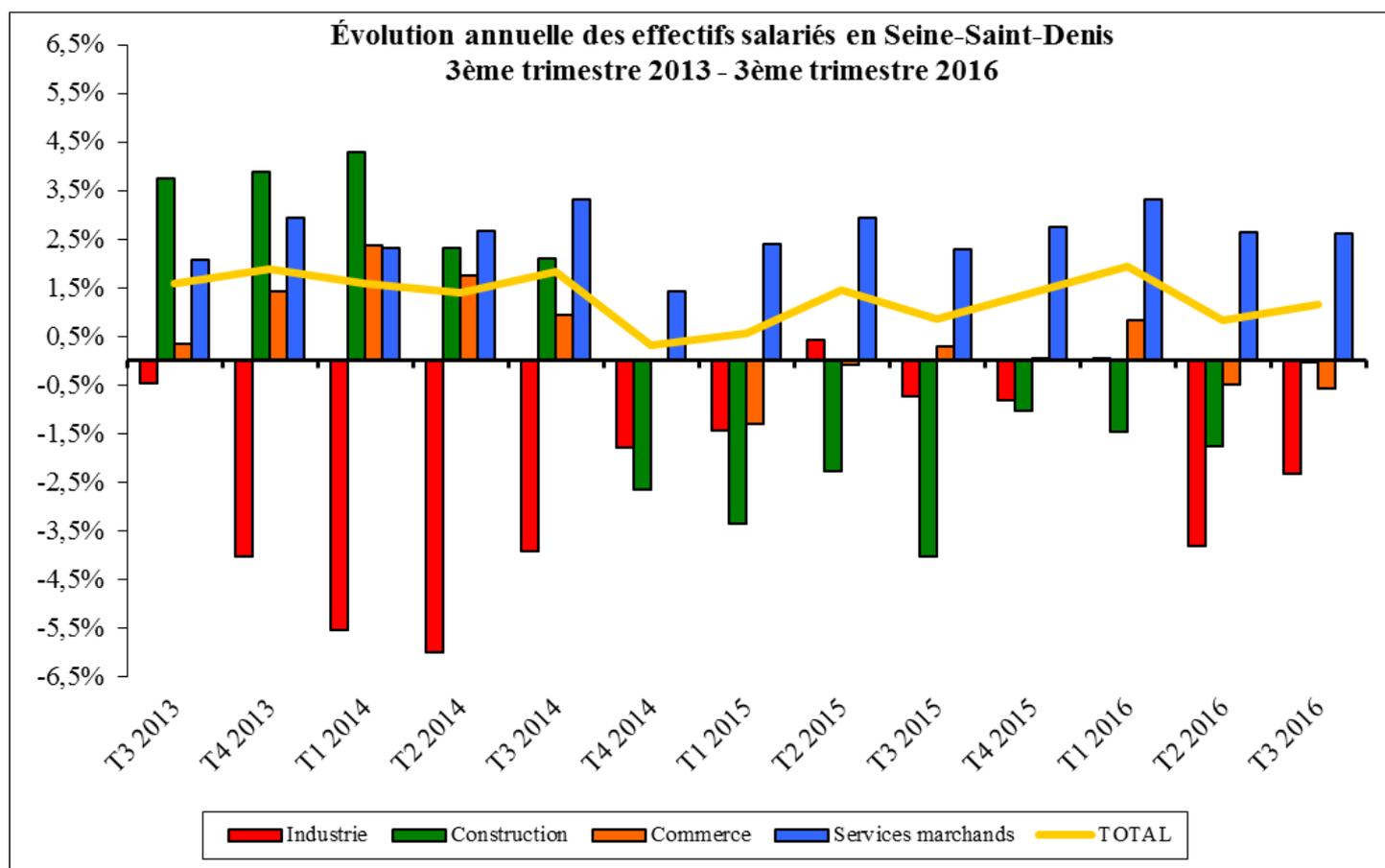
Situation à fin décembre 2016	% par nature de contrat	Valeur	Evolution annuelle
Offres d'emploi enregistrées tous types données brutes (cumul annuel), dont :		50 616	+ 15,3 %
– offres d'emploi durable	63,8 %	32 289	+ 15,9 %
– offres d'emploi temporaire	30,4 %	15 385	+ 16,9 %
– offres d'emploi occasionnel	5,8 %	2 942	+ 2,1 %
Offres d'emploi satisfaites tous types, données brutes (cumul annuel)		42 481	+ 8,8 %

Sources : STMT-Pôle Emploi, DARES (traitement Direccte IDF/UD 93)

• **Evolutions des estimations trimestrielles des effectifs salariés dans les grands secteurs de l'emploi (données CVS):**

Selon les dernières estimations de l'Insee, à fin septembre 2016, les effectifs salariés (405 155 emplois) augmentent de + 0,5 % sur un trimestre (+ 2 017 emplois) et de + 1,1 % sur un an, soit + 4 599 emplois.

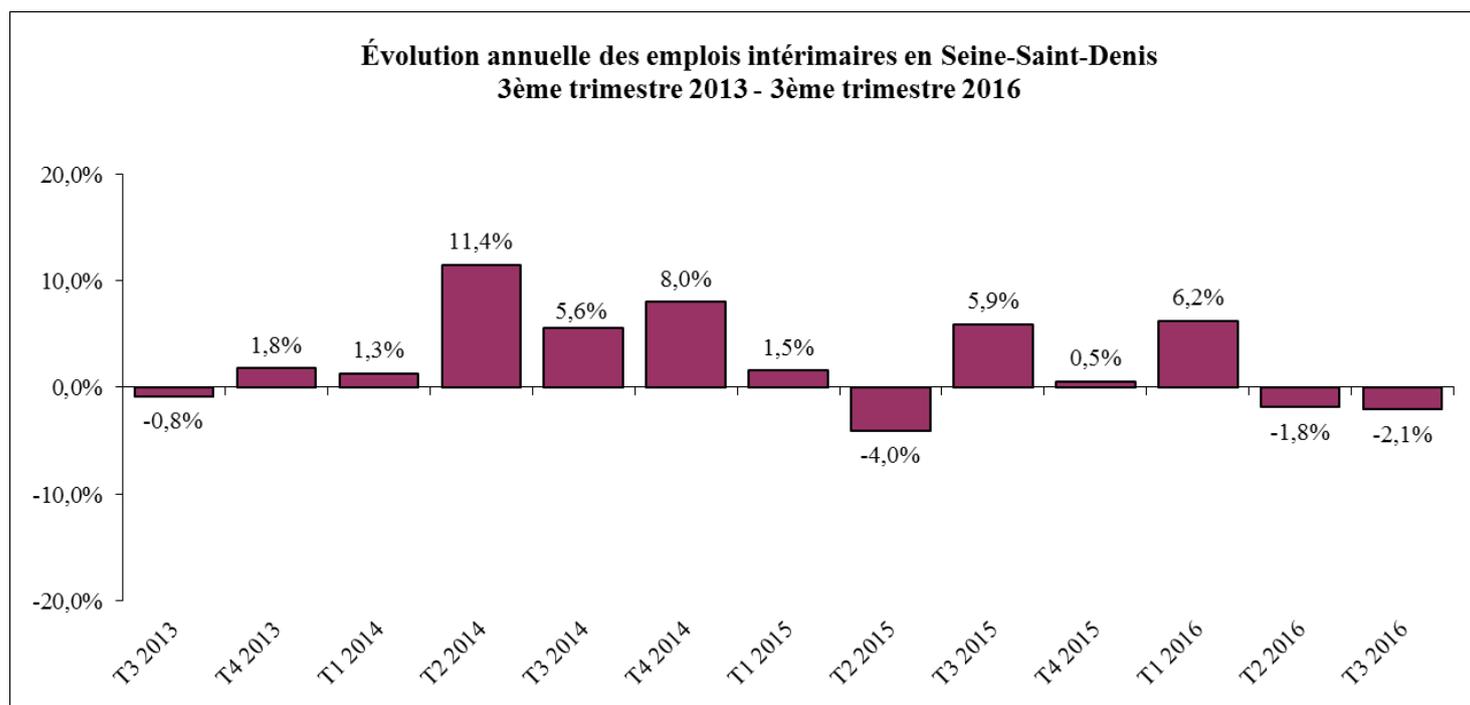
Sur un an, l'emploi salarié dans les principaux secteurs d'activité, évolue de la manière suivante : Industrie (-2,3 %), Construction (0,0 %), Commerce (-0,6 %) et Services marchands (+ 2,6 %).



Source : Insee, estimations d'emploi (traitement Direccte IDF/UD 93)

- **L'intérim, variable d'ajustement de l'emploi aux variations d'activité (données CVS):**

Selon les dernières estimations de l'Insee, à fin septembre 2016, le nombre d'intérimaires (soit 6 749) augmente de + 4,6 % sur un trimestre mais diminue de -2,1 % sur un an.



Source : Insee, estimations d'emploi (traitement Direccte IDF/UD 93)

- **Le recours à l'activité partielle**

Source : Direccte UD – traitement : Direccte / SESE

En 2016, 113 décisions d'autorisation d'activité partielle ont été notifiées par la Seine-Saint-Denis aux entreprises qui en ont demandé. Elles correspondent à 340 495 heures de travail autorisées à être chômées.

La Seine-Saint-Denis, concentre 4,5 % des heures d'activité partielle autorisées en Île-de-France (7 635 765 heures autorisées en 2016).

La construction est le premier secteur d'activité impacté en nombre d'heures autorisées en Seine-Saint-Denis

Les autorisations accordées durant l'année 2016 ont été moins nombreuses qu'en 2015, en nombre d'autorisations (113 décisions contre 163 en 2015, soit -30,7 %) comme en nombre d'heures autorisées à être chômées (340 495 heures contre 669 138 en 2015, soit -49,1 %).

- **Les plans de sauvegarde de l'emploi**

Source : SI – Homologation – traitement : Direccte / SESE

En 2016, nos services ont été informés de l'initiation de 21 plans de sauvegarde de l'emploi (PSE). Il y a eu 3 158 postes menacés dans le cadre de PSE, ce qui représente 14,4 % des postes menacés en Île-de-France.

Sur un an, le nombre des procédures diminue de -19,2 % (26 procédures initiées en 2015) alors que celui des postes menacés augmente de + 44,7 % (2 183 postes menacés en 2015).

- **Les ruptures conventionnelles :**

Source : Direccte IDF / UD 93

En 2016, 9 480 ruptures conventionnelles ont été reçues par nos services.

Le nombre de ruptures conventionnelles augmente de + 11,7 % sur un an, en Seine-Saint-Denis (8 490 ruptures conventionnelles reçues en 2015). Cette hausse s'inscrit dans la progression constante du nombre de ruptures conventionnelles depuis 2010. Ainsi, sur 6 ans, leur nombre a augmenté de plus de 80 % (5 260 ruptures conventionnelles reçues en 2010).

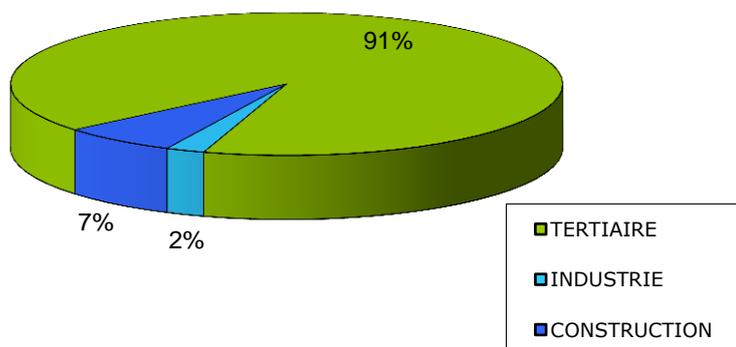
## Données de l'année 2016 par secteur d'activité

### L'évolution des déclarations d'embauche

En 2016 le nombre de déclarations uniques d'embauches (hors intérim) augmente de 12,77 % par rapport à 2015. Les 3 secteurs de l'industrie, de la construction, et du tertiaire voient leurs nombres de DUE augmenter de 2,57 %, 8,59 % et 13,37 %,

	Secteur d'activité	Déclaration d'embauche 2016	Poids secteur	Evolution 2016/2015
INDUSTRIE	Industries agro alimentaire	6 016	0,79 %	8,77 %
	Cokéfaction et raffinage	36	0,00 %	28,57 %
	Equipements électriques, électroniques, informatiques	636	0,08 %	-4,65 %
	Fabrication de matériels de transport	891	0,12 %	87,18 %
	Autres produits industriels	8 188	1,07 %	-2,34 %
	Industries extractives, énergie, eau	1 508	0,20 %	-14,12 %
	<b>Industrie</b>	<b>17 275</b>	<b>2,26 %</b>	<b>2,57 %</b>
CON.	<b>Construction</b>	<b>51 821</b>	<b>6,79 %</b>	<b>8,59 %</b>
TERTIAIRE	Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	55 985	7,33 %	1,12 %
	Transport	41 566	5,44 %	15,84 %
	Hébergement et restauration	86 400	11,32 %	-4,18 %
	Information et communication	120 586	15,80 %	41,35 %
	Activités financières et d'assurance	7 933	1,04 %	32,57 %
	Activités immobilières	2 385	0,31 %	4,51 %
	Activités scientifiques et techniques ; soutien et services administratifs	187 059	24,50 %	24,05 %
	Administrations publiques, défense, enseignement, santé humaine et action sociale	87 746	11,49 %	9,95 %
	Autres activités de services	104 633	13,71 %	-2,06 %
	<b>Tertiaire</b>	<b>694 293</b>	<b>90,94 %</b>	<b>13,37 %</b>
	Autres	40	0,01 %	-
<b>Total hors intérim</b>		<b>763 429</b>	<b>100,00 %</b>	<b>12,77 %</b>
	Intérim	409 437		16,01 %
<b>Total</b>		<b>1 172 866</b>		<b>13,88 %</b>

Répartition des DUE par activité



Les données des graphiques :

	2016	
<b>TERTIAIRE</b>	694 293	90,95 %
<b>INDUSTRIE</b>	17 275	2,26 %
<b>CONSTRUCTION</b>	51 821	6,79 %
	763 389	100 %

## Indicateurs de suivi du secteur privé

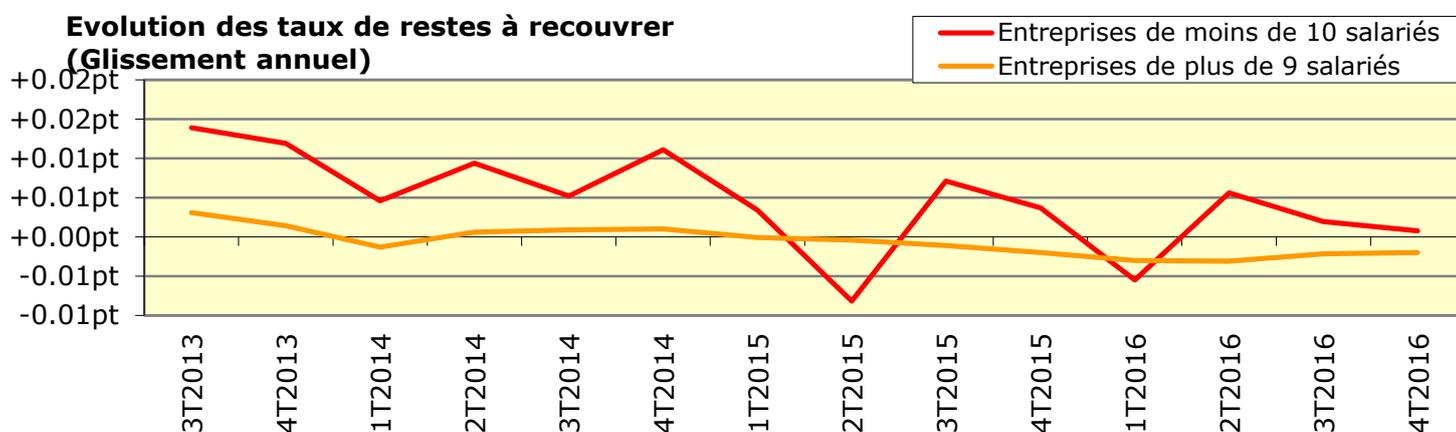
### Evolution annuelle à fin décembre 2016

#### Entreprises de moins de 10 salariés

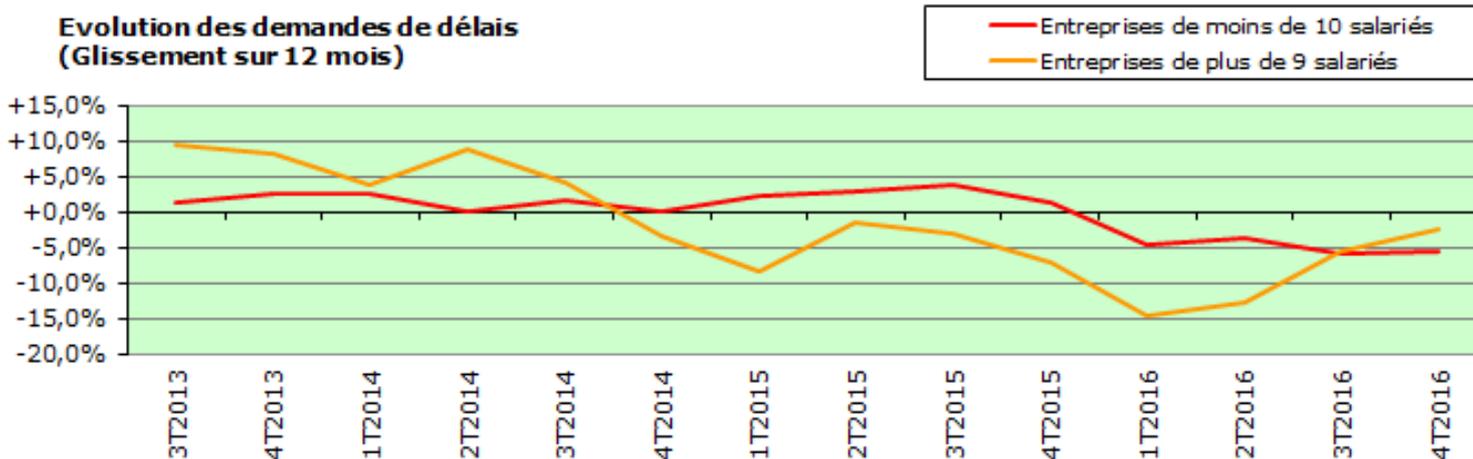
Taux de restes à recouvrer	+0,08pt
Nombre de délais demandés (sur 12 mois glissants)	-5,6%

#### Entreprises de plus de 9 salariés

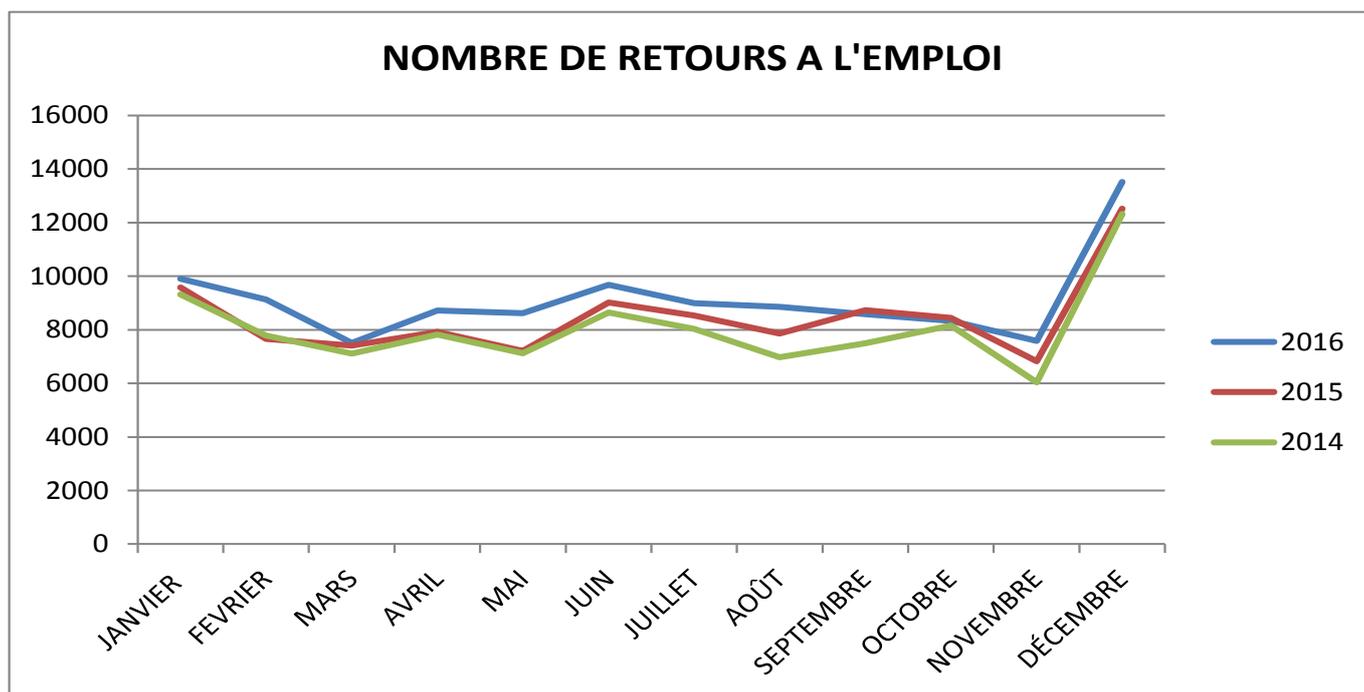
Taux de restes à recouvrer	-0,20pt
Nombre de délais demandés (sur 12 mois glissants)	-2,5%



Taux de restes à recouvrer : montant des cotisations non soldés par rapport aux cotisations déclarées par les entreprises

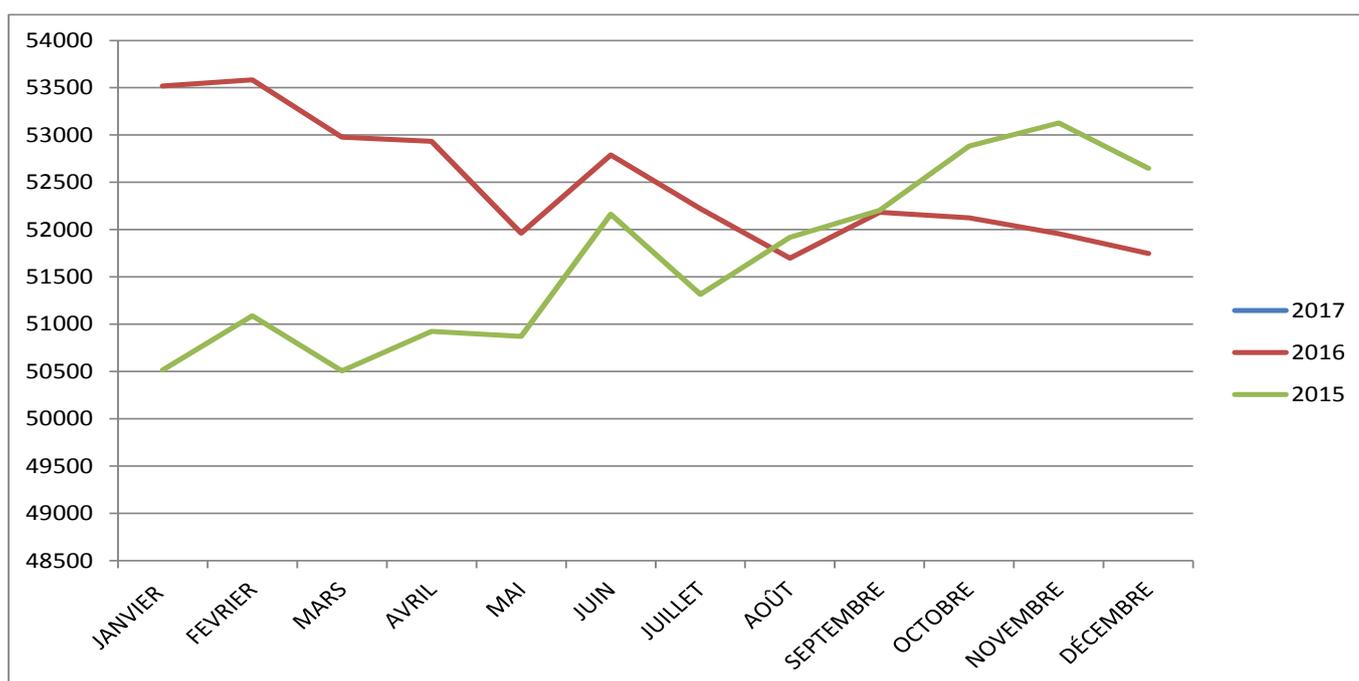


- Retours à l'emploi durable (CDI+CDD>6mois)**



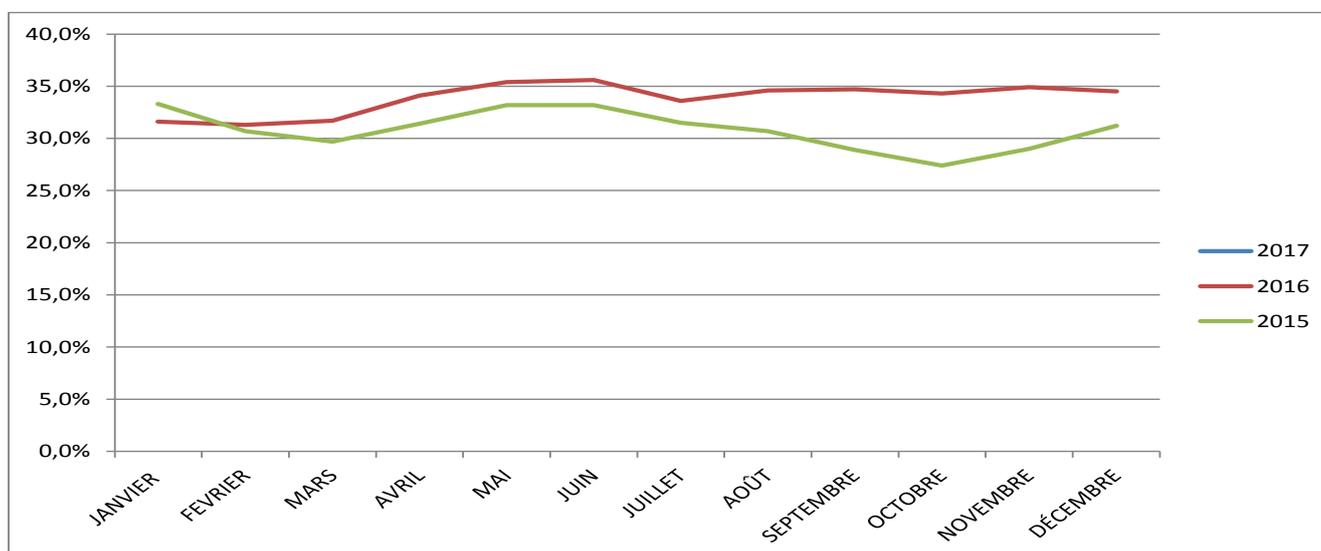
Un peu plus de 109 400 retours à l'emploi durable de demandeurs d'emploi sont comptabilisés en 2016, soit une augmentation de 7,9 % par rapport à 2015.

- Nombre de demandeurs d'emploi inscrits 12 mois et plus en catégorie A au cours des 15 derniers mois**



Le nombre de demandeurs d'emploi n'ayant exercé aucune activité pendant 12 mois sur les 15 derniers mois marque une nette diminution en 2016, contrastant avec l'augmentation observée tout au long de l'année 2015

- **Pourcentage de retours à l'emploi durable 6 mois après une formation financée ou rémunérée**



L'impact positif du recours à une formation rémunérée se confirme en 2016 avec sur la période de mai à décembre en moyenne 35 % de retour à l'emploi durable 6 mois après la fin de la formation.

- **Activités réduites (1/3)**

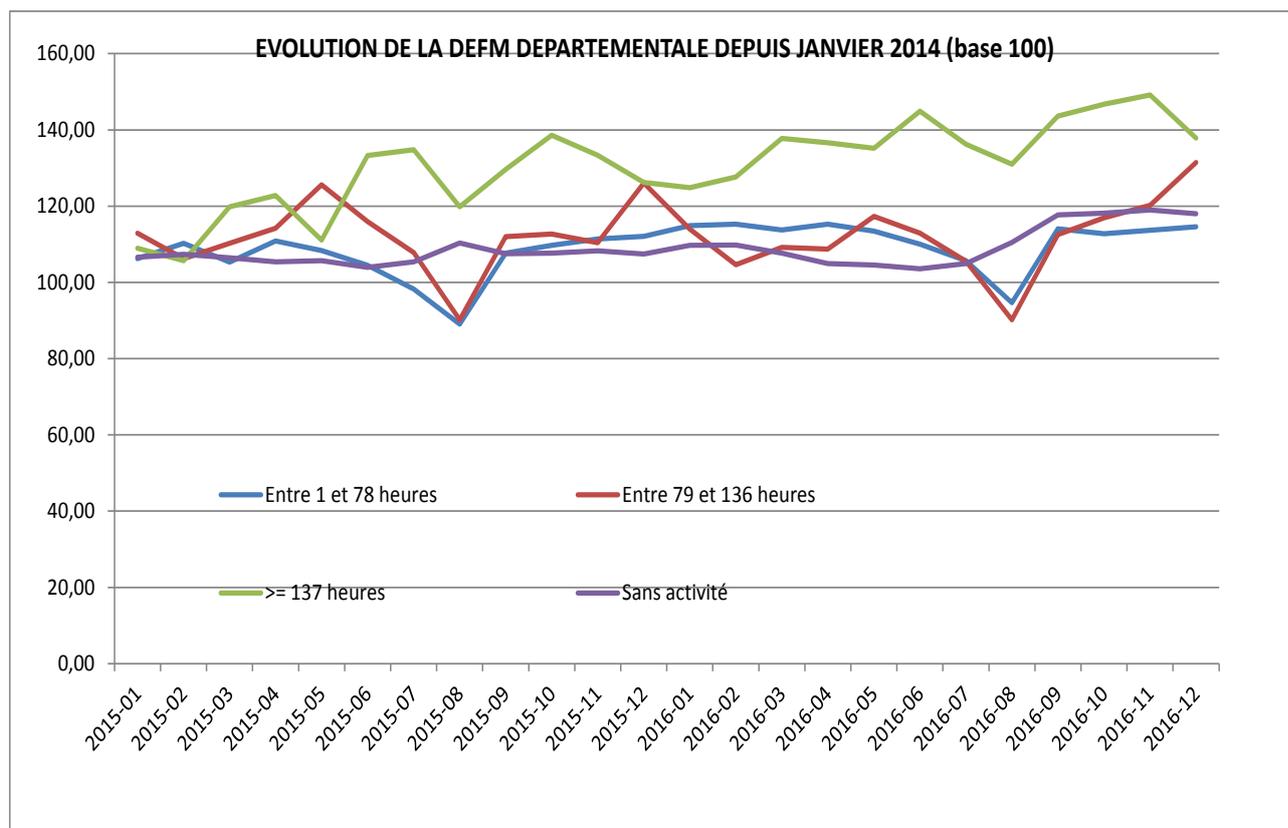
(DEFM à fin décembre)

	Décembre 2015	Décembre 2016	EVOL
Entre 1 et 78 heures	17821	18219	2,2%
Entre 79 et 136 heures	13626	14206	4,3%
>= 137 heures	13686	14497	5,9%
Sans activité	121428	133432	9,9%
<b>Total</b>	<b>166561</b>	<b>180354</b>	<b>8,3%</b>

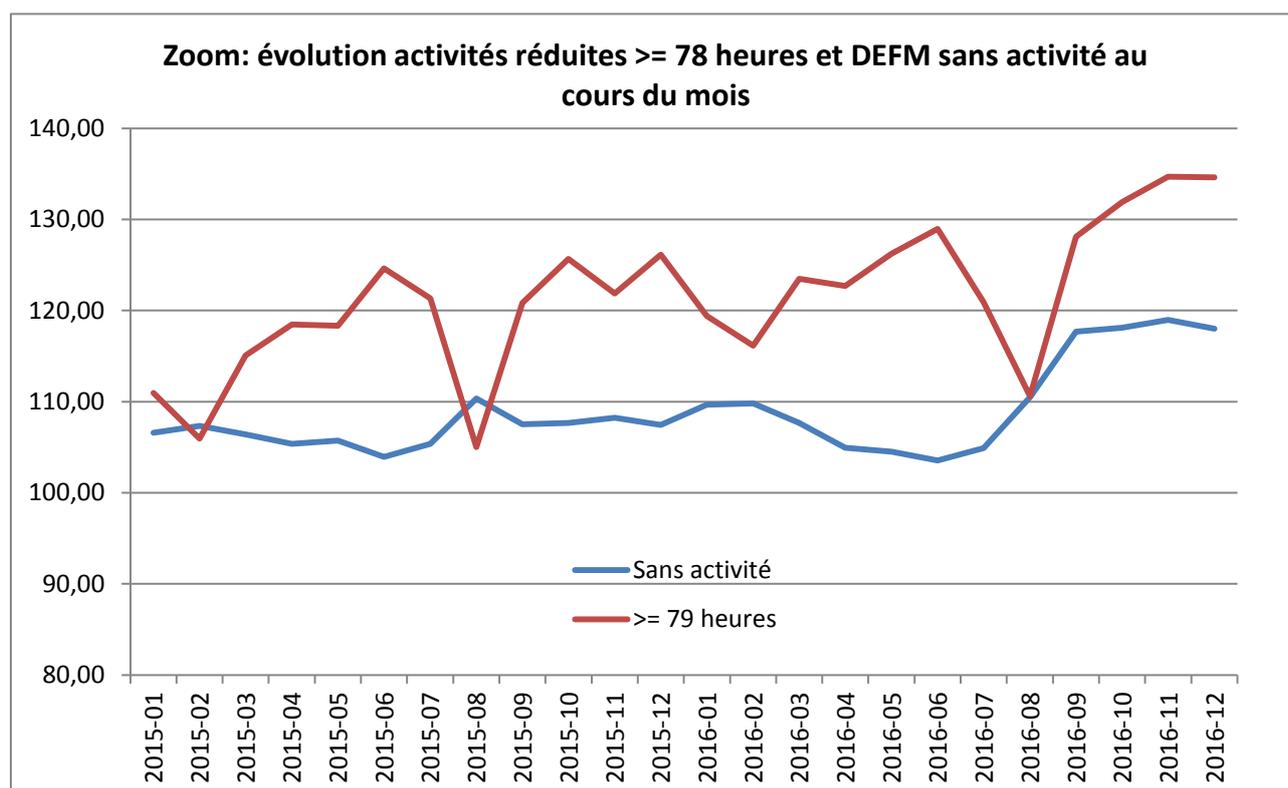
Le nombre de demandeurs déclarant une activité réduite de plus de 137 heures dans le mois augmente de manière régulière depuis janvier 2015, en lien avec l'établissement d'une strate de demandeurs d'emploi enchaînant ce type de contrat sur plusieurs mois d'affilée, sans que l'on puisse toutefois parler d'emploi durable puisqu'il s'agit le plus souvent d'emplois précaires qui s'enchaînent.

Par contre l'augmentation de 9,9 % du nombre de demandeurs n'ayant déclaré aucune activité au cours du mois est due essentiellement à une augmentation sur le dernier semestre 2016, ce que l'on voit nettement dans le 3<sup>e</sup> slide.

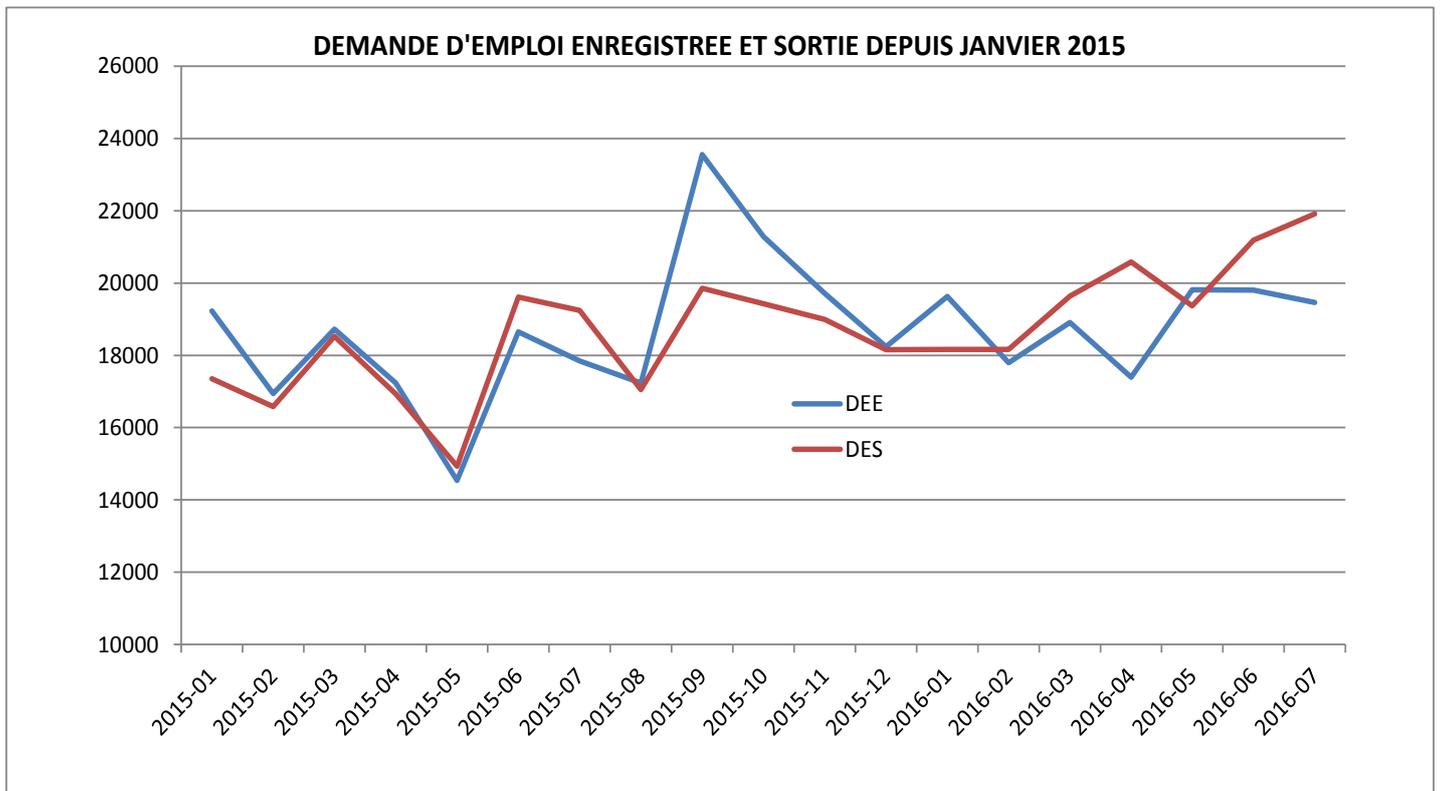
• **Activités réduites (2/3)**



• **Activités réduites (3/3)**



• DEMANDES D'EMPLOI ENREGISTREES ET SORTIES





---

**RSA**

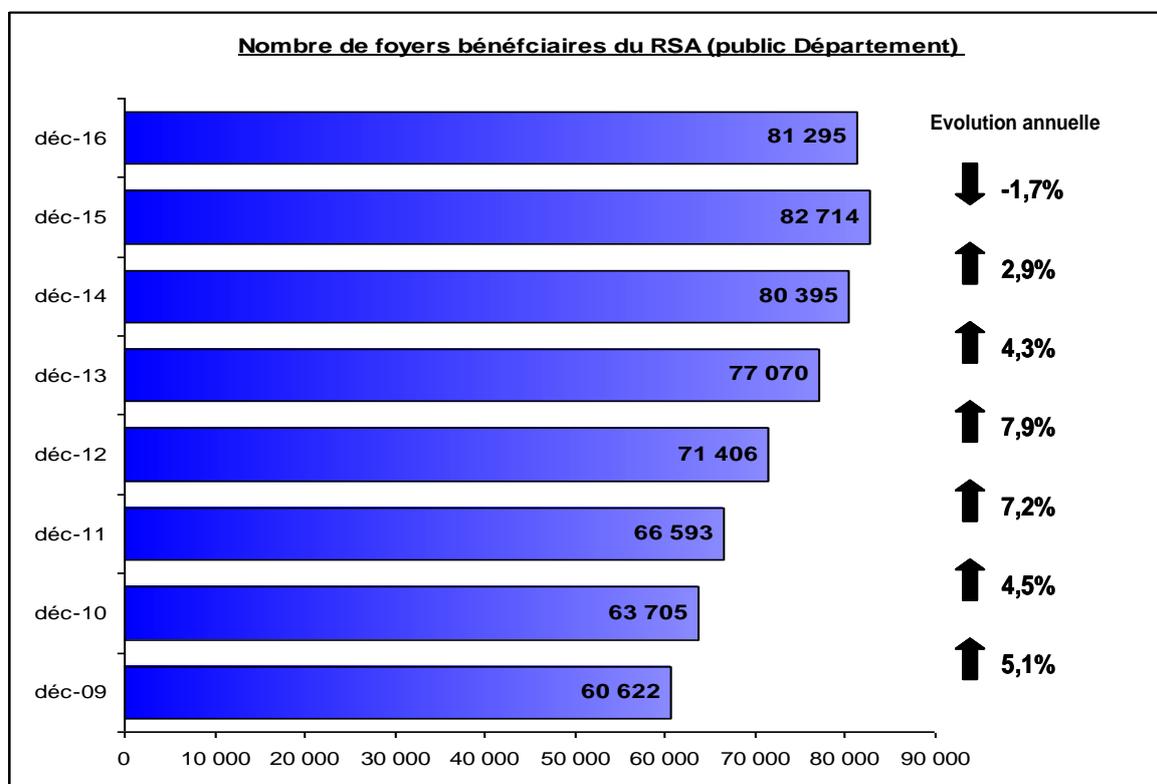
---

## Foyers bénéficiaires du RSA

Au 31 décembre 2016, on dénombre en Seine-Saint-Denis 81 295 foyers bénéficiaires du RSA socle (public relevant de la compétence du Département). Ce nombre regroupe le RSA socle seul et le RSA socle avec prime d'activité. Après avoir connu une croissance ralentie depuis décembre 2014, le nombre de bénéficiaires décroît pour la première fois depuis la création du RSA (-1,7 % entre décembre 2015 et décembre 2016) (graphe 1).

La baisse annuelle du nombre de foyers concerne l'ensemble des foyers, qu'ils bénéficient ou non d'une majoration.

On observe aussi un ralentissement de l'évolution du nombre de bénéficiaires depuis juin 2009, date de la mise en place de la loi RSA. Cette évolution est de 40,5 % en décembre 2016 contre 42,9 % en décembre 2015.



## Les effectifs trimestriels des bénéficiaires du RSA et de la Prime d'activité

Depuis mars 2016, la CAF publie les données quasi-consolidées (tous les deux mois) des foyers bénéficiaires du RSA et des foyers bénéficiant de la prime d'activité. Le tableau (2) présente ses données pour l'année 2016 et concernent les bénéficiaires dont le droit est versable au RSA et au RSA avec la prime d'activité.

	RSA socle sans prime d'activité	RSA avec prime d'activité	RSA socle (public Département)	Prime d'activité sans RSA
<b>Mars 2016</b>	70 883	10 360	81 243	42 440
<b>Juin 2016</b>	70 678	10 167	80 845	52 977
<b>Septembre 2016</b>	70 403	9 918	80 321	64 901
<b>Décembre 2016</b>	71 105	10 217	81 322	67 040

## RSA et demandeurs d'emploi en Seine-Saint-Denis au mois de décembre 2016

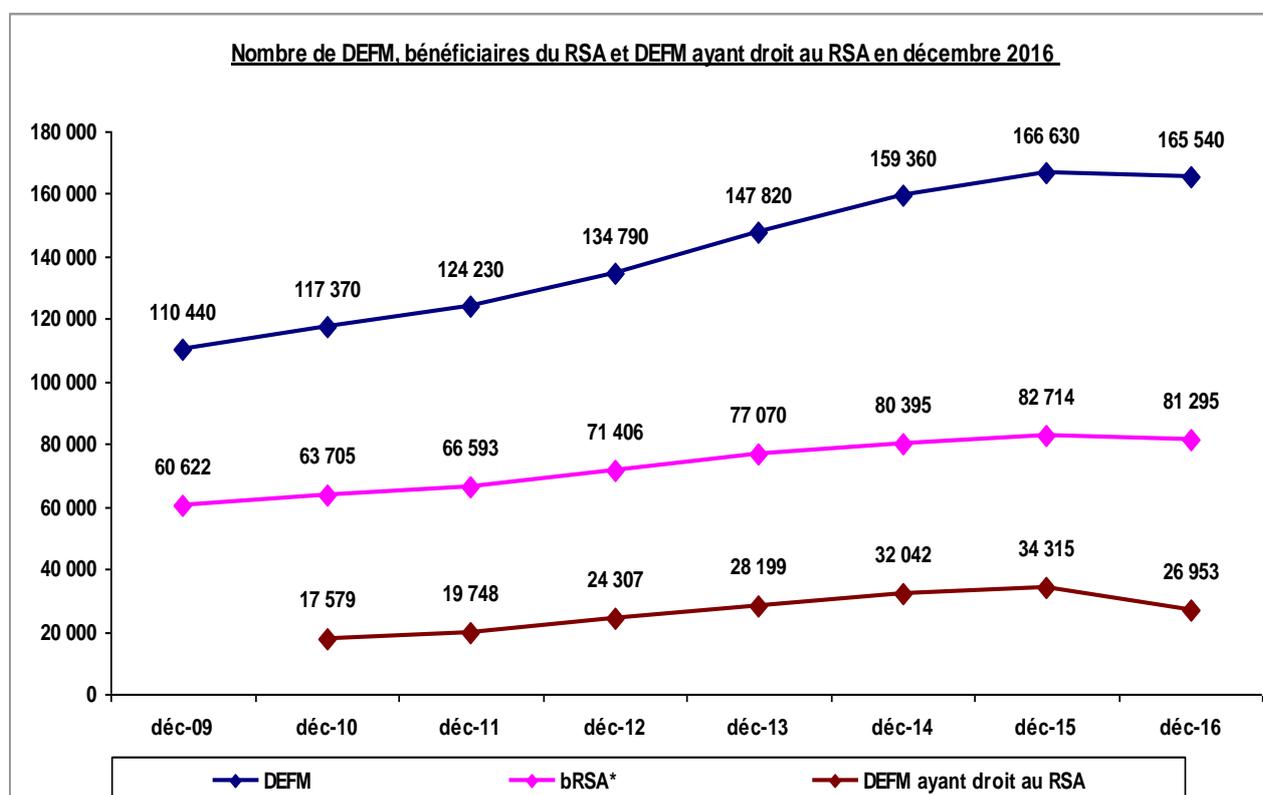
Dans ce paragraphe, les demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) concernent les catégories A,B,C.

L'augmentation des DEFM influe sur celle des bénéficiaires du RSA et des bénéficiaires RSA inscrits à Pôle Emploi (graphe 3).

Depuis décembre 2010, la part des demandeurs d'emploi, ayant des droits payables au RSA n'a cessé d'augmenter excepté au mois de décembre 2016 où cette part est partie à la baisse (tableau 3).

	déc-10	déc-11	déc-12	déc-13	déc-14	déc-15	déc-16
Part des DEFM ayant droit au RSA dans total DEFM	15,0%	15,9%	18,0%	19,1%	20,1%	20,6%	16,3%

Tableau 3



Sources : CAF ; Pôle Emploi ; DARES  
\* Brsa avec et sans Prime d'Activité

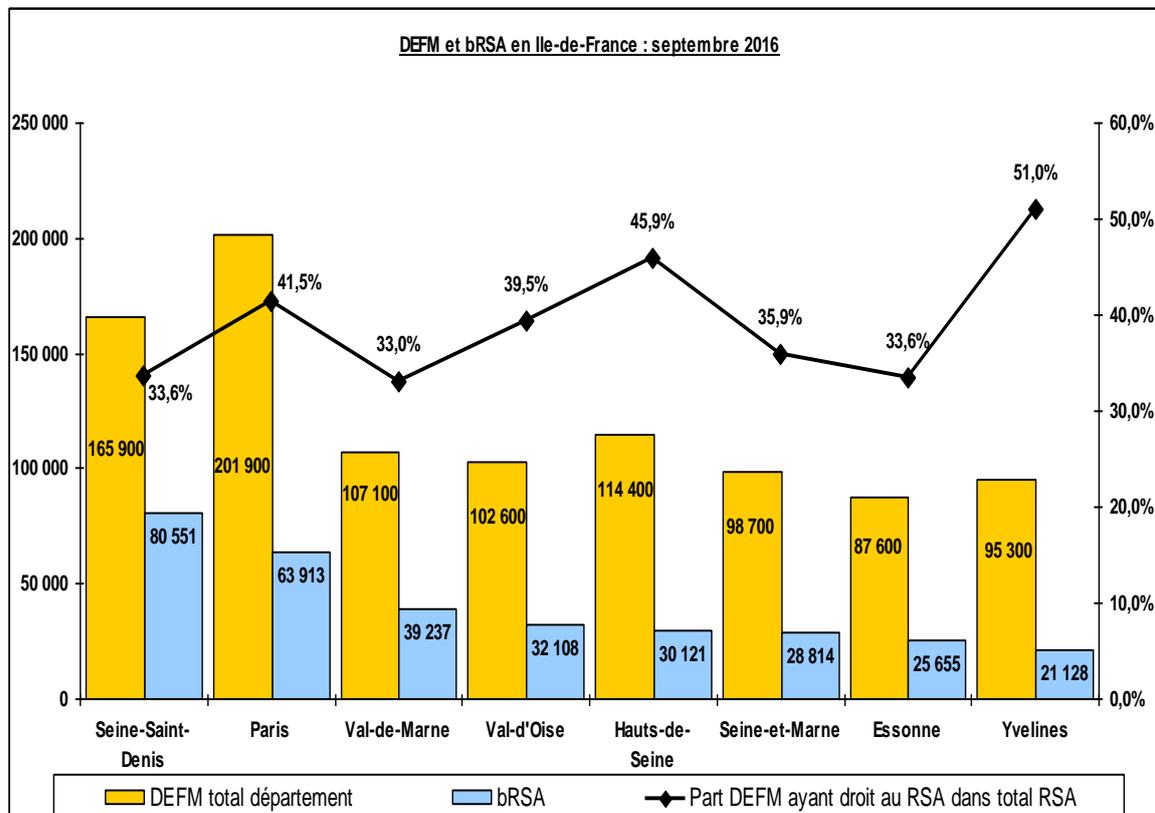
Graphe 3

## Positionnement de la Seine-Saint-Denis au mois de septembre 2016

### En Ile-de-France :

Au mois de septembre 2016, la Seine-Saint-Denis concentre 25 % des bénéficiaires du RSA (bRSA) d’Ile-de-France. Le département est ainsi au 1<sup>er</sup> rang régional au regard du nombre de bRSA, rang qui revient à Paris concernant les demandeurs d’emploi en fin du mois (DEFM) (graphe 4).

Cependant, la part des DEFM ayants des droits payables au RSA dans le total des foyers bénéficiaires du RSA est disparate. Cette part dépasse les 40 % dans les départements de Paris, les Hauts-de-Seine avec une particularité dans les Yvelines où plus de la moitié (51 %) des bénéficiaires du RSA sont des demandeurs d’emploi au mois de septembre 2016 (contre 33,6 % en Seine-Saint-Denis).



Source : CAF et Pôle-Emploi

Grappe 4

**En France métropolitaine :**

Au mois de septembre 2016, la Seine-Saint-Denis occupe toujours le deuxième rang au regard du nombre de foyers bénéficiaires du RSA (tableau 4).

Avec le Val-d'Oise le Département connaît la baisse la moins significative en Ile-de-France (respectivement -1,7 % et -1,6 %).

Et, à effectifs comparables, la baisse est 3 fois et demie plus importante dans les Bouches-du-Rhône qu'en Seine-Saint-Denis.

Rang Département dans nombre de bRSA socle	Département	Nombre de bénéficiaires du RSA socle en septembre 2015	Nombre de bénéficiaires du RSA socle en septembre 2016	Evolution annuelle
1	Nord	116 294	112 555	-3,2%
2	Seine-Saint-Denis	81 875	80 551	-1,6%
3	Bouches-du-Rhône	81 108	76 481	-5,7%
4	Paris	66 880	63 913	-4,4%
5	Pas-de-Calais	57 965	55 453	-4,3%
6	Rhône	45 303	44 395	-2,0%
7	Seine-Maritime	41 246	40 837	-1,0%
8	Hérault	41 725	39 433	-5,5%
9	Gironde	39 632	39 376	-0,6%
10	Val-de-Marne	41 001	39 237	-4,3%
11	Haute-Garonne	37 227	36 247	-2,6%
12	Val-d'Oise	32 679	32 108	-1,7%
<b>Ile-de-France</b>		<b>332 823</b>	<b>321 527</b>	<b>-3,4%</b>
<b>France métropolitaine</b>		<b>1 693 576</b>	<b>1 639 128</b>	<b>-3,2%</b>

Source CAF, données consolidées

Tableau 4

**LEXIQUE :**

**RSA socle seul** : un foyer allocataire du « RSA socle seul » n’a pas de revenus d’activité, ou bien au moins un de ses membres est en période de cumul intégral[1].

**RSA socle et activité** : les bénéficiaires du « RSA socle et activité » ont de faibles revenus d’activité et l’ensemble de leurs ressources est inférieur au montant forfaitaire. Ils bénéficient donc à la fois du RSA socle (fraction) et du RSA activité.

**RSA activité seul** : les bénéficiaires du « RSA activité seul » ont de faibles revenus d’activité et l’ensemble de leurs ressources est supérieur au montant forfaitaire. C’est cette composante qui est véritablement nouvelle avec la mise en place du RSA et qui sert le plus souvent de référence pour apprécier la montée en charge du RSA.

[1] Le cumul intégral consiste à neutraliser l’ensemble des revenus d’activité pour le calcul du RSA, pendant une période de 4 mois (éventuellement fractionnée) au cours des douze derniers mois.

**Personnes couvertes**: les personnes couvertes sont les membres du foyer allocataire. Le foyer allocataire est composé du responsable du dossier (personne qui perçoit au moins une prestation au regard de sa situation familiale et/ou monétaire), et l'ensemble des autres ayants droit au sens de la réglementation en vigueur (conjoint, enfant(s) et autre(s) personne(s) à charge).

**RSA « majoré »** (socle majoré ou socle et activité majoré ou activité majoré): attribué aux femmes enceintes ou personnes assumant seules la charge d’au moins un enfant.

**RSA « non majoré »**: bénéficiaires du RSA ne faisant partie du public « RSA majoré ».



# LA CONSTRUCTION ET LE MARCHÉ IMMOBILIER

## Volume de la construction de logements neufs (privée et sociale)

Les analyses de la construction réalisées semestriellement pour le tableau de bord du club 93 conjoncture sont établies d'après les séries de chiffres dites « en date de prise en compte » (dans le système statistique). Celles-ci donnent une indication de tendance, par différence avec les séries de chiffres dites « en date réelle », dont la stabilisation prend un an minimum, préférées pour les analyses structurelles de long terme, notamment pour communiquer sur le suivi de la réalisation des objectifs de construction pour résoudre la crise du logement en Île-de-France. Avec la loi du 3 juin 2010 relative au Grand Paris, l'objectif régional de construction a été porté à 70 000 logements par an, la part de la Seine-Saint-Denis s'élevant à un peu plus de 11 600 logements.

Depuis le 1er janvier 2016 les établissements publics territoriaux ont été créés. Un établissement public territorial (EPT) est une structure administrative ayant statut d'EPCI, créé en 2016 dans le cadre de la Métropole du Grand Paris au sein de Paris et des 3 départements de la petite couronne (découpage identique à celui des bassins TOL à l'exception d'une commune). **Dans cette partie, les analyses des données Sit@del sont effectuées pour observer la tendance du 1<sup>er</sup> semestre 2016 au 2<sup>ème</sup> semestre 2016.**

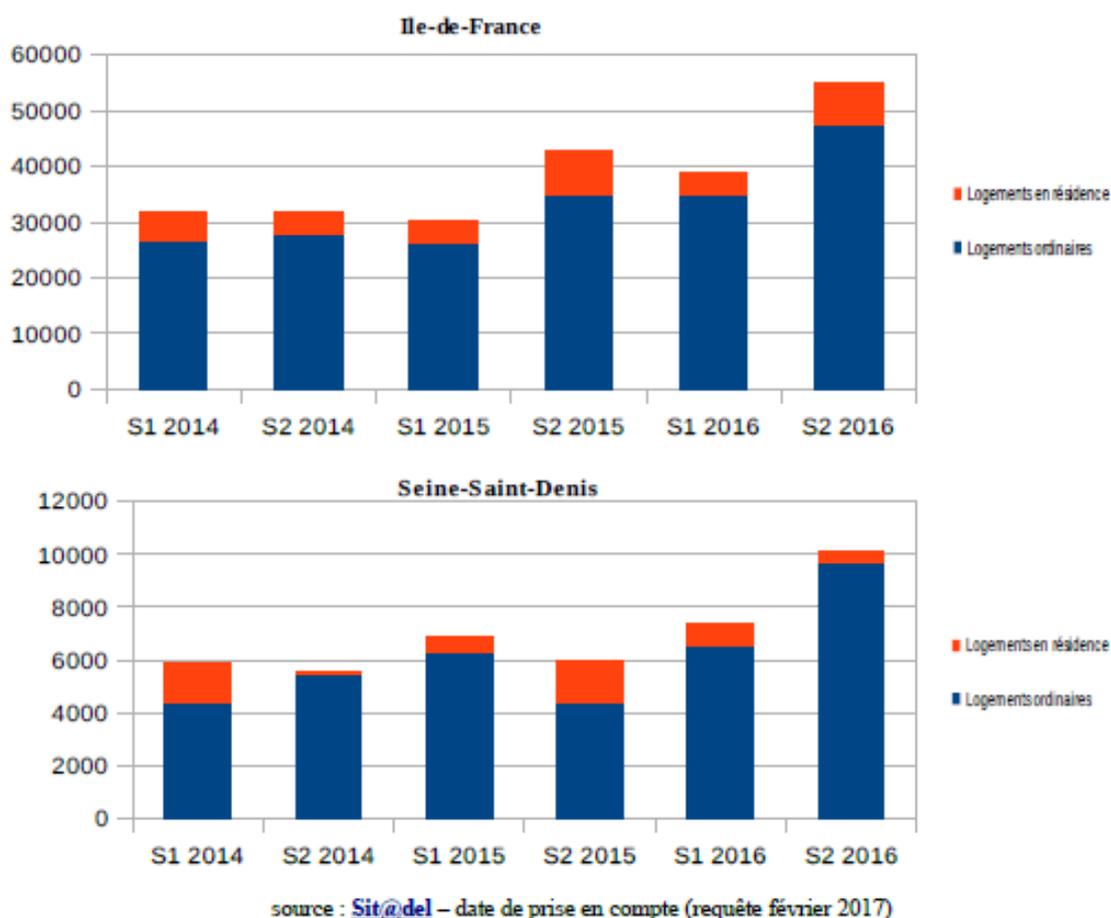
**Sur l'ensemble de l'année 2016**, les objectifs de construction de logements de la loi relative au Grand Paris ont été nettement dépassés pour la seconde année consécutive, de manière plus marquée qu'en 2015, avec un volume autorisé passant de 72 900 à 93 000 logements autorisés à l'échelle régionale, et de 12 800 à plus de 17 000 logements à l'échelle de la Seine-Saint-Denis.

**Au second semestre de cette année**, le volume de logements à construire est en forte hausse à l'échelle de l'Île-de-France, passant d'environ 38 700 à 54 800 logements autorisés, soit une hausse d'environ 41 % par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2016. Le département de **la Seine-Saint-Denis** connaît une tendance identique et voit une progression de près de 38 % du volume des autorisations pendant cette même période. Le total passe ainsi d'environ 7 300 logements autorisés au premier semestre à plus de 10 000 logements au second semestre 2016. La part de la Seine-Saint-Denis dans le total des logements autorisés au niveau régional se maintient aux alentours des 18 %, un chiffre identique à celui du semestre précédent.

Parmi ces logements autorisés, l'offre de logements ordinaires a également connu une forte hausse au niveau régional, et passe de 35 000 à 47 000 logements au second semestre, soit une hausse de près de 36 % par rapport au semestre précédent. Cette tendance est identique à l'échelle de la Seine-Saint-Denis, où le volume autorisé passe de 6500 à 9600 logements, soit une progression de 48 % sur la même période. La part de la Seine-Saint-Denis dans le total régional suit cette tendance, et passe de 18,5 % au premier semestre à plus de 20 % au second semestre 2016.

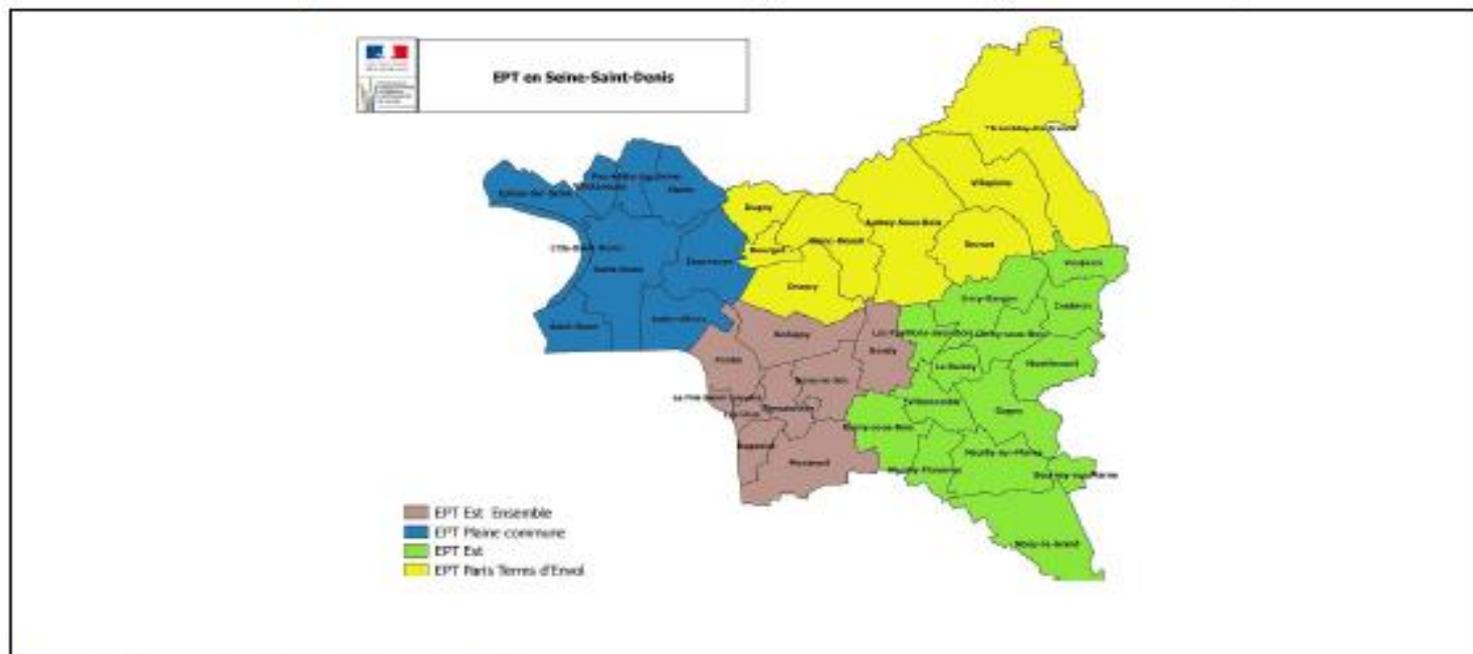
Concernant l’offre de logements en résidences (étudiants, personnes âgées...) la hausse constatée au niveau régional se constate également, le total des places autorisées en résidences passant de 3 600 à 7 200, soit un doublement du total par rapport au premier semestre de l’année. Cette tendance est inverse en Seine-Saint-Denis, puisque les autorisations de logements en résidence passent de 820 au premier semestre à 470 au second semestre, soit une baisse de 42 %. La part de la Seine-Saint-Denis dans le total des logements en résidence en Ile-de-France passe quant à elle de 23 % à 6,5 %.

Concernant les mises en chantier, elles connaissent une nette hausse au niveau régional, passant de 29 600 à 31 000 logements commencés, soit une hausse de près de 5 % du premier au second semestre de l’année. La dynamique est encore plus forte en Seine-Saint-Denis, puisque les chiffres sont en progression de 14 % entre les deux semestres de l’année, passant de 5600 à 6400 logements mis en chantier. La part de la Seine-Saint-Denis dans le total régional suit cette progression et passe de 19 % au premier semestre à 20,5 % au second semestre 2016.



source : [Sit@del](#) – date de prise en compte (requête février 2017)

## Construction de logements neufs au 2<sup>ème</sup> semestre par territoires (privée et sociale)



Nombre de logements autorisés au 2<sup>e</sup> semestre 2016

EPT	Logements ordinaires	Poids sur le dépt	Logements en résidence	Poids sur le dépt	Total logements	Poids sur le dépt
Est Ensemble	3818	39,51%	155	32,98%	3973	39,20%
Grand Paris Grand Est	1821	18,84%	151	32,13%	1972	19,46%
Plaine Commune	2475	25,61%	164	34,89%	2639	26,04%
Paris Terres d'envol	1550	16,04%	0	0,00%	1550	15,30%
Total 93	9664	100,00%	470	100,00%	10134	100,00%

Source : Sit@del – date de prise en compte (requête février 2017) – Compte tenu des aléas de la collecte des données, les tendances observées au niveau infra départemental doivent être considérées avec prudence.

Durant le 2<sup>e</sup> semestre 2016, l'offre nouvelle est nettement en hausse au niveau départemental par rapport au 1<sup>er</sup> semestre de l'année (+ 38 %) et elle reste donc à un niveau très élevé. Malgré une baisse des autorisations portant sur les logements en résidence (- 43 %), la forte hausse constatée sur les logements ordinaires (+ 48 %) compense largement ce déficit.

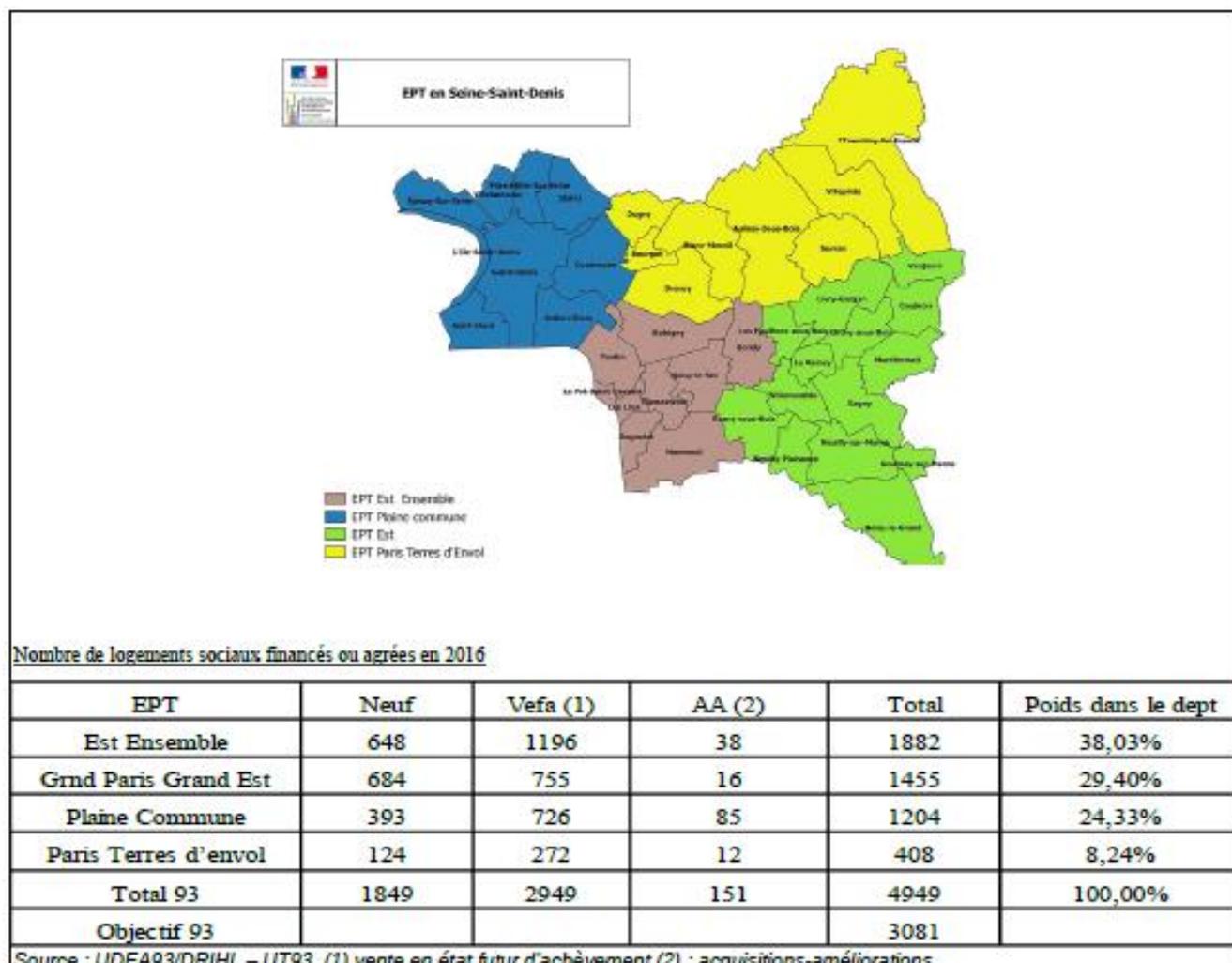
La production de logements neufs dans le territoire de l'EPT **Est Ensemble** a connu une hausse très importante. Les autorisations ont doublé au 2<sup>e</sup> semestre de l'année 2016 par rapport au semestre précédent, passant de 1956 à 3973 logements. Cette tendance est due à une forte hausse du nombre de logements ordinaires, passant de 1838 à 3818 autorisations. **Est Ensemble** a également connu une hausse des autorisations de logements en résidences, passant de 118 à 155 logements autorisés (+ 31 %). Globalement **Est Ensemble** est donc ce semestre le territoire le plus bâtisseur du département et représente plus de 39 % des logements autorisés.

Sur le territoire **Grand Paris Grand Est**, une nette hausse est à nouveau constatée ce semestre (+ 35 %) dans la continuité du précédent, les volumes passant de 1460 à 1972 logements autorisés, avec notamment un tiers de l'offre de logements en résidence, qui était nulle au 1<sup>er</sup> semestre de l'année sur ce territoire. La part de l'EPT se maintient autour de 19,5 % de la production totale départementale, un chiffre stable ce semestre.

Avec 2 639 logements neufs autorisés contre 3000 au semestre précédent, le territoire de l'EPT **Plaine Commune** a connu une baisse du volume de logements autorisés, mais il représente 26 % du total départemental, à un niveau qui demeure élevé. La production de logements ordinaires a légèrement reculé (-7 %) passant de 2 670 à 2 475 logements, comme le nombre de logements en résidences qui passe de 330 à 164 logements ce semestre (- 50 %), le territoire est cependant le second plus bâtisseur du département.

Sur le territoire de l'EPT **Paris Terres d'Envol**, la production de logements à la hausse observée au semestre précédent s'est amplifiée, avec un total passant de 933 à 1550 logements autorisés (+ 66 %). Cela est totalement dû à la production de logements ordinaires qui a quasiment triplé ce semestre, passant de 558 à 1550 logements. L'offre de logements en résidences a été nulle ce semestre sur le territoire, mais sa part totale dans la production départementale augmente de 3 points (et passe de 12 à 15,3 %), même si le territoire demeure le moins bâtisseur du département.

## Logements Locatifs sociaux financés en 2016 (bilan annuel)



En 2016, l'objectif départemental de financement du logement social, fixé au niveau régional par l'État dans le cadre de sa politique de droit commun, s'élevait à 3081 logements, un chiffre en baisse comparé aux années précédentes (3 693 logements). Cet objectif a été très nettement dépassé, puisque 4 949 logements sociaux ont été agréés en 2016, soit une hausse de 9,7 % par rapport à 2015 (4 511 logements).

Ces financements restent nettement portés sur les logements neufs et en VEFA (vente en l'état futur d'achèvement), qui pèsent au total 4 798 logements, contre seulement 151 logements en acquisitions-améliorations.

En termes de répartition géographique, l'EPT **Est Ensemble** demeure le territoire qui a bénéficié le plus de ces agréments comme en 2015, avec plus de 1880 logements agréés cette année, soit une progression de 10 % par rapport à l'an passé. La part de l'EPT demeure stable à 38 % du total départemental agréé en 2016.

Le territoire de **Grand Paris Grand Est** est le second territoire en nombre de logements sociaux agréés en 2016, avec 1455 agréments délivrés. Cela représente une hausse de près de 57 % du nombre d'agréments sur ce territoire par rapport à 2015, et la part de l'EPT passe de 20 % l'an passé à plus de 29 % cette année.

**Plaine Commune** a connu une seconde année consécutive de baisse au niveau des agréments de logements sociaux, ceux-ci passant de 1313 logements en 2015 à 1204 cette année, un repli d'environ 8 %. La part de l'EPT dans le total départemental suit cette tendance et passe de 29 % l'an passé à 24,3 % en 2016.

Enfin, le territoire de l'EPT **Paris Terres d'Envol** demeure celui où le nombre de logements sociaux agréés est le plus bas du département. Avec 408 logements financés en 2016 contre 568 l'an passé, le territoire a vu une baisse de plus de 28 % de sa production, et sa part ne représente plus que 8,2 % du total des agréments délivrés en 2016 en Seine-Saint-Denis.

## Marché des appartements neufs

*L'analyse du marché des appartements neufs est établie d'après les données issues de l'enquête trimestrielle sur la commercialisation des logements neufs destinés à la vente aux particuliers. L'enquête ECLN est réalisée par le service de l'observation et des statistiques (SOeS) du ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer (MEEM). Les données relatives aux périodes les plus récentes (celles des 3 derniers semestres) sont provisoires. Les analyses semestrielles des données ECLN sont réalisées de semestre « année N-1 » à semestre « année N », pour éviter de biaiser les évolutions par de la saisonnalité.*

**À l'échelle de la région Île-de-France**, le volume des mises en vente s'élève à 13 624 appartements ce semestre, un chiffre en hausse de près de 17 % par rapport au 2<sup>e</sup> semestre 2015 (11 648 appartements mis en vente). Les réservations sont également en hausse, avec un total de 15 192 appartements réservés (+ 24,5 % par rapport au 2<sup>e</sup> semestre 2015). Ces chiffres se traduisent dans le niveau du stock (logements proposés à la vente et non encore réservés), on constate une baisse de près de 7 % par rapport au 2<sup>e</sup> semestre 2015, pour un total de 43 645 appartements proposés à la vente (contre 46 766 au 2<sup>e</sup> semestre 2015).

**En Seine-Saint-Denis** la tendance est nettement à la hausse, puisque 3696 appartements ont été mis en vente ce semestre, soit une augmentation de 69 % par rapport au 2<sup>e</sup> semestre 2015 (2 190 appartements mis en vente). Avec cette progression des ventes, la part de la Seine-Saint-Denis dans le volume des mises en vente en Ile-de-France augmente fortement et passe de 18,8 % à 27 %.

Au niveau des réservations, on constate également une très nette hausse, puisque 2836 appartements ont été réservés au 2<sup>e</sup> semestre de l'année 2016, soit une progression de 36 % par rapport au semestre précédent (2 087 appartements réservés). La part de la Seine-Saint-Denis dans le total des réservations enregistrées en Ile-de-France progresse ainsi, et passe de 17 % à près de 19 % du total régional.

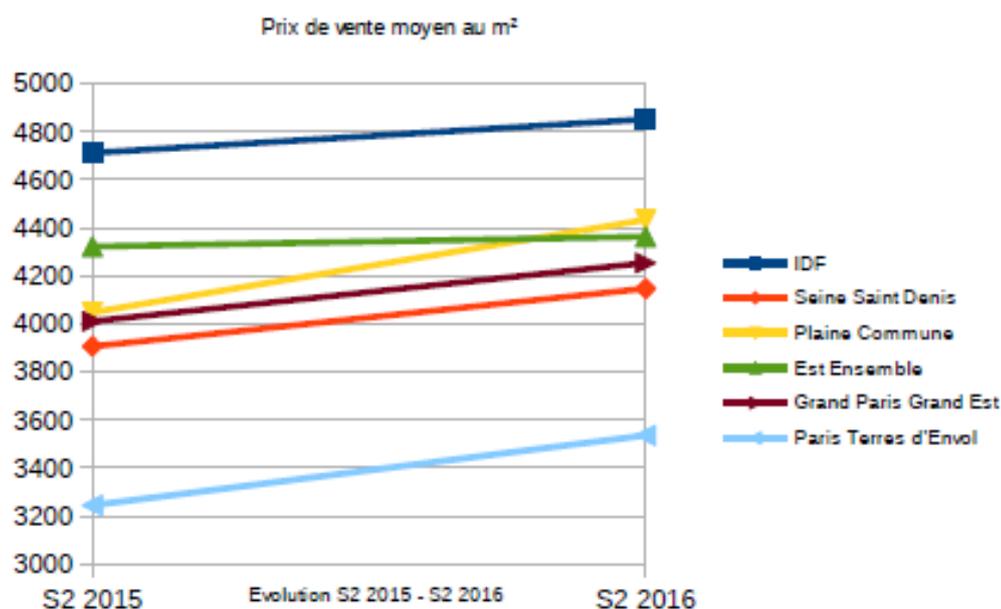
Le stock d'appartements progresse et passe à 7 473 appartements, soit une hausse de 6,8 % par rapport au stock disponible au 2<sup>e</sup> semestre 2015 (qui s'élevait à 6 996 appartements). La part du département dans le stock régional progresse également et passe de 15 % à 17 % ce semestre.

Enfin, concernant le délai moyen d'écoulement de ces stocks, on observe une baisse en Seine-Saint-Denis, avec une moyenne passant d'environ 11 mois à 9 mois, soit une baisse de près de 20 %.

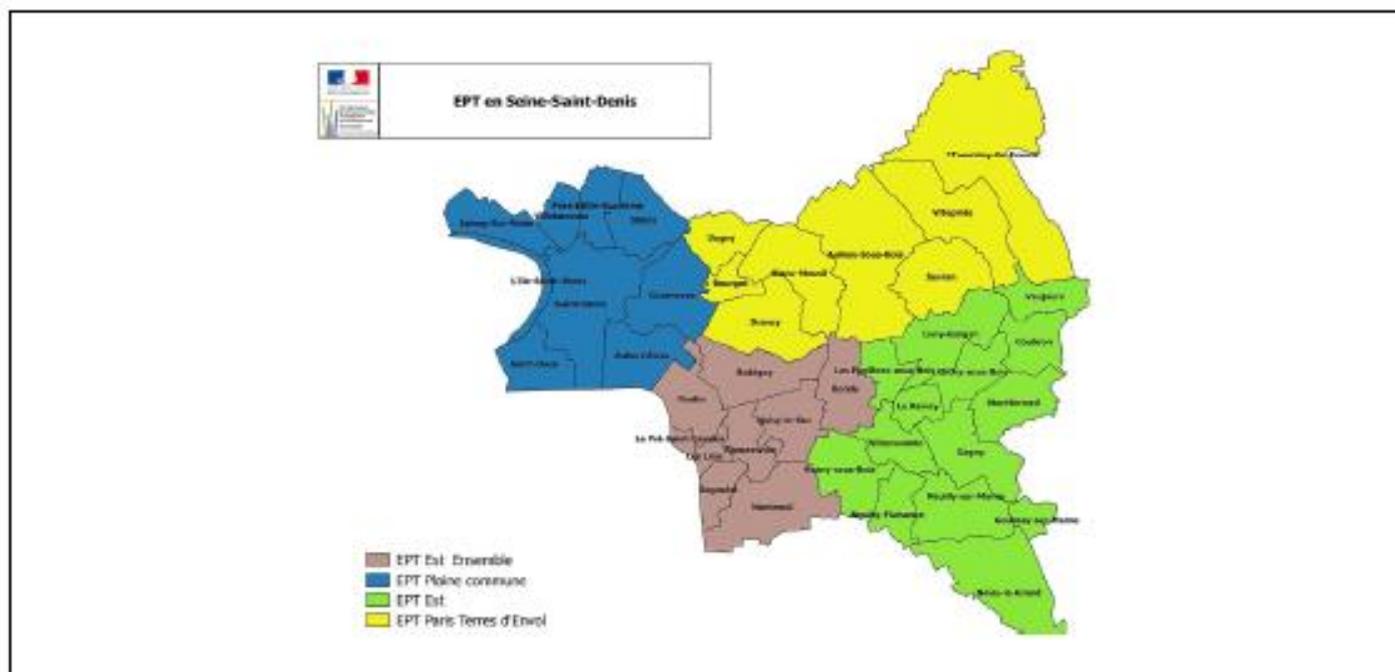
## Prix de vente moyen ( m<sup>2</sup> )

Le prix de vente moyen en Seine-Saint-Denis est en progression de plus de 6 % par rapport au 2<sup>e</sup> semestre 2015 et s'élève à 4146 €/m<sup>2</sup>, contre 3906 €/m<sup>2</sup> au semestre précédent. Ce prix de vente représente environ 705 € de moins que les prix moyens observés en Île-de-France (4851 €/m<sup>2</sup>).

Cependant, il subsiste une disparité assez nette entre 3 territoires où les prix moyens observés sont les plus élevés et assez proches (**Plaine Commune**, avec 4433 €/m<sup>2</sup>, **Grand Paris Grand Est** à 4 253 €/m<sup>2</sup> et **Est Ensemble** à 4 362 €/m<sup>2</sup>) et le 4<sup>e</sup> où les prix sont les plus bas (**Paris Terres d'Envol**, à 3 535 €/m<sup>2</sup>) et nettement en dessous de la moyenne régionale.



## Marché des appartements neufs (par territoires)



### Indicateurs du marché immobilier au 2<sup>e</sup> semestre 2016

EPT	Mises en Vente	Poids sur le dépt	Réservations	Poids sur le dépt	Stock	Poids sur le dépt
Est Ensemble	1722	46,59%	1219	42,98%	2328	31,15%
Grand Paris Grand Est	649	17,56%	538	18,97%	1595	21,34%
Plaine Commune	972	26,30%	797	28,10%	2218	29,68%
Paris Terres d'envol	353	9,55%	282	9,94%	1332	17,82%
Total SSD	3696	100,00%	2836	100,00%	7473	100,00%

Source : DRIEA IF / ECLN 2016 (données provisoires pour les 3 derniers semestres)

Au 2<sup>e</sup> semestre de l'année 2016, le volume total des appartements mis en vente et des réservations a nettement progressé **à l'échelle du département de la Seine-Saint-Denis**, et le stock d'appartements disponibles progresse également légèrement.

Le territoire d'**Est Ensemble** a connu une forte hausse de ces volumes ce semestre, faisant de ce territoire le plus important, que ce soit au nombre d'appartements mis en vente, qui représentent 46,5 % du total départemental (30 % au 2<sup>e</sup> semestre 2015), mais aussi des réservations d'appartements qui pèsent 43 % du total enregistré ce semestre en Seine-Saint-Denis (34 % au 2<sup>e</sup> semestre 2015). Il est à noter que le territoire est également le premier en terme de stocks disponibles (31 % du total de la Seine-Saint-Denis).

Concernant le territoire de **Plaine Commune**, on constate une légère hausse sur ce semestre, même si le volume total des appartements mis en vente ne représente plus que 26 % du total du département (contre 42 % au semestre précédent) et 28 % des réservations effectuées (contre 32 % au second semestre 2015). Cette baisse du poids de ce territoire est dû à la hausse supérieure constatée à l'échelle du département. Le stock disponible a également augmenté, passant de 1 871 à 2 218 appartements disponibles, ce qui représente près de 30 % du total de la Seine-Saint-Denis.

Sur le territoire de **Grand Paris Grand Est**, on observe un doublement du volume d'appartements mis en vente ce semestre, passant de 337 à 649, soit 17,5 % du total départemental. La hausse est également importante concernant les réservations qui passent de 371 à 538 appartements (+ 45 % ), environ 19 % du total départemental. Les stocks connaissent une tendance contraire et passent de 1854 à 1595 appartements (-14 %), soit 21 % du total de la Seine-Saint-Denis.

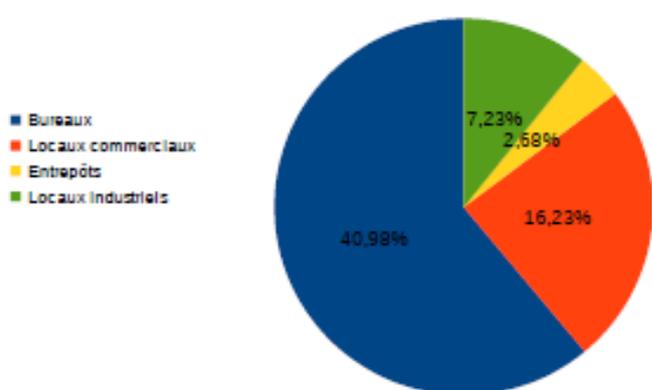
Le territoire de **Paris Terres d'Envol** reste le moins important en termes de volumes de transactions ce semestre : on y constate néanmoins une hausse du nombre d'appartements mis en vente (353 au total, soit une hausse de 32 % par rapport au second semestre 2015), ce qui représente 9,5 % du total observé en Seine-Saint-Denis. On constate néanmoins que c'est le seul territoire où l'on observe une baisse (de 13,5 %) des réservations au 2e semestre 2016, passant de 326 à 282 appartements, soit 10 % du total départemental. Les stocks baissent nettement et passent de 1 564 à 1 332 appartements soit 18 % du total de la Seine-Saint-Denis (contre 22 % au second semestre 2015).

## Volume de construction de locaux d'entreprises

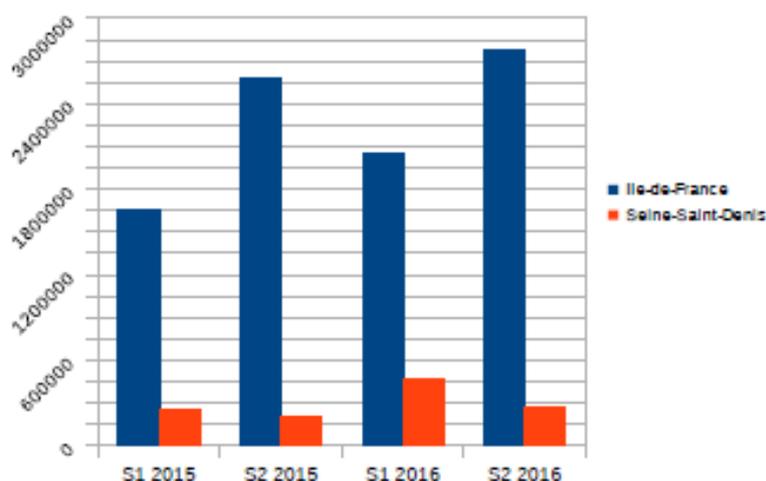
*En Seine-Saint-Denis*, au 2<sup>e</sup> semestre 2016, le volume des autorisations à construire des projets destinés aux entreprises (bureaux, locaux industriels et artisanaux, locaux commerciaux, entrepôts) est en forte baisse par rapport au premier semestre de l'année, passant d'environ 460 000 m<sup>2</sup> autorisés à environ 260 000 m<sup>2</sup> (- 43,5 %). La tendance à la hausse observée au semestre précédent s'est donc totalement inversée, même si le total de ce second semestre n'est pas particulièrement bas (c'est plutôt le 1<sup>er</sup> semestre de l'année qui a été très haut).

Comme au semestre précédent, la dynamique observée en Seine-Saint-Denis est totalement inverse à celle constatée au niveau régional, puisque les autorisations à construire augmentent de plus de 35 % en Île-de-France, passant ainsi d'environ 2 057 000 à 2 778 000 m<sup>2</sup> ce semestre.

Répartition de l'offre nouvelle par nature de locaux (2<sup>e</sup> semestre 2016)



Surface (m<sup>2</sup>) totale de locaux autorisés



Au 2<sup>e</sup> semestre 2016, l'offre nouvelle de locaux d'activités s'est en large majorité portée sur des surfaces de bureau, à la différence du précédent majoritairement porté sur des locaux commerciaux. La part de ce type de locaux représente plus de 40 % du total des surfaces autorisées, une part en très forte hausse (14 % au 1<sup>er</sup> semestre de l'année). Le volume total est passé de 66 000 m<sup>2</sup> à plus de 107 000 m<sup>2</sup> autorisés, soit une progression de 62 % ce semestre.

Concernant les locaux commerciaux, ils représentent le second total le plus important en volume autorisé ce semestre avec 42 700 m<sup>2</sup> de surface de plancher. Cependant la part de ce type de locaux est en nette baisse comparé au 1<sup>er</sup> semestre, et passe de 27 % à 16 % du total départemental (avec pour rappel un total de 127 000 m<sup>2</sup> au 1<sup>er</sup> semestre de l'année, un chiffre exceptionnellement élevé).

Le volume total des locaux industriels est resté stable ce semestre, avec 19 000 m<sup>2</sup> autorisés sur l'ensemble du département (19 300 m<sup>2</sup> au semestre précédent). La part de ce type de locaux représente 7,2 % du total des locaux non résidentiels autorisés ce semestre, contre 4,1 % au semestre précédent.

Les autorisations concernant les entrepôts ont connu une forte baisse, et ne représentent que 2,7 % des surfaces de locaux autorisés ce semestre, pour un total de 7040 m<sup>2</sup> contre plus de 70 000 m<sup>2</sup> au 1<sup>er</sup> semestre (qui représentaient 15 % du total des locaux autorisés).

La dynamique départementale est donc en baisse, une tendance contraire à la hausse constatée à l'échelle régionale ce semestre. En Île-de-France, le total des surfaces autorisées au second semestre de 2016 est le plus élevé de ces 5 dernières années, signe d'une dynamique particulièrement élevée. Globalement, la conjoncture à la hausse constatée à l'échelle régionale cumulée à la baisse observée en Seine-Saint-Denis, entraîne une baisse du poids départemental dans le total de la production régionale de locaux d'activités. Cette part représentait 22 % du total au 1<sup>er</sup> semestre 2016, et ne pèse plus que 9,5 % au 2<sup>e</sup> semestre de l'année (soit une baisse de 58 % de la part de la Seine-Saint-Denis en Île-de-France).

# NOTE MÉTHODOLOGIQUE

Préfecture de la Seine-Saint-Denis \* Chambre de commerce et d'industrie départementale de Seine-Saint-Denis \* Conseil Départemental de Seine-Saint-Denis \* Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Seine-Saint-Denis \* Tribunal de Commerce \* DIRECCTE Ile-de-France \* URSSAF de Paris- Région Parisienne \* Pôle Emploi Seine-Saint-Denis \* Unité départementale de l'Équipement et de l'Aménagement \* Comité Départemental du Tourisme \* Banque de France de la Seine-Saint-Denis \* Direction départementale des Finances Publiques \* Direction régionale des Douanes de Paris-Est

## **IMMATRICULATIONS AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS (RCS)**

Les immatriculations ont été subdivisées dans les 4 catégories connues actuellement :

- Personnes physiques : lettre A dans le numéro RCS
- Personnes morales : lettre B dans le numéro RCS
- Groupe Intérêts Economiques : lettre C dans le numéro RCS
- Sociétés civiles : lettre D dans le numéro RCS

Sur la dernière ligne du tableau apparaît le chiffre concernant les dépôts des Comptes Annuels déposés au greffe.

## **NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS IMPLANTÉS EN ZFU EN SEINE-SAINT-DENIS : ÉVOLUTION DEPUIS 2001**

L'indicateur relatif au nombre d'établissement implantés en ZFU en Seine-Saint-Denis est issu de l'exploitation du système d'information territoriale de la CCIR, Territem.

Il repose sur une géolocalisation précise (réalisée par la CCID Seine-Saint-Denis), des établissements de Seine-Saint-Denis.

Il provient du fichier des établissements produit par l'INSEE (Sirene Notice 80), disponible au 31 décembre de chaque année.

Il ne tient pas compte des activités suivantes :

- les personnes morales et organismes soumis au droit administratif (collectivités, écoles, OPHLM, etc.)
- les organismes privés spécialisés (CPAM, caisse de retraite, ASSEDIC, etc.)
- les groupements de droit privé (associations, fondations, clubs sportifs, etc.)
- les paroisses hors zone concordataire
- Etat collectivité ou établissement public étranger (ambassades, consulat, etc.)
- Etablissement public national à caractère industriel ou commercial doté d'un comptable public (ex : EPA Plaine de France, Caisse nationale de prévoyance)
- Etablissement public national à caractère industriel ou commercial non doté d'un comptable public (ex : SNCF et RATP)
- Exploitant public (la Poste)
- Etablissement public local à caractère industriel ou commercial (OPAC, office public, etc.)
- Régie d'une collectivité locale à caractère industriel ou commercial (Cinéma associatif, régie communale de distribution de l'eau, etc.)
- Institution Banque de France

## **TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE (TVA)**

L'analyse des données a porté sur les secteurs d'activité suivants : les biens de consommation, l'automobile, les biens intermédiaires, les biens d'équipement, l'énergie, la construction, la réparation automobile, le commerce de gros et les intermédiaires de commerce, le commerce de détail, les transports, les activités financières, les services aux entreprises, les services aux particuliers, l'éducation, la santé, l'action sociale, l'administration, l'agriculture, la chasse, l'agro-alimentaire.

Pour ce faire, quatre paramètres ont été privilégiés :

- le chiffre d'affaires, la TVA brute (application des taux de TVA), la TVA déductible sur immobilisations (donnée reflétant les investissements des entreprises), la TVA nette à payer.
- Chiffre d'affaires : les données relatives au chiffre d'affaires sont celles que les entreprises portent sur les différentes déclarations fiscales qu'elles sont tenues de déposer. En conséquence, une certaine prudence s'impose lors de l'analyse de ces données.

- TVA brute totale : il s'agit des montants de TVA résultant de l'application des différents taux légaux de TVA applicables en France. Les taux les plus couramment appliqués sont 20 % (taux normal applicable à toutes les activités pour lesquelles la loi n'a pas fixé un autre taux) et 5.5 % (taux réduit applicable aux produits destinés à l'alimentation humaine de base hors produits dits de luxe, ventes à emporter d'aliments, produits destinés à l'alimentation animale et produits non transformés issus de l'agriculture de la pêche...prestations de services effectuées dans le domaine agricole).

- TVA déductible sur immobilisations : la technique retenue pour la taxation de la valeur ajoutée implique que la taxe qui a alourdi les éléments du prix de revient d'une opération imposable soit déductible de la taxe applicable à cette opération.

L'exercice de ce droit à déduction s'opère sur des biens constituant des immobilisations pour l'entreprise c'est-à-dire en termes généraux des investissements. Il s'agit de biens de toute nature qui sont acquis ou créés par l'entreprise non pour être vendus ou transformés mais pour être utilisés d'une manière durable comme instruments de travail ou moyens d'exploitation.

- TVA nette due : il s'agit du montant de TVA due calculé à partir des données déclarées par les entreprises. Cette variable est donc à utiliser avec prudence dans la mesure où elle ne reflète pas les sommes effectivement versées au Trésor Public.

Ainsi, certaines entreprises peuvent déclarer un montant de TVA due correspondant à leur chiffres d'affaires mais qu'elles ne sont pas en mesure de payer du fait de la conjoncture ou du comportement de leur dirigeant. En conséquence, l'encaissement sera différé et ne sera plus considéré comme reflétant le paiement spontané de la TVA mais comme le résultat de l'action en recouvrement.

De plus, il convient de noter que l'évolution de la situation économique n'est pas directement liée au montant dû de TVA dans la mesure où le montant peut être impacté par des opérations d'investissement ou des exportations lourdes réalisées par les entreprises les plus importantes.

### **CHIFFRES CLES « SALONS »**

Les comparaisons sont faites entre années similaires, c'est-à-dire entre années paires d'une part et années impaires d'autre part.

### **DONNEES SUR LA CONSTRUCTION NEUVE (SITADEL)**

- l'autorisation de construire, pour les permis ayant reçu un avis favorable de l'autorité compétente qui donne lieu à la série des permis autorisés,
- la déclaration d'ouverture de chantier qui donne lieu à la série des permis commencés.

Les données publiées disponibles sont en date « de prise en compte » (dans le système statistique). Celles-ci donnent une indication de tendance, par différence avec les séries de chiffres dites « en date réelle », dont la stabilisation prend un an minimum, préférées pour les analyses structurelles de long terme, notamment pour communiquer sur le suivi de la réalisation des objectifs de construction pour résoudre la crise du logement en Île-de-France.

## **DONNEES SUR LA COMMERCIALISATION DE LOGEMENTS NEUFS (ECLN)**

L'enquête sur la commercialisation des logements neufs (ECLN) est exhaustive et son objectif est l'observation conjoncturelle du marché de la promotion privée immobilière de logements neufs.

- le champ de l'enquête : elle utilise comme base de sondage l'ensemble des permis ayant au moins cinq logements neufs, dont au moins un est destiné à la vente sur le marché de la promotion immobilière.
- les mises en vente : on appelle « mises en vente » les logements nouvellement offerts à la commercialisation par les promoteurs au cours de l'année enquêtée.
- les ventes ou réservations : l'enquête recense les réservations, avec dépôt d'arrhes effectués sur chaque programme. Dans la présentation des résultats, on parle indifféremment de ventes ou de réservations.

Pour le Club 93 Conjoncture, l'analyse réalisée par l'UT de Seine-Saint-Denis de la DRIEA ne porte que sur le marché des appartements neufs.

## **DIFFERENCE ENTRE LES CHAMPS DES OBSERVATIONS DE LA DRIEA SUR LE LOGEMENT ET CEUX DE LA BANQUE DE FRANCE SUR LES CREDITS A L'HABITAT, POUR LE TABLEAU DE BORD ECONOMIQUE**

L'UT de Seine-Saint-Denis de la DRIEA transmet des données sur les flux physiques :

- données de la construction (privée et sociale)
- données du marché immobilier des logements neufs : les données portent uniquement sur les ventes de logements neufs en collectif (ventes, mises en vente).

La Banque de France transmet, dans sa série des encours de crédits à l'habitat, non pas des données de flux, mais des données de stocks (ou de variation de stocks si l'on observe la progression des encours de crédits).

Le champs observé, en grisé sur le tableau, diffère de celui de l'UT de Seine-Saint-Denis de la DRIEA : n'y figurent pas les crédits mobilisés par les promoteurs locatifs sociaux ou HLM (soit 25 à 35 % de la construction neuve dans le département) ; en revanche, son champ intègre les transactions dans l'ancien, sur quoi l'UT de Seine-Saint-Denis de la DRIEA ne fournit pas d'informations semestrielles.

Les informations transmises par la Banque de France fournissent donc une image plus éloignée des fluctuations dans la construction neuve des logements : les variations d'encours sont affectées par des variations dans le remboursement de crédits antérieurs ; les crédits nouveaux intègrent les crédits sur les transactions, et leur volume dépend aussi d'effet de prix, et de variations dans les structures de financement adoptées par les acquéreurs de logements (répartition entre les fonds propres, les crédits familiaux ou amicaux non déclarés, et les crédits bancaires).

## **INDICATIONS DE LECTURE**

CVS : corrigées des variations saisonnières

DB : données brutes

Glissement annuel en % : taux de croissance du mois (ou trimestre) de l'année par rapport au mois (ou trimestre) de l'année précédente

Taux de chômage au sens du BIT (Bureau International du Travail) : données corrigées des variations saisonnières

SHON : Surface hors œuvre nette

CAF/FAB : Pour le commerce extérieur de la France, la valeur des échanges est prise en compte au passage de la frontière. Cette comptabilisation est dite CAF/FAB : Pour les importations Coût, Assurance et Frais compris jusqu'à notre frontière nationale, pour les exportations, Franco A Bord à notre frontière.



# CONTACTS

**SECRETARIAT CLUB 93 CONJONCTURE**

Céline DOMINGUES  
Chambre de commerce et d'industrie départementale de Seine-Saint-Denis  
Tél : 01 48 95 10 28 / Fax : 01 48 95 11 58 / cdomingues@cci-paris-idf.fr

**DONNEES**

**CORRESPONDANTS**

**LES MENAGES**

Crédits à la consommation

Crédit à l'habitat

Serge DELOYE  
Banque de France  
Tél : 01 48 13 35 50  
serge.deloye@banque-france.fr

**LES ENTREPRISES**

Analyse des enregistrements au RCS

Analyse des enregistrements au Centre de Formalités des Entreprises  
Evolution du nombre d'entreprises artisanales par secteurs d'activités

Nombre d'établissements implantés en ZFU

Le commerce extérieur

La Taxe sur la Valeur Ajoutée et l'Impôts sur les Sociétés

Crédits à l'équipement des entreprises

Actualité des pôles de compétitivités

Mme METIN/Aymeric FRAVAL/Benoit KERKACHE  
Tribunal de Commerce de Bobigny  
Tél : 01 41 83 61 51/52  
presidence.tc.bobigny@grefnet.tm.fr

Jean-Claude DAUTHEL  
Chambre de Métiers et de l'Artisanat 93  
Tél : 01 41 60 75 51  
jc.dauthel@cma93.fr

Nadia VALENTE-GUIDIS  
CCID Seine-Saint-Denis  
Tél : 01 48 95 10 28

Nicole MONVILLE  
Direction Régionale des Douanes et Droits Indirects de Paris-Est  
Tél : 09 70 27 21 32  
nicole.monville@douane.finances.gouv.fr

Damien DAUBIGNEY  
DDFIP  
Tél : 01 48 96 60 14  
Damien.daubigney@dgfip.finances.gouv.fr

Serge DELOYE  
Banque de France  
Tél : 01 48 13 35 50  
serge.deloye@banque-france.fr

Jean-Christophe GUILLO  
DIRECCTE IDF pôle 3E  
Tél : 01 70 96 14 47  
Jean-christophe.guillo@direccte.gouv.fr

# TABLEAU DE BORD ÉCONOMIQUE DE LA SEINE-SAINT-DENIS – Avril 2017

## LE TOURISME ET LES EVENEMENTS D'AFFAIRES

Le musée de l'Air et de l'Espace	Daniel ORANTIN Comité Départemental du Tourisme 93 Tél : 01 49 15 98 98 d.orantin@tourisme93.com
La Basilique de Saint-Denis	
Le Stade de France	
L'hôtellerie	
Les chiffres clés « salons » au Bourget et à Villepinte	CCIR PARIS Département tourisme congrès et salons Jean-Marie NAYS Tél : 01 55 65 77 09 jmnays@cci-paris-idf.fr

## L'EMPLOI

Les demandes d'emploi en fin de mois (DEFM)	DIRECCTE Unité Territoriale de Seine-Saint-Denis Tél : 01 41 60 54 91 anne.sipp@direccte.gouv.fr
Les offres d'emplois enregistrées et satisfaites (OEE)	
Les offres par taille d'entreprise	Didier KLEIN Pôle Emploi Tél : 01 45 17 96 61 didier.klein@pole-emploi.fr
Les principaux secteurs recruteurs	
Les principaux métiers recherchés par les entreprises offreuses	
Le taux d'évolution du chômage sur un an	DIRECCTE Unité Territoriale de Seine-Saint-Denis Tél : 01 41 60 54 91 anne.sipp@direccte.gouv.fr
Le nombre d'allocataires du RMI	Jean-Luc PARISOT Conseil Départemental de Seine-Saint-Denis Tél : 01 43 93 86 18 jparisot@cg93.fr
Les contrats d'insertion	
Les reprises d'activité et la nature des contrats	
Les déclarations uniques d'embauches	Sophie CONSTANTIN URSSAF de Paris/Seine-Saint-Denis Tél : 01 56 93 24 94 sophie.constatin@urssaf.fr
Evolution du nombre d'établissements	DIRECCTE Unité Territoriale de Seine-Saint-Denis Tél : 01 41 60 54 91 anne.sipp@direccte.gouv.fr
Evolution du nombre de salariés	
Evolution des effectifs dans le secteur commercial	
Evolution des effectifs dans les principaux secteurs d'activité de services	
Evolution des emplois dans les services	
Evolution de la part des secteurs tertiaires et industriels dans l'ensemble des emplois salariés	

## LA CONSTRUCTION ET LE MARCHE IMMOBILIER

Construction de logements neufs	Rida EL MALAHI UDEA93 93 rida.el-mahalli@developpement-durable.gouv.fr
Logements locatifs sociaux	
Marché des appartements neufs (promotion privée)	
Construction de locaux d'entreprise	

TABLEAU DE BORD ÉCONOMIQUE DE LA  
SEINE-SAINT-DENIS  
- AVRIL 2017 -

---

